



Courrier international

N° 1642 du 21 au 27 avril 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Algérie 530 DA, Allemagne 5,70 €, Andorre 5,30 €, Canada 7,95 \$ CAN, DOM 5,10 €, Espagne 5,70 €, Grande-Bretagne 5,70 £, Grèce 5,70 €, Italie 5,70 €, Japon 820 ¥, Maroc 43 DH, Pays Bas 5,40 €, Portugal cont. 5,40 €, Sénégal 3.400 F CFA, Suisse 6,80 CHF, TOM 820 XPF, Tunisie 770 DT, Afrique CFA autres 3.500 F CFA.

MARINE LE PEN,

LE CAUCHEMAR DE L'EUROPE



Comment juger les crimes de guerre ?

Les accusations d'exactions se multiplient contre l'armée russe en Ukraine. Qui enquête ? Pourquoi est-il important de documenter les crimes de guerre ? Décryptages de la presse étrangère.



M 03183 - 1642 - F : 4,50 €

Du 21 au 27 avril

La semaine OPPO par Orange



OPPO
Find X3 Lite 5G
189 €* au lieu de 359 €
avec reprise

DAS tête : 0,991 W/kg
DAS tronc : 1,276 W/kg
DAS membres : 2,721 W/kg

* soit 70 € de remise immédiate
et 100 € supplémentaires pour
la reprise d'un ancien mobile.
Détails et conditions
en boutique.



OPPO
Find X5 5G
849 €* au lieu de 999 €
avec reprise

DAS tête : 0,992 W/kg
DAS tronc : 1,216 W/kg
DAS membres : 2,490 W/kg

* soit 150 € de remise pour
la reprise d'un ancien mobile,
en plus de sa valeur de reprise.



OPPO
Watch Free
49 €* au lieu de 99 €

* soit 20 € de remise immédiate
et 30 € de remise supplémentaire
pour l'achat concomitant
d'un OPPO Find X3 Neo
ou OPPO Find X5.



OPPO
Find X3 Neo 5G
329 €* au lieu de 699 €
avec reprise

DAS tête : 0,991 W/kg
DAS tronc : 1,289 W/kg
DAS membres : 2,589 W/kg

* soit 270 € de remise immédiate
et 100 € supplémentaires pour
la reprise d'un ancien mobile.
Détails et conditions
en boutique.



Du 21 au 27 avril, retrouvez le meilleur d'OPPO à des prix imbattables et avec vos applis et services Google préférés.

5G : accessible en France métropolitaine avec offre et équipement compatibles, uniquement dans les zones déployées, 1 121 communes au 26/01/2022. Débit maximum théorique de connexion en réception jusqu'à 2,1 Gbits/s dans les zones couvertes en 3,5 GHz avec agrégation des 4 bandes de fréquences 4G et jusqu'à 615 Mbits/s pour les zones couvertes par la bande 2 100 MHz utilisée pour la 4G. Couverture détaillée sur reseaux.orange.fr

Kit mains-libres recommandé. Offre valable en boutique Orange en France métropolitaine, du 21/04/2022 au 27/04/2022, réservée aux particuliers, propriétaires de mobiles éligibles.

Google est une marque de Google LLC.



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

De la guerre en Ukraine à la présidentielle

Le viol comme arme de guerre : c'est un témoignage très dur que nous avons décidé de publier dans le dossier qui ouvre ce numéro. Celui de Natalya*, une jeune Ukrainienne qui a raconté au **Times** le calvaire qu'elle a vécu. Natalya vivait avec son mari et leur fils de 4 ans dans la périphérie de Kiev. Le 9 mars, des soldats russes ont envahi leur maison et abattu son mari, avant de la violer, à plusieurs reprises. "Le cas de Natalya pourrait être le premier porté devant la Cour pénale internationale", écrit le quotidien britannique. Et pour cela, il nous semblait important de traduire cet article. Parce que la perception du viol

en temps de guerre, considéré depuis des siècles comme un dommage collatéral, a fondamentalement changé depuis les guerres des années 1990 en ex-Yougoslavie, comme l'explique l'écrivaine croate Slavenka Drakulic dans un article de **Jutarnji List**, traduit sur notre site. "Pendant un demi-siècle, le comportement criminel des 'vainqueurs' a été passé sous silence. Les femmes violées se taisaient, les historiens et les témoins aussi, et les institutions également. Aujourd'hui, on ne se tait plus." Aujourd'hui, les méthodes d'investigation sur les crimes de guerre ont changé, et c'est ce que nous avons voulu aussi décrypter dans les pages que nous consacrons cette semaine à l'Ukraine. Au début d'avril, le monde, horrifié, découvrait les images de cadavres de civils dans les rues de Boutcha. "Si plus aucune fosse commune n'était découverte en Ukraine, le massacre de Boutcha serait le pire en Europe depuis Srebrenica, en 1995, quand 8000 hommes et garçons bosniaques avaient

été tués par les Serbes", écrit **The Spectator**. C'est sans doute pour ça que cela nous touche autant et qu'il nous paraissait impératif d'en parler. Depuis, les témoignages portant sur des exactions commises par l'armée russe s'accumulent. Le rôle des satellites espions commerciaux s'est également accru et vient révolutionner la manière d'enquêter sur les exactions en Ukraine. Il faut lire à ce sujet l'article de **Politico**, résumé dans ce dossier et à retrouver en intégralité sur notre site. Crimes de guerre, crimes contre l'humanité, génocide, compétence universelle, Cour pénale internationale... De quoi parle-t-on au juste? Comment documenter les crimes de guerre alors que les combats se poursuivent? Sur quels précédents s'appuyer? Qui va enquêter et dans quelles conditions? Quelle procédure et quels délais doivent être respectés? C'est à toutes ces questions autour des mécanismes de la justice internationale que nous avons voulu répondre ici.

À trois jours du second tour de la présidentielle française, qui est loin d'être jouée, choisir de mettre le conflit en Ukraine en couverture du journal peut paraître surprenant. Nous l'assumons. Dans ce numéro, nous consacrons aussi, bien évidemment, une large place au duel entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Et aux inquiétudes de la presse étrangère quant à une éventuelle victoire de l'extrême droite le 24 avril. Pour **El Mundo**, l'Union européenne a tout à y perdre. "Quand Paris éternue, l'Europe s'enrhume", écrit le quotidien. Une victoire de Le Pen serait un changement sans précédent. [Car elle] a souvent dit qu'elle ne croyait pas en l'UE, mais en une 'Europe des nations'. En pleine guerre en Ukraine, le désengagement annoncé de la France des institutions européennes et de l'Otan, qui figure dans le programme du Rassemblement national, fait craindre un changement géopolitique majeur à de nombreux titres

de la presse internationale. "Tous les regards sont actuellement rivés sur les menaces extérieures. Or il y a un danger qu'on oublie : celui qui vient de pays amis et alliés, et ce alors même que la cohésion de l'Union européenne, de l'Otan et de l'Ouest est plus indispensable que jamais", s'inquiète **Die Zeit**. À terme, c'est le bloc des démocraties qui pourrait être affaibli, estime l'hebdomadaire allemand. Ce numéro a été bouclé avant le débat du 20 avril entre les deux candidats. Quelle place la guerre en Ukraine aura-t-elle occupée dans leurs échanges? Sans doute moins que la question du pouvoir d'achat. Les deux, pourtant, sont liées. Comme les deux dossiers de ce numéro. Deux visions du monde (et de l'Europe) s'affrontent le 24 avril. Et ce ne sont pas les mêmes.

* Son prénom a été changé.

En couverture :
Dessin de **Chappatte** paru dans **Le Temps**, Lausanne.



Sommaire

MOYEN-ORIENT p.18

Enquête. Qui a tué l'Orient-Express?

Le légendaire réseau ferroviaire qui maillait le Moyen-Orient s'est dissous sous les coups de boutoir des nationalismes, des conflits régionaux et des guerres civiles. Une enquête de **The Economist**.

ÉTATS-UNIS p.26

En Californie, on ferme bien les prisons

Après des décennies d'incarcération de masse, l'heure est à la fermeture des centres pénitentiaires. Ce qui déstabilise l'économie locale, constate **The New York Times**, en reportage à Susanville.

Littérature : la bibliothèque fabuleuse d'Alberto Manguel p.46

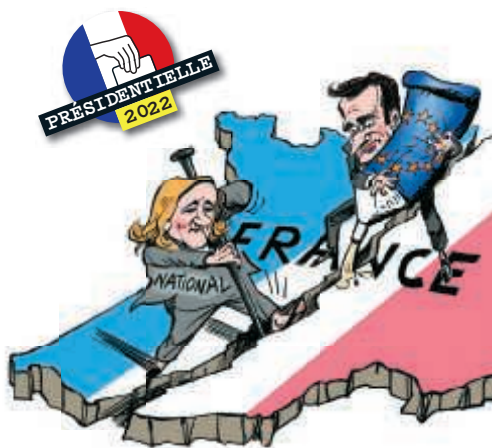
En septembre 2020, l'écrivain argentin-canadien, grand bibliophile, a fait don de ses livres à la ville de Lisbonne : 40 000 ouvrages, rangés dans 800 caisses. Chaque œuvre doit être cataloguée et classée. Une tâche titanesque, relate **Expresso**.

360°

LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- Ha'Aretz** Tel-Aviv, quotidien.
- The Daily Telegraph** Londres, quotidien.
- The Economist** Londres, hebdomadaire.
- Expresso** Lisbonne, hebdomadaire.
- The Friday Times** Lahore, hebdomadaire.
- The Guardian** Londres, quotidien.
- El Mundo** Madrid, quotidien. **The New York Times** New York, quotidien. **El País México** (elpais.com/mexico) Mexico, en ligne. **Radio Farda** (radiofarda.com) Prague, en ligne. **Reaction** (reaction.life) Londres, en ligne. **San Francisco Chronicle** San Francisco, quotidien. **South China Morning Post** Hong Kong, quotidien.
- The Spectator** Londres, hebdomadaire.
- The Sunday Telegraph** Londres, hebdomadaire. **Le Temps** Genève, quotidien. **The Third Pole** (thethirdpole.net) New Delhi, en ligne. **The Wall Street Journal** New York, quotidien.
- Die Welt** Berlin, quotidien.



DESSIN DE MOHR, ALLEMAGNE

FRANCE p.32 LA PEUR DU GRAND BASCULEMENT

Avec quelle France le reste du monde parlera-t-il? Et dans quelles conditions? Quelques jours avant le second tour, la presse internationale s'interroge sur les conséquences de la victoire d'Emmanuel Macron ou de Marine Le Pen à la présidentielle.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. **Royaume-Uni.** Demandeurs d'asile, destination Rwanda
7. **Israël-Palestine.** Jusqu'où l'escalade peut-elle mener ?

À la une

8. **Guerre en Ukraine.**

Comment juger les crimes de guerre ?

D'un continent à l'autre

18. **Enquête.** Qui a tué l'Orient-Express ?22. **Afrique.** La Chine médiatrice de l'ombre sur le continent africain24. **Asie.** Pakistan. Imran Khan, ce mauvais perdant26. **Amériques.** En Californie, on ferme bien les prisons30. **Europe.** La belle histoire du village sauvé par ses habitants

À la une

32. **France.** La peur du grand basculement

Transversales

42. **Environnement.** Le sale recyclage des batteries en Asie44. **Économie.** Le réseau citoyen qui équipe l'armée ukrainienne

360°

46. **Littérature.** La bibliothèque fabuleuse d'Alberto Manguel50. **Plein écran.** En Iran, sur la route de l'exil52. **Voyage.** Si les murs de Mexico savaient parler54. **Histoire.** Du Guesclin, chevalier idéal et stratège génial

SUR NOTRE SITE

Présidentielle. Le second tour vu par la presse étrangère

Qui, d'Emmanuel Macron ou de Marine Le Pen, sera élu par les Français au soir du 24 avril ? L'abstention battra-t-elle des records ? Comment les électeurs de gauche voteront-ils ? Ce dimanche, dès 17 heures, les analyses, commentaires et réactions de la presse étrangère dans notre live consacré à l'événement.

Guerre en Ukraine. L'offensive sur l'Est

C'est désormais sur le Donbass et l'est de l'Ukraine que se concentrent les forces russes. Suivez la suite du conflit à travers les analyses, les reportages et les témoignages de la presse étrangère.

Chronique d'un exil : apprendre à faire du vélo, une nouvelle liberté

Mursal Sayas, journaliste afghane de 26 ans, vit réfugiée en France. Chaque dimanche, nous publions sur notre site une chronique dans laquelle elle narre son quotidien. Cette semaine, elle explique qu'apprendre à faire du vélo, plaisir interdit en Afghanistan, était important pour elle à son arrivée à Paris.

L'horoscope de Rob Breznsy Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.



NOTRE HORS-SÉRIE

Qu'est-ce qui nous rassemble, en tant qu'individus, société et nation ?
Qu'est-ce qui nous divise ?
La France racontée par la presse étrangère.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Avril 2022. Commission paritaire n° 0722c82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard Rédactrice en chef Virginie Lepetit (1612) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (1677), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Responsable du numérique Joffrey Ricome Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (1631), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpont (1698), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (1730) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Héléne Bienvenu (Pologne), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 1974), Beniamino Morante (Italie, 1972), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitreux (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 1693) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandaki (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef de service, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Florent (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bélouil (chef de service, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76) HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Louise Dugeai (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Deffour-Peyrathon (anglais, allemand), Carole Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasot (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérold, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathon Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66) INFORMATIQUE Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45 330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Édouard Aussedat, Lionel Blot, Jean-Baptiste Bor, Emmanuelle Bour, Cécile Chemel, Anne-Françoise Cochet, Marie-Ange Costantini, Antoine Cuny-Le Callet, Camille Dalicieux, Marie Daoudal, Lucie Droulers, Corinne Duqueyroux, Jeanne Fournier, Sophie Laurent-Lefèvre, Valentine Morizot, Astrid Mouget, Florent Normand, Isabelle Taudière, Rachel Teyssandier, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Présidente Laurence Bonicazzi Bridier, Directrice générale adjointe, Marketing & Etudes Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noël (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellon (16 06) Lucie Madalena (gestion) Droits Eleonora Pizzi (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale international Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) Courriel abo@courrierinternational.com Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgv

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Origine du papier : UK, Allemagne, 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Entrapprises : Ptot - 0,083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.



Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

- RCO22BAO001A
- 1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 218,80 €*
 - 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 269,80 €*

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2022>
ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

VERS LA MOBILITÉ DE DEMAIN

Un tour du monde des expatriés et de leurs déplacements à l'étranger



PITTSBURGH DÉVOILE UN PLAN DE MOBILITÉ SUR CINQUANTE ANS AVEC L'HYPERLOOP

La ville de Pittsburgh a publié un plan de transport pour les cinquante prochaines années, et il comprend plusieurs projets ambitieux, comme le transport fluvial et l'hyperloop. Anaick Marchal, expatriée à Pittsburgh pendant deux ans, raconte les enjeux en matière de mobilité.

UNE VILLE. UN EXPAT.
Anaick Marchal,
expatriée
à Pittsburgh



Pittsburgh planifie un demi-siècle d'avenir avec le PGH 2070 Mobility Vision Plan. Ce projet, basé sur des données de flux de voyageurs et des questionnaires d'utilisateurs, envisage de nouveaux modes de transport, de la mobilité fluviale aux téléphériques en passant par les trains à grande vitesse circulant vers Chicago et Washington, appelés "hyperloop". Anaick Marchal, expatriée pendant deux ans à Pittsburgh, explique que "le réseau ferroviaire n'étant pas développé dans la région, l'hyperloop est un beau projet qui pourrait ouvrir et désenclaver Pittsburgh. Pour l'instant, l'avion est l'un des moyens de transport les plus utilisés pour voyager dans le pays, mais les tarifs restent chers et on compte peu d'offres de compagnies low cost."

Parmi les autres éléments du plan 2050 figurent trois nouvelles lignes fluviales et un aéroport pour les avions à décollage vertical. Des investissements à plus court terme comme des rénovations de rues, pour les rendre plus "vertes", et un réseau de vélos connectés sont également prévus. "La circulation à vélo est peu répandue à cause du fort vallonnement de la ville. La plupart des habitants utilisent les vélos en libre-service pour se balader sur les berges, plutôt en tant que loisir. Pour les déplacements quotidiens, la voiture demeure l'élément phare de la mobi-

lité. Depuis la banlieue, tout est fait pour se déplacer en voiture, l'offre de transports en commun étant très limitée" raconte Anaick Marchal.

OBJECTIF : UNE BAISSÉ DE MOITIÉ DES ÉMISSIONS LIÉES AU TRANSPORT

La ville s'est fixé comme objectif de réduire de moitié ses émissions liées au transport et les kilomètres parcourus par les véhicules d'ici à 2030. Pour atteindre cet objectif, l'utilisation des transports en commun et du vélo devraient augmenter de façon spectaculaire.

Selon l'American Community Survey de 2019, 17 % des déplacements s'effectuent en transports en commun, et 2 % à vélo. Ces chiffres dépassent ceux de nombreuses autres villes américaines de taille similaire, mais font pâle figure par rapport à des métropoles plus avancées en matière de multimodalité, comme Helsinki. "Pour l'instant, les transports en commun sont assez peu utilisés. À l'exception des bus scolaires, qui sont en revanche bien organisés, publics et gratuits", précise Anaick Marchal.

En 2021, la ville a lancé l'application Transit, qui s'inscrit dans ce même objec-

tif de réduction des émissions de CO₂. Depuis leur smartphone, les utilisateurs peuvent planifier et payer leurs trajets en bus, en métro, à vélo en libre-service, ainsi qu'à scooter électrique. Ils peuvent également louer des véhicules à l'heure et réserver des covoiturages avec Waze. Des villes telles que Berlin ou Los Angeles, en passant par Tokyo, ont déjà expérimenté ce type d'application, sans qu'il soit encore clairement prouvé que cela a poussé de nombreux utilisateurs à changer leur façon de se déplacer. L'important est d'offrir un large réseau de transports en commun et des horaires de passage réguliers. ●



© ANAICK MARCHAL

Woven city : une ville centrée sur l'humain par Toyota

L'idée de centrer ses efforts sur "l'humain" est très répandue dans le monde de l'entreprise aujourd'hui, au point d'être parfois galvaudée. Pour Toyota, elle recouvre une définition précise, qui s'articule autour du concept de goûts. Afin d'évaluer un véhicule, Toyota se penche sur "l'avant-goût" ou l'envie de conduire, "le goût" ou le plaisir de conduite, et "l'arrière-goût", qui correspond à l'envie d'y retourner. La même méthode peut s'appliquer à la ville. C'est pourquoi Woven City s'adaptera à tous les goûts, fera la part belle au mouvement permanent, à la diversité, à la flexibilité...



✈ Vols directs Londres-Kigali.
Dessin d'Anthony Garner,
Espagne.

Royaume-Uni. Demandeurs d'asile, destination Rwanda

Londres a annoncé le 14 avril son intention de transférer les personnes arrivées par la Manche vers le pays d'Afrique de l'Est. Une réponse inhumaine aux vrais problèmes du trafic et de la hausse des traversées, dénonce ce journal de gauche.



—**The Guardian** Londres

C'est loin d'être une nouveauté pour Priti Patel, qui n'en est pas à sa première manœuvre pour tenter de renvoyer les demandeurs d'asile le plus loin possible du Royaume-Uni. Il y a deux ans déjà, la ministre de l'Intérieur envisageait de transférer les migrants traversant la Manche dans des centres d'accueil situés en Afrique du Nord et dans l'Atlantique sud. Des projets finalement abandonnés, entre autres choses pour leur absence d'humanité, leur manque de commodité et leur coût exorbitant. Mais quand elle a une idée funeste, Priti Patel n'est pas du genre à se laisser décourager par le bon sens.

Jeudi dernier, la ministre de l'Intérieur britannique annonçait à Kigali la signature d'un accord prévoyant que, en échange de 120 millions de livres [144 millions d'euros] d'aide au développement, le Rwanda acceptera le transfert sur son sol de personnes demandant l'asile au Royaume-Uni. La méthode est bien plus radicale, puisqu'elle ne prévoit pas, visiblement, l'examen des

demandes d'asile. Il s'agit tout bonnement d'une démarche d'expulsion, de surcroît aux forts relents de colonialisme.

Si le Rwanda est, selon Boris Johnson, un pays dynamique et l'un des plus sûrs au monde, il a été montré du doigt, la semaine dernière encore, par le département d'État américain pour ses "importants manquements aux droits de l'homme", notamment des exécutions et des arrestations arbitraires, des disparitions forcées et des conditions de détention dégradées. Un dispositif [de transfert] semblable avait déjà mis en place au Rwanda à l'initiative d'Israël avant d'être abandonné, en 2017, sur le constat que 9 seulement des quelque 4000 personnes expulsées vers le pays des Mille Collines y étaient finalement restées.

L'annonce de jeudi au Rwanda frappe autant par le cynisme de son timing que par

Il s'agit tout bonnement d'une démarche d'expulsion, aux forts relents de colonialisme.

l'inhumanité de son contenu. Ces jours-ci, Boris Johnson est de nouveau sous le feu des critiques et des amendes pour les infractions aux règles du confinement commises à Downing Street durant la pandémie [lire ci-contre]. Son parti s'achemine même vers de lourdes pertes aux élections locales, prévues dans trois semaines. Le risque d'un vote de défiance contre lui grandit de nouveau. Pour le Premier ministre, rien de tel qu'une initiative choc contre l'immigration pour distraire les médias, faire de l'œil à l'électorat anti-immigrés à la veille de ces scrutins et mettre la pression sur les députés et les lords qui font toujours blocage contre la réforme du droit d'asile prévue au Nationality and Borders Bill, le projet de loi du gouvernement "sur la nationalité et les frontières" promis dans le sillage du Brexit.

Racisme. Incontestablement, il faut sévir davantage contre les réseaux de passeurs qui font traverser la Manche à des clandestins au péril de leur vie et dans des conditions inhumaines. Avec l'arrivée de l'été, le nombre de sans-papiers qui tentent l'expédition devrait augmenter. Ils ont été plus de 28500 à effectuer la traversée en 2021, et le ministère de l'Intérieur prévoit que ce chiffre double cette année. Mais face à un tel fléau, la solution ne consiste pas à faire arrêter les migrants par l'armée [Boris Johnson entend confier les patrouilles dans la Manche à la Royal Navy] et à les mettre à bord d'un vol aller simple pour l'Afrique de l'Est, pour ensuite les oublier.

Une telle stratégie est critiquable à plusieurs points de vue. Elle est coûteuse, inhumaine, en désaccord avec notre tradition d'accueil des réfugiés. En outre, il est probable qu'elle se révèle illégale et qu'elle finisse par être contraire au but recherché par Priti Patel [en poussant les exilés vers des chemins plus risqués encore]. Il s'agit de mesures racistes: un demandeur d'asile blanc ukrainien arrivant au Royaume-Uni n'a guère de risque d'être envoyé au Rwanda. Et un tel projet n'est pas aussi bien accueilli par les Britanniques que certains l'imaginent: jeudi 14 avril, un sondage a montré qu'une majorité d'électeurs y étaient opposés.

Comme toujours, en pareil cas, il faut faire preuve de pragmatisme et être animé par le sens de la justice. La solution devrait consister à collaborer plus étroitement avec la France et d'autres voisins européens pour traiter les demandes au mieux, dans un esprit d'équité, et à passer des accords pour le retour de ceux qui ne remplissent pas les conditions requises. Boris Johnson et Priti Patel préfèrent déclencher une polémique à propos des demandeurs d'asile plutôt que de s'attaquer, avec d'autres États et des organismes de bienfaisance, à un mal planétaire qui cause de grandes souffrances. Telle est la triste vérité. —

Publié le 15 avril

"Que proposez-vous de mieux?"

●●● À peine dévoilés, déjà "critiqués avec une extrême virulence", constate le **Daily Mail**. Les détails du plan britannique de lutte contre l'immigration illégale "suscitent la colère des ONG, du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et de l'opposition travailliste". Une mesure en particulier: l'envoi de certains demandeurs d'asile au Rwanda, à 6500 kilomètres du Royaume-Uni. Lors du dimanche de Pâques, le chef de l'Église d'Angleterre a fustigé une mesure "contraire aux valeurs chrétiennes" du pays. "Est-il vraiment nécessaire pour l'Église de commenter les décisions politiques de la sorte?" lui a rétorqué **The Daily Telegraph**. Le quotidien conservateur salue une stratégie "certes radicale" mais "nécessaire au vu de l'échec de toutes les tentatives précédentes d'entraver la traite d'êtres humains" entre la France et le Royaume-Uni. "Cette nouvelle approche, inspirée des centres offshore créés en 2013 par l'Australie", précise **The Times**, a été dévoilée par Boris Johnson depuis le comté du Kent, dans le sud-est de l'Angleterre. Un lieu symbolique: 5000 personnes ont gagné ses côtes au cours des premiers mois de l'année. "Aux détracteurs du projet, lance **The Daily Telegraph**, qu'avez-vous de mieux à proposer?"

À la une



"DIRIGÉS PAR DES DÉLINQUANTS"

Le **Daily Mirror** peste à la une de son édition du 13 avril. La veille, Boris Johnson et son ministre des Finances, Rishi Sunak, ont reçu une contravention pour avoir participé à une fête à Downing Street en plein confinement en 2020. Johnson est le premier chef du gouvernement en exercice à enfreindre la loi.

À Shanghai, les premiers morts du Covid

CHINE — Après trois semaines d'un confinement des plus stricts, Shanghai a déploré le 18 avril trois décès dus au Covid-19, rapporte le très officiel **Global Times**. La mégapole de 25 millions d'habitants a enregistré 372 000 infections depuis le 1^{er} mars et "plus de 20 000 nouveaux cas chaque jour depuis le 7 avril", selon le **South China Morning Post**, pour qui il s'agit de "la vague d'infections la plus grave depuis l'apparition de la maladie à Wuhan", il y a deux ans et demi. Malgré le mécontentement croissant de la population et les coûts économiques engendrés par le confinement, les autorités répètent, pour l'heure, leur attachement à la stratégie "zéro Covid", pourtant difficilement applicable face au variant Omicron.

Journées d'émeutes

SUÈDE — Quarante blessés, dont 26 policiers : tel est le bilan de plusieurs journées de violences aux quatre coins du pays, déclenchées par la tournée du groupe d'extrême droite Stram Kurs ("Ligne dure"), qui avait fait part de son intention de brûler le Coran. Malmö, dans le sud du pays, a notamment connu une nuit d'émeutes le 16 avril à la suite d'un rassemblement dénonçant la présence de ce groupe dirigé par le Dano-Suédois Rasmus Paludan, précise le quotidien **Svenska Dagbladet**.

Catastrophe nationale



AFRIQUE DU SUD — "Les mots seuls ne suffisent pas pour décrire l'ampleur de l'horreur qu'a vécue le Kwazulu-Natal", écrit depuis Johannesburg le **Sunday Times** sur une photo de conteneurs, à Durban, emportés par des pluies diluviennes. Plus de 400 personnes ont péri, des centaines de maisons et de commerces, ainsi que de nombreuses infrastructures, ont été détruits. Le 19 avril, le président, Cyril Ramaphosa, a déclaré l'état de catastrophe nationale, le port de Durban étant vital pour toute l'économie sud-africaine.

La justice, enfin?

CENTRAFRIQUE — "Il aura fallu attendre sept ans après son inauguration" pour que la Cour pénale spéciale, chargée avec le parainage de l'ONU de juger les crimes de guerre et contre l'humanité commis depuis 2003, ouvre son premier procès, note le site **Afrik.com**. Le 19 avril ont ainsi comparu trois membres du groupe armé des 3R, accusés du massacre de 46 civils dans des villages du nord-ouest du pays. Toutefois, ce tribunal hybride peine à affirmer son autorité face au président centrafricain, Faustin Archange Touadéré, "accusé par l'ONU, l'Union européenne et la France d'avoir laissé son pays aux mains des Russes, à travers la société [de mercenariat] Wagner", s'inquiète **Afrik.com**.

↳ Dessin d'Arend Van Dam, Pays-Bas.

ISRAËL-PALESTINE.

Jusqu'où l'escalade peut-elle mener ?

Après plusieurs journées d'affrontements autour de l'esplanade des Mosquées, l'armée israélienne a mené, le 19 avril, des frappes aériennes sur la bande de Gaza. Les craintes d'un embrasement similaire à celui de mai 2021 sont ravivées.

La tension continue de grimper entre Israéliens et Palestiniens après un week-end marqué par des affrontements sur l'esplanade des Mosquées dans la Vieille Ville de Jérusalem. Des violences qui ont fait des dizaines de blessés et conduit à des centaines d'arrestations.

Ainsi, le 18 avril, "le système israélien de défense antimissile 'Dôme de fer' a intercepté un missile [tiré] depuis la bande de Gaza, selon Tsahal, pour la première fois en quatre mois", relate le quotidien israélien **Ha'aretz**. En représailles, l'aviation israélienne a "visé un certain nombre de cibles

et premier lieu saint du judaïsme sous le nom "mont du Temple" – ont fait plus de 150 blessés. Des centaines de Palestiniens

ont été arrêtés lors d'une rare incursion des forces de sécurité israéliennes à l'intérieur de la mosquée Al-Aqsa largement critiquée par la rue et la presse palestinienne.

Deux jours plus tard, de nouveaux accrochages ont éclaté à l'intérieur et autour du lieu saint. L'an dernier, des heurts similaires sur cette même esplanade des Mosquées avaient conduit le Hamas à tirer sept roquettes sur Jérusalem, provoquant un conflit meurtrier de onze jours avec Tsahal.

Les craintes d'une réédition du scénario sont d'autant plus vives que ces heurts interviennent dans la foulée d'une vague d'attaques terroristes – quatre entre le 22 mars et le 7 avril, dont l'une revendiquée par le groupe État islamique – perpétrées en Israël et en Cisjordanie par des Arabes israéliens et des Palestiniens et ayant fait au moins 13 morts côté israélien.

Par ailleurs, les autorités israéliennes ont décrété la fermeture provisoire aux musulmans de la mosquée d'Ibrahim à Hébron (appelée "caveau des Patriarches" par les Juifs) à l'occasion de la Pâque juive, ou Pessah. "Israël a l'intention d'ouvrir tous les couloirs de la mosquée pour que les colons juifs accomplissent leurs rituels religieux", a déploré Ghassan Al-Rajabi, directeur de la mosquée, cité par **Al-Quds Al-Arabi**, qualifiant les incursions de l'armée israélienne à Jérusalem et l'ordre de fermeture à Hébron de "violations criantes des lieux saints islamiques".

Malgré ce regain de violences, la presse israélienne minimise le risque d'un embrasement. "La dernière fois que des roquettes ont été tirées depuis la bande de Gaza, il y a quatre mois, Tsahal a répondu en frappant diverses cibles du Hamas dans la bande [de Gaza] sans que cela engendre une nouvelle guerre", souligne ainsi **Ha'aretz**. Qui précise toutefois : "Bien que la direction du renseignement israélien ne pense pas que les récents événements se transformeront en guerre, le commandement sud de Tsahal s'est néanmoins préparé à la possibilité d'une escalade."

— **Courrier international**



et détruit une usine de production d'armes appartenant au Hamas", rapporte **The Jerusalem Post**, citant un communiqué du ministère de la Défense israélien.

Si le tir de roquette n'a pas été revendiqué par le Hamas, Tsahal l'a imputé à l'organisation, qu'elle considère "comme responsable de tous les événements ayant lieu dans et depuis la bande" de Gaza, ajoute **The Jerusalem Post**. Le porte-parole du Hamas, Hazem Kasseem, a d'ailleurs réagi après les frappes israéliennes, déclarant que "la lutte contre l'occupation est un droit légitime" et qualifiant les raids de "tentative avortée visant à empêcher le peuple palestinien de protéger Jérusalem et la mosquée Al-Aqsa", rapportent plusieurs médias arabes et palestiniens.

Le 15 avril, des heurts sur l'esplanade des Mosquées – troisième lieu saint de l'islam

3,2 %

C'EST LE TAUX DE CROISSANCE MONDIAL POUR 2022, revu à la baisse, qu'a annoncé le 18 avril la Banque mondiale en amorce d'une semaine de réunions avec le Fonds monétaire international. "Face à de graves crises qui se chevauchent", a expliqué son président, David Malpass, l'institution a retiré près d'un point de croissance à ses prévisions économiques pour cette année, du fait de "la guerre en Ukraine, de l'inflation et des effets persistants de la pandémie", rapporte le **New York Times. En 2021, la croissance mondiale a été de 5,7 %.**

à la une**UKRAINE**

COMMENT JUGER LES CRIMES DE GUERRE ?

Massacres de civils, viols... Après le retrait russe de la région de Kiev, la presse internationale dénonce des crimes de guerre à grande échelle, s'interrogeant sur la possibilité que Vladimir Poutine soit un jour inquiété par la justice. La Cour pénale internationale a ouvert une enquête et, sur le terrain, des ONG documentent les preuves et recueillent les témoignages. Alors que la Russie a lancé son offensive dans l'est de l'Ukraine, la nomination d'un général connu pour les méthodes brutales qu'il a employées en Syrie laisse craindre le pire.

LE DONBASS, CHAMP DE BATAILLE DÉCISIF

L'armée russe a lancé une grande offensive dans l'est de l'Ukraine, faisant entrer le conflit dans une nouvelle phase. Cette stratégie pourrait avantager le Kremlin, dont les troupes sont plus nombreuses. Pour la presse internationale, rien n'est encore joué.

Nous pouvons maintenant affirmer que les troupes russes ont commencé la bataille pour le Donbass." Dans l'est de l'Ukraine, les attaques se multiplient depuis déjà plusieurs jours mais, selon le président ukrainien Volodymyr Zelensky, le conflit est entré, en ce début de semaine, dans une nouvelle phase. Cité par la chaîne américaine **CNN**, il a assuré, dans une allocution diffusée le 18 avril, qu'"une très grande partie de l'armée russe était désormais mobilisée pour cette offensive".

Selon le quotidien russe **Moskovski Komsomolets**, la grande offensive des forces armées des républiques autoproclamées de Donetsk et de Louhansk, avec l'appui des troupes russes contre les forces ukrainiennes présentes dans le Donbass, avait déjà commencé le 16 avril. "Fini les atermoiements, maintenant ce sont les armes qui vont trancher", estime notamment un observateur militaire russe relayé par le titre.

À l'appui de ses dires, l'expert relève que, depuis cette date, les tirs en provenance des positions ukrainiennes se sont fortement intensifiés, et que parallèlement les forces russes ont lancé des offensives simultanées en direction d'Izioum et de Houliaïpole, sur un front de plusieurs dizaines de kilomètres. Selon le titre, l'offensive générale de "libération du territoire de la république de Donetsk" a démarré avant que ne soit entièrement pris Marioupol, ce qui signifie que la grande ville portuaire pourrait bientôt tomber et permettre le redéploiement des troupes russes mobilisées dans la région.

Car, souligne la **Frankfurter Allgemeine Zeitung**, "l'avenir de l'Ukraine pourrait bien se jouer dans l'est du pays". Vladimir Poutine souhaite y élargir les territoires des gouvernements séparatistes de Donetsk et de Louhansk, qu'il a reconnus juste avant le début de la guerre, et "établir une liaison terrestre directe entre ces 'républiques' et la Crimée occupée". Surtout, il compte profiter de



← Près d'une fosse commune à Boutcha, dans la banlieue de Kiev, en Ukraine, cet homme qui travaille à l'identification des corps des victimes civiles s'accorde une pause; le 10 avril 2022. Photo Rodrigo Abd/AP Photo/Sipa

la supériorité numérique de l'armée russe pour lancer une "offensive concentrée", bien différente des combats dispersés de ces dernières semaines.

Son succès n'est pas assuré. "Derrière la ligne de front de Donetsk, résultat des combats de 2014 et de 2015, les Ukrainiens ont établi, ces dernières années, des positions défensives solides", analyse le journal allemand, qui rappelle que "les forces combattantes russes n'ont, à ce jour, gagné que peu de terrain" dans la région. Cela a touché le moral des troupes. "Sur le plan de la combativité comme de la motivation, les Ukrainiens ont clairement l'avantage."

Coordination cruciale. Ceux-ci ont, comme les Russes, "subi des pertes en hommes et en matériel ces dernières semaines", même si le flou règne sur leur véritable ampleur. Ils risquent par ailleurs de rencontrer des problèmes pour se ravitailler, alors que les tirs de leurs ennemis ciblent les raffineries et les dépôts de carburant. La vice-Première ministre ukrainienne, Iryna Verechtchouk, affirme que les Russes "assiègent et affament littéralement" les villes.

"Reste à savoir dans quelle mesure les Russes sauront tirer parti de cette situation", conclut la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. S'ils arrivent à "surmonter leurs problèmes logistiques" des débuts de la guerre et à se coordonner avec les troupes venues en renfort, ils pourraient prendre l'avantage. Le président Zelensky s'est d'ailleurs montré très inquiet, le 12 avril. Selon lui, "même pendant la Seconde Guerre mondiale, [la région] n'avait pas vécu d'atrocités semblables à celles que lui fait subir l'armée russe aujourd'hui". Les Russes, eux, affirment agir "dans l'intérêt des habitants et du Donbass".

—**Courrier international**

55^e JOUR DE GUERRE

Situation au mardi 19 avril 2022

■ Zones tombées sous le contrôle de l'armée russe depuis le 24 février

▨ Zones d'opérations, partiellement sous son contrôle

■ Zones sous contrôle russe avant le 24 février

★ Principales batailles terrestres en cours (dernières 24 h)

◆ État membre de l'Otan

■ Base militaire russe hors de Russie



* RMD République moldave du Dniestr (ou Transnistrie), autoproclamée et indépendante de facto.

COURRIER INTERNATIONAL D'APRÈS "THE NEW YORK TIMES", INSTITUTE FOR THE STUDY OF WAR (ISW), "LE MONDE"

Repères

Revers en mer Noire

●●● "Le 14 avril, au 49^e jour de la guerre totale de la Russie, l'Ukraine a infligé un revers dévastateur à la fierté et au symbole de la puissance navale du Kremlin en mer Noire", souligne le **Kyiv Independent**. Ce jour-là, le *Moskva* a été secoué, selon Kiev, par un tir de missile réussi; selon les Russes, par un incendie qui a mis le feu aux réserves de munitions. D'après cette même version officielle, l'équipage a été évacué avant que le croiseur, remorqué vers la Crimée, ne coule. Pourtant, lors d'une cérémonie d'adieu à ce fleuron russe organisée à Sébastopol, des sources indépendantes ont fait état de victimes. Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a déclaré le 19 avril, comme le relaie le site russe **Lenta.ru**, qu'il ne disposait d'"aucune information" sur le sujet, "un secret d'État" selon le **Guardian**.



VLADIMIR POUTINE, CRIMINEL DE GUERRE?

Il est peu probable que le président russe se retrouve un jour sur le banc des accusés du tribunal de La Haye. Mais, pour faire pression sur l'armée russe, il faut documenter de toute urgence les preuves des crimes de guerre. En attendant d'éventuels procès.

—The Spectator Londres

Durant les premiers jours du mois de février, alors que les troupes de Vladimir Poutine étaient déployées à la frontière ukrainienne et qu'une grande partie du monde pensait qu'il bluffait, les directives de l'armée russe sur les fosses communes ont été modifiées. Des schémas montraient qu'il fallait recouvrir les corps de produits chimiques, puis les enfouir à l'aide d'un bulldozer pour aplanir le sol. Cette recommandation paraissait si grotesque qu'il ne pouvait s'agir que d'un leurre : il était impossible que le Kremlin puisse laisser filtrer de pareils indices en vue d'une invasion brutale.

L'histoire de la fosse commune découverte à Boutcha a choqué le monde parce qu'elle montre à quel point la situation s'est rapidement dégradée et que nous sommes maintenant témoins d'une barbarie dont l'Europe voulait croire qu'elle appartenait au passé. Les photos d'enfants morts et de cadavres aux mains et aux chevilles attachées sont la preuve que rien n'a changé, et nous confrontent à notre impuissance : tous les alliés de l'Ukraine ont exclu un conflit direct avec la Russie.

Dès le début du conflit, Volodymyr Zelensky s'est efforcé de convaincre ses alliés que Poutine devait être reconnu non seulement comme un agresseur, mais aussi comme un criminel de guerre. La semaine dernière, il a réitéré ce message. *“Des civils ont été écrasés par des chars alors qu'ils se trouvaient dans leurs voitures au milieu de la route, a-t-il déclaré aux Nations unies. Des femmes ont été violées et tuées devant leurs enfants.”* Le président Biden a affirmé qu'il fallait entamer une procédure pour crimes de guerre – mais à quelle fin ? Comme le dit un ministre britannique, cela tient *“un peu de la tartufferie. Est-il seulement pensable que Poutine se retrouve sur le banc des accusés ? Ou qu'un gouvernement russe quel qu'il soit envoie des militaires russes sur le banc des accusés ?”*

Identifier et inculper. Cela constitue néanmoins un nouveau front pour l'effort de guerre britannique. Dominic Raab, le vice-Premier ministre, a offert 1 million de livres à la Cour pénale internationale de La Haye pour engager les poursuites. Suella Braverman, la procureure générale, travaille avec Iryna Venediktova, la procureure générale d'Ukraine, afin d'identifier



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Des satellites pour faire la lumière

Les satellites espions commerciaux n'ont cessé depuis le début de la guerre en Ukraine de *“produire des photographies haute résolution et des images radar des mouvements de l'armée russe”*, souligne le site américain **Politico**. Ils sont ainsi devenus un *“outil décisif”* pour les instances internationales qui enquêtent sur le ciblage des populations civiles par les Russes.

et d'inculper les Russes accusés d'atrocités à Marioupol et ailleurs, dans le cadre du système judiciaire ukrainien. *“C'est un travail qui peut prendre des années, voire des décennies, déclare un avocat britannique qui participe à la mission. Mais s'il est effectué comme il convient, il peut dès à présent faire la différence.”*

Si aucune autre fosse commune n'était découverte en Ukraine, le massacre de Boutcha serait le pire en Europe depuis Srebrenica, en 1995, quand 8 000 hommes et garçons bosniaques avaient été tués par les Serbes. Cela s'était produit sous la surveillance des Nations unies, qui avaient déclaré la ville zone de sécurité. Quelque 6 800 victimes ont été identifiées par la suite grâce à l'analyse ADN, et leur mort a été traitée comme un homicide.

À l'époque, d'aucuns estimaient qu'il était vain de vouloir traîner les coupables en justice : il paraissait irréaliste de poursuivre des gardiens de camp individuellement, sans parler de Radovan Karadzic, qui avait ordonné le siège de Sarajevo et supervisé Srebrenica. Mais au fil des années, le dossier de l'accusation s'est étayé et, en 2008, Karadzic a été arrêté. Slobodan Milosevic est décédé d'une crise cardiaque en attendant son procès, mais Karadzic purge aujourd'hui une peine de prison à perpétuité sur l'île de Wight. Charles Taylor, l'ancien président du Liberia, reconnu coupable de crimes de guerre commis en Sierra Leone, est détenu dans la prison de Frankland, à Durham [lire p. 15].

Pour les défenseurs de la Cour pénale internationale, c'est la preuve que le système peut fonctionner – même si les chances sont apparemment minces au départ et que le processus prend des années. *“Au minimum, ça se traduit par une interdiction de voyager, explique un haut responsable britannique. Si nous identifions les soldats et les généraux qui sont derrière ces atrocités,*

“NOUS VOULONS QUE LES APPELÉS RUSSES SACHENT QU'IL S'AGIT D'UNE GUERRE ILLÉGALE ET QU'ILS POURRAIENT ÊTRE POURSUIVIS.”

UN HAUT RESPONSABLE BRITANNIQUE

ils risquent d'être arrêtés s'ils quittent un jour la Russie. Nous voulons que les appelés russes sachent qu'il s'agit d'une guerre illégale, et qu'au lieu d'être honorés, ils pourraient faire face à des poursuites. Les généraux devraient se demander s'ils sont sûrs que Poutine sera au pouvoir dans quinze ans. Sinon, ils pourraient se retrouver dans une position vulnérable. L'objectif est de semer le doute.”

Dans sa présentation aux Nations unies il y a deux semaines, Zelensky a diffusé un montage glaçant qui montrait les corps de civils morts à Motyjine, Irpin, Marioupol et Boutcha. Ces images ne seront pas forcément utiles devant un tribunal. Les vidéos qui circulent sur les réseaux sociaux sont faciles à déformer et à manipuler, et la preuve d'un décès n'est pas la preuve d'un crime de guerre. Dans un conflit où toutes sortes de gens prennent les armes (d'après les autorités de Kiev, près de 1 million d'Ukrainiens

✎ Dessin d'Alex paru dans **La Liberté**, Fribourg.

se battent contre les Russes), la frontière qui sépare le soldat du civil peut être floue.

D'où la nécessité de preuves médico-légales – et de l'aide britannique. Le ministère de la Justice britannique a proposé de participer au travail d'enquête en Ukraine en dépêchant des avocats pour interroger les témoins et rassembler des indices susceptibles de faire foi devant le tribunal. La division SO15 de la police londonienne recueille déjà les témoignages d'Ukrainiens et les traite d'une façon capable de résister à une contestation en justice. Un énorme travail : sur les 3,6 millions de vidéos présentées comme preuves des crimes de guerre syriens, seules 600 000 ont été analysées et à peine 8 000 ont été considérées comme aptes à servir de pièces à conviction. Le travail d'évaluation est monumental et dépasse de loin les capacités d'un gouvernement ukrainien qui continue de se battre pour sa survie.

Preuves numériques. Sir Howard Morrison, le juge qui a condamné Karadzic, vient d'être dépêché par le gouvernement britannique afin d'aider Iryna Venediktova à monter son dossier. Elle a l'intention d'identifier nommément des dizaines de soldats russes dans les semaines qui viennent, et pense déjà disposer des indices dont elle a besoin pour ouvrir un procès à Kiev. Les chances de mettre la main sur des accusés sont minces, mais l'idée est de faire passer le message que ces crimes de guerre ne seront pas oubliés.

Nous vivons à une époque où les preuves numériques existent en quantité phénoménale. Les Ukrainiens peuvent documenter chaque atrocité, et le moindre ordre russe peut être intercepté et dévoilé. Comme le Kremlin l'a découvert après Boutcha, les démentis n'ont aucun sens quand des images satellite montrent des corps jonchant les rues au moment de l'occupation russe. En février, les officiers du renseignement britannique et américain n'étaient pas de ceux qui pensaient que Poutine bluffait. Ils savaient ce qui allait se passer et ils savent maintenant quels officiers russes donnent quels ordres.

À La Haye, les rouages de la justice tournent très lentement, mais avec des enquêtes parallèles à Kiev (et peut-être aussi dans les États baltes), le nombre d'indices numériques va rapidement s'étoffer. Des preuves documentaires de centaines d'incidents sont déjà en ligne.

Cela fonctionne pour les deux camps : des vidéos ont également circulé, censées montrer des troupes ukrainiennes se comportant de façon horrible avec des prisonniers russes – il serait curieux que Moscou ne s'en saisisse pas avec autant d'énergie que Kiev l'a fait à Boutcha. Cela ne signifie pas qu'il faille renvoyer les belligérants dos à dos : Poutine envahit un pays souverain, bombarde des hôpitaux et des théâtres où s'abritaient des enfants. L'Ukraine a annoncé qu'elle comptait promptement enquêter sur les allégations visant ses troupes – et elle fait bien, car de telles images pourraient saper le soutien international dont elle bénéficie. Cette ère nouvelle, où les téléphones portables produisent des preuves, peut tout autant poser des problèmes à Kiev qu'aider Zelensky à accuser la Russie.

56000

ENQUÊTES *“portant uniquement sur des crimes de guerre”* ont été ouvertes depuis le début de l'invasion russe. Tel est le chiffre provisoire révélé par la procureure générale d'Ukraine, Iryna Venediktova, sur la chaîne britannique **Sky News**, le 10 avril. Elle a par ailleurs signalé qu’*“à ce jour, nous avons 1 222 personnes [civiles] tuées pour la seule région de Kiev”*.

Du point de vue de l'Ukraine, le récit sur les crimes de guerre a assurément aussi un objectif politique. Le message s'adresse non seulement à la Russie, mais aussi à la communauté internationale. Si l'invasion de l'Ukraine est considérée comme un crime de guerre, en plus d'un conflit militaire, cela pourrait persuader des pays comme l'Inde et l'Afrique du Sud de renoncer à leur neutralité. Cela pourrait convaincre les détracteurs de Poutine à Moscou que cette “opération militaire spéciale” est d'une tout autre magnitude que les opérations en Géorgie et en Crimée. Pour Zelensky, les preuves des crimes de guerre servent un objectif différent. À ses yeux, c'est la preuve que ses alliés doivent aller plus loin : durcir les sanctions et envoyer des armes offensives capables de repousser les Russes.

Et qu'en est-il de Poutine lui-même ? Là, tout le monde se montre plus prudent. Encore aujourd'hui, les États-Unis ne l'ont personnellement accusé de rien. *“Il faut lui laisser assez de mou pour qu'il puisse faire marche arrière, commente une source proche de Downing Street. Si on déclare que Poutine est un criminel de guerre, il n'a plus de moyens de s'en sortir.”* Un criminel de guerre ne pourrait pas assister aux sommets internationaux, car il serait arrêté s'il quittait son pays. *“Votre président est accusé d'avoir commis des crimes de guerre”*, a lancé Boris Johnson dans un message vidéo aux Russes. Il s'est cependant bien gardé de l'incriminer lui-même.

Il est difficile d'imaginer que Poutine puisse un jour passer devant des juges. La Cour pénale internationale de La Haye pourrait certes émettre un mandat d'arrêt à son encontre, mais son autorité n'est reconnue ni par la Russie ni par les États-Unis. Les Nations unies gèrent en outre la Cour internationale de justice, également sise à La Haye, et qui peut statuer contre des pays, mais toute décision doit être appliquée par le Conseil de sécurité de l'ONU, dont la Russie est membre permanent et où elle dispose d'un droit de veto.

Poutine escompte sans doute que, tout comme après la Syrie et Grozny, ses crimes de guerre finiront par être oubliés. Le défi, pour l'Ukraine et ses alliés, est donc de rassembler suffisamment de preuves assez vite pour faire la différence sur le plan diplomatique. Les chances sont maigres – l'Ukraine a besoin de toute l'aide qu'elle peut trouver.

— **Fraser Nelson**
Publié le 7 avril



SOURCE

THE SPECTATOR
Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire
101 554 ex.
spectator.co.uk
“Le Spectateur” est une institution de la presse britannique. Fondé en 1828, c'est le journal de référence des intellectuels et dirigeants conservateurs, mais aussi des eurosceptiques : *The Spectator* a soutenu la sortie de l'Union européenne lors du référendum de 2016. Réputé pour ses analyses et son ton incisif, il appartient depuis 1989 au même groupe que *The Daily Telegraph*.

Vu d'Ukraine

“L'essence même du régime russe”

La presse ukrainienne dénonce “le caractère systématique et à grande échelle” des violences de l'armée russe envers les civils.

Passé la première réaction de stupeur et d'effroi, la classe politique et les médias ukrainiens expriment ouvertement leur colère, en des termes parfois violents, face aux informations qui ne cessent de s'accumuler sur les destructions causées par l'armée russe et les pertes civiles qu'elles entraînent, mais aussi sur les massacres commis par les soldats du Kremlin et sur les frappes délibérées dirigées sur les zones habitées.

Selon le Centre de la liberté citoyenne, une organisation non gouvernementale citée par le quotidien en ligne **Oukraïnska Pravda**, *“le caractère systématique et à grande échelle des crimes de guerre démontre que la Russie se sert de ces derniers comme d'une tactique. Ces actes ne sont justifiés par aucune nécessité militaire et constituent une violation grossière du droit humanitaire international”*.

Parmi les crimes de guerre russes régulièrement dénoncés par les sources ukrainiennes figurent les viols. Selon Lioudmila Denissova, responsable de la commission sur les droits humains à la Rada – le Parlement ukrainien –, ils auraient *“un caractère massif”*. Interrogée par la version ukrainienne de **Radio Svoboda**, elle affirme également que, *“quotidiennement, 20 000 personnes sont déportées vers la Russie ; les Ukrainiens sont disséminés dans 35 régions de la Fédération de Russie”*, rappelant que *“la déportation forcée est un crime de guerre”*. Après les frappes de missiles, le 8 avril, sur la gare de Kramatorsk, qui auraient fait 59 morts parmi les civils selon le bilan le plus récent, l'ancien président Petro Porochenko s'est emporté dans les pages du quotidien de Lviv, **Vissoki Zamok** : *“Poutine et son régime criminel, impérialiste et souillé par le sang, continuent de se comporter en véritables terroristes.”* Avis que partage, dans la même publication, l'écrivain Andriy Lyubka, qui estime que *“les horreurs de cette guerre ne sont pas seulement le fruit du hasard – [...] les exécutions de civils dans la rue et les tortures [...] sont l'essence même du régime russe, le témoignage de la continuité d'une tradition historique”*.

— **Courrier international**

"ILS M'ONT VIOLÉE L'UN APRÈS L'AUTRE EN RIGOLANT"

Des dizaines de femmes de la région de Kiev rapportent des viols commis par les soldats russes. Le Times a recueilli le témoignage de Natalya, la première Ukrainienne à avoir porté plainte.

—The Times (extraits) Londres

Natalya parle à voix basse de peur que son fils Oleksii ne se réveille et n'apprenne la terrible vérité. La raison pour laquelle ils ont fui la maisonnette que son père a construite dans la pinède. Ce que les hommes armés lui ont fait pendant que le petit garçon sanglotait dans l'obscurité de la chaufferie. L'identité de l'homme gisant dans la cour, sans vie, quand ils ont quitté la maison.

Natalya n'est pas son vrai nom et son fils ne s'appelle pas Oleksii. Ce sont les noms qu'elle a choisis pour raconter l'histoire qui a fait basculer leur vie, quand des soldats russes ont envahi leur maison, volé leurs biens et abattu son mari, avant de la violer, à plusieurs reprises, pendant plusieurs heures, le 9 mars.

Les autorités ukrainiennes font état d'agressions sexuelles systématiques depuis que les forces du Kremlin ont envahi l'Ukraine, ajoutant le viol à leur cruel et archaïque arsenal de guerre. Le ministre des Affaires étrangères ukrainien, Dmytro Kuleba, a juré de demander justice devant la Cour pénale internationale, le viol ayant été qualifié en 2008, dans une décision historique, de crime de guerre.

Le cas de Natalya pourrait être le premier porté devant la Cour. Fin mars, Iryna Venediktova, procureure générale de l'Ukraine, a annoncé

l'ouverture de la première enquête officielle sur le cas d'une femme que des soldats russes auraient violée après avoir abattu son mari. Cette femme, restée anonyme, est Natalya.

Elle a accepté de raconter pour la première fois ce qui lui est arrivé au Times, pour dissiper les rumeurs selon lesquelles les histoires de viols commis par les soldats russes seraient trop choquantes pour être vraies.

Natalya, 33 ans, et son mari Andrey, 35 ans, vivaient dans un petit hameau près de Chevtchenkove, dans le raïon de Brovary, en périphérie de Kiev, où le couple s'était construit une maison au seuil d'une épaisse pinède.

Drap blanc. Lorsque les troupes russes ont voulu prendre la capitale, Kiev, Brovary a été un des premiers lieux où elles ont livré bataille. Le 8 mars, apprenant qu'elles étaient entrées dans le village, le couple a accroché un drap blanc au portillon de la cour "pour montrer qu'il n'y avait qu'une famille qui vivait ici et que personne n'avait de mauvaises intentions".

Le lendemain matin, ils ont entendu un coup de feu devant la maison et le bruit du portillon de la cour que l'on cassait. Sortant de chez eux les mains en l'air, ils ont vu un groupe de soldats, l'un d'eux le fusil toujours pointé vers leur chien gisant mort sur le sol de la cour. "Ils nous ont dit qu'ils ne savaient pas que la maison était



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

On ne peut pas passer les viols des Ukrainiennes sous silence.

Les guerres des années 1990 en ex-Yougoslavie ont fondamentalement changé la perception du viol en temps de guerre, considéré depuis des siècles comme un dommage collatéral et non comme un crime, explique l'écrivaine croate Slavenka Drakulic dans les pages du quotidien de Zagreb **Jutarnji List**. "Il est donc urgent de signaler cette forme de guerre contre les civils et de documenter au maximum les témoignages."

habitée et qu'ils ne voulaient pas nous faire de mal, raconte Natalya. Et toutes les salades habituelles – "Nous pensions que nous allions nous entraîner, nous ne savions pas qu'on nous envoyait faire la guerre."

Le commandant, qui lorgnait Natalya, a dit qu'il s'appelait Mikhaïl Romanov et que, sans cette guerre, ils auraient sûrement eu une histoire d'amour. "Un autre type, Vitaly, nous a demandé de leur pardonner pour le chien. À ce moment-là, Mikhaïl m'a paru un peu saoul. Je leur ai demandé de partir, parce que mon fils avait très peur, il n'a que 4 ans."

Le commandant est devenu agressif en apercevant une veste de camouflage dans la voiture d'Andrey. Il a ouvert le feu sur le véhicule, avant de menacer de faire sauter celui de Natalya avec une grenade. Elle l'a supplié de ne pas le faire, mais il a pris les clés, l'a démarrée et l'a écrasée contre un tronc d'arbre tombé au sol, avant de s'en aller. À la nuit tombée, ils ont entendu du vacarme du côté du portillon, Andrey est sorti voir, en laissant la porte de la maison ouverte.

"J'ai entendu un seul coup de feu, le bruit du portillon que l'on ouvrait, puis des pas dans la maison", se souvient Natalya. C'était Romanov, qui était revenu accompagné d'un autre homme, d'une vingtaine d'années, en uniforme noir. "J'ai crié, j'ai demandé où était mon mari, puis j'ai regardé dehors et je l'ai vu par terre, près du portillon. Le jeune type a pointé son arme sur ma tête et m'a dit: 'J'ai tué ton mari parce que c'est un nazi.'"

"QUAND ILS SONT REVENUS POUR LA TROISIÈME FOIS, ILS ÉTAIENT TELLEMENT IVRES QU'ILS TENAIENT À PEINE DEBOUT. ILS ONT FINI PAR S'ENDORMIR."

Natalya, HABITANTE DE CHEVTCHENKOVE

Natalya a crié à son fils de rester dans la chaufferie, où ils s'étaient mis à l'abri des bombardements. "Il m'a dit: 'Tu ferais mieux de la fermer ou je vais chercher ton gosse et je lui montre la cervelle de sa mère éclatée dans toute la maison', poursuit-elle, la voix vacillant pour la première fois. Il m'a dit de me déshabiller. Puis ils m'ont violée, l'un après l'autre. Ils se fichaient de savoir que mon fils était en train de pleurer dans la chaufferie. Ils m'ont dit d'aller le faire taire et de revenir. Pendant tout ce temps, ils avaient leur pistolet à côté de ma tête et ils rigolaient: 'Comment tu crois qu'elle suce? On la tue ou on la laisse en vie?'"

Au bout d'un moment, les hommes sont partis. Natalya est allée voir son fils. Il était tétanisé, il refusait de bouger. Vingt minutes plus tard, ils sont revenus, ils l'ont de nouveau violée, puis ils sont repartis en trébuchant. "Quand ils sont revenus pour la troisième fois, ils étaient tellement ivres qu'ils tenaient à peine debout. Ils ont fini par s'endormir sur des chaises, tous les deux. Je me suis faufilée dans la chaufferie et j'ai dit à mon fils que nous devons nous enfuir très vite, que sinon ils allaient nous tuer." Cette fois-ci, il l'a suivie en silence dans la cour.



← Dessin de Homsî, Liban.



L'IMPITOYABLE GÉNÉRAL RUSSE DÉSORMAIS AUX COMMANDES

Bombarder hôpitaux, centres humanitaires et écoles, instiller la peur parmi les civils, telles sont les méthodes déjà éprouvées par Alexandre Dvornikov en Syrie.

—Ha'Aretz Tel-Aviv

Le passage de témoin entre le général Alexandre Dvornikov et son prédécesseur a été particulièrement meurtrier. Vendredi 8 avril, une frappe russe a tué plus de 50 civils et fait environ 300 blessés dans la gare de Kramatorsk, dans l'est de l'Ukraine [selon le dernier bilan, il y aurait une centaine de blessés, voir encadré]. Des responsables américains ont alors révélé que le général Dvornikov, 60 ans, était le nouveau chef des forces armées russes engagées en Ukraine. Ils l'accusent d'avoir planifié cette attaque, reprenant les méthodes brutales qu'il a déjà employées dans la guerre en Syrie.

Selon un ancien haut responsable militaire israélien, qui a étudié la stratégie et les tactiques utilisées par le général russe, Dvornikov a fait preuve de détermination et d'une certaine sophistication militaire sur le théâtre syrien. Il n'en reste pas moins un pur produit du vieux système rigide et bureaucratique qui caractérise l'armée russe. "Je ne suis pas sûr qu'il soit le sauveur de l'armée russe aujourd'hui en déroute en Ukraine", note le responsable israélien.

Né à Oussouriisk, dans l'Extrême-Orient russe, en août 1961, Alexandre Vladimirovitch Dvornikov s'engage à 17 ans dans l'armée. Le

début de sa carrière est marqué par le traumatisme du "crépuscule" de l'Union soviétique et l'émergence de la Fédération de Russie au début des années 1990. Après avoir servi en Russie orientale, Dvornikov sort diplômé de la prestigieuse académie militaire Frounze. Puis il s'engage et monte en grade dans l'armée de terre, commandant des formations de chars et de blindés légers. Il a une expérience limitée des combats quand, en septembre 2015, il est désigné pour mener les forces russes en Syrie.

Le contingent russe est modeste, quelques milliers d'hommes seulement, mais Dvornikov l'adapte habilement au théâtre d'opérations syrien. Le général, explique l'ex-responsable israélien, a utilisé la supériorité aérienne russe pour bombarder tous les centres urbains. L'objectif était de causer autant de dégâts que possible, de terroriser les civils et d'instiller la peur parmi les groupes rebelles. Dvornikov et ses subordonnés n'ont pas hésité à prendre pour cibles des hôpitaux, des écoles et des centres humanitaires. Il a désigné plusieurs conseillers et officiers de liaison pour former les combattants syriens, iraniens ou membres du Hezbollah [milice libanaise pro-Iran] et les déployer dans des batailles sauvages et meurtrières. Il a également fait appel au groupe Wagner. Ces méthodes ont permis le maintien de Bachar El-Assad au pouvoir.

Au bout d'un an, le régime du président syrien était stabilisé et Dvornikov rentrait triomphant en Russie, accueilli par les louanges de Vladimir Poutine. En 2016, il est récompensé pour ses services et déclaré "héros de la Fédération de Russie". Après cela, Dvornikov sert essentiellement en Ukraine, dans le Donbass, région occupée par les forces russes depuis 2014.

En nommant Dvornikov en Ukraine, Poutine reconnaît l'échec de sa première vague d'offensives. L'absence de commandement coordonné explique en partie l'incapacité des soldats russes à prendre la capitale, Kiev. Dvornikov s'est retrouvé parmi les trois ou quatre commandants chargés de mener l'invasion sans vision claire de la hiérarchie militaire. La décision de Poutine révèle peut-être la direction qu'il souhaite prendre. En d'autres termes, il a abandonné l'idée de conquérir l'Ukraine dans sa totalité en menant une guerre éclair. Il est prêt à se contenter de larges régions frontalières, notamment dans l'est et le sud de l'Ukraine, afin d'établir des couloirs de territoire.

Poutine espère voir son général en chef réitérer ses prouesses syriennes. Le responsable israélien note des différences tactiques qui pourraient changer la donne. Contrairement à la Syrie, Dvornikov ne peut pas s'appuyer sur la supériorité aérienne, et il ne dispose pas de combattants alliés sur le terrain. Ses expériences en Syrie et dans le Donbass pourraient le convaincre de l'efficacité d'une guerre d'usure contre les populations civiles. Avec le temps, l'utilisation massive de missiles, roquettes, tirs d'artillerie et bombardements aériens pourrait permettre d'atteindre les objectifs de Vladimir Poutine, même si l'armée russe ne dispose pas des technologies militaires avancées des armées occidentales.

—Yossi Melman
Publié le 12 avril

À Brovary, elle s'est réfugiée chez sa belle-famille, qui l'a ensuite envoyée dans une ville où sa belle-sœur avait été évacuée avec ses enfants. C'est elle qui l'a poussée à signaler son viol et le meurtre de son mari à la police.

Natalya a identifié Romanov grâce à ses profils sur les réseaux sociaux, apprenant par la suite qu'il était accusé de multiples agressions. Fin mars, on l'a contactée pour lui dire qu'un homme qui pourrait être Romanov avait été tué par les forces ukrainiennes à Brovary, mais elle ne sait toujours pas si c'est vrai.

Le 24 avril aurait été le jour de leur anniversaire de mariage. Elle n'a toujours pas récupéré le corps de son mari. "Nous ne pouvons pas l'enterrer, nous ne pouvons pas aller au village, parce qu'il est toujours occupé", poursuit-elle. Et même s'il est libéré, elle ne sait pas si elle y retournera. "Les souvenirs sont douloureux. Je ne sais pas comment je vais vivre avec tout ça, ce que je sais, c'est que mon mari a construit cette maison pour nous. Je ne pourrai jamais la vendre."

—Catherine Philp
Publié le 28 mars

Contexte

Les témoignages abondent

●●● À 70 kilomètres à l'ouest de Kiev, la BBC a rencontré celle que la chaîne britannique a décidé d'appeler Anna. Âgée de 50 ans, elle raconte comment, le 7 mars, un soldat - tchétchène, selon elle - l'a forcée à se déshabiller avant de la violer. Son mari, blessé par balles alors qu'il s'interposait, est enterré derrière leur maison. Dans la même rue, ont raconté des voisins à la BBC, une autre femme a été violée et tuée. Depuis le retrait de l'armée russe de la région de Kiev, les témoignages affluent. À Mala Rohan, près de Kharkiv, une femme de 27 ans, mère d'une fillette de 5 ans, a été violée et poignardée, le 13 mars, "par un soldat russe ivre qui a fait irruption dans une école où des habitants s'étaient mis à l'abri des combats", rapporte **The Independent**. À la tête de

la commission des droits humains à la Rada, le Parlement ukrainien, Lioudmila Denissova raconte qu'"environ 25 jeunes filles et femmes, de 14 à 24 ans, ont été violées dans le sous-sol d'une maison à Boutcha durant l'occupation [russe]". "Aujourd'hui, neuf d'entre elles sont enceintes", dit celle qui documente ces crimes. Le 12 avril, devant le Parlement lituanien, le président Zelensky a accusé les soldats russes d'avoir commis "des centaines de viols", y compris "sur des mineures, des enfants et même un bébé", rapporte le site **Ukrinform**.

Repères

LES CIVILS PRIS POUR CIBLE À KRAMATORSK

"La première minute, ç'a été le chaos total. Les tentes de premiers secours ont pris feu, des voitures ont pris feu. Il y avait du sang et de la fumée partout. Puis les gens se sont mis à crier qu'il fallait sortir de la gare. Tout le monde courait. J'ai essayé de courir, mais je suis tombé. Ce n'est qu'à ce moment-là que je me suis aperçu que j'avais du sang partout et des trous dans le corps." Andreï Kovalov, ouvrier maroquinier de 45 ans, était sur le quai de la gare de Kramatorsk le 8 avril pour fuir les combats qui étaient sur le point d'engloutir Bakhmout, sa ville, dans l'oblast de Donetsk, quand deux missiles se sont abattus sur la gare où étaient présents ce matin-là 4 000 civils, raconte un article du **Guardian** à retrouver dans son intégralité sur notre site. Le dernier bilan fait état de 59 morts et d'une centaine de blessés.

➤ Le général Alexandre Dvornikov. Dessin de Langer paru dans **Mongolia**, Barcelone.

Investigations

Eurojust : aider à la collecte de preuves

●●● Fin mars, Eurojust a annoncé “la mise en place d’une équipe d’enquêteurs chargée de recueillir des preuves d’éventuels crimes de guerre et crimes contre l’humanité en Ukraine”, rapporte la **RTBF**. Cette agence européenne pour la coopération judiciaire, qui siège à La Haye, souhaite inscrire son action dans le cadre de l’enquête ouverte par la Cour pénale internationale (CPI) le 3 mars. Elle servira de “passerelle” entre les différentes enquêtes nationales des États membres de l’UE et celle de la CPI sur des allégations de crimes de guerre en Ukraine. Plus de 40 États parties au Statut de Rome avaient appuyé la juridiction pénale internationale.

Les États-Unis souhaitent aussi enquêter

●●● Le ministère de la Justice américain a décidé de contribuer aux enquêtes internationales sur les crimes de guerre présumés en Ukraine. C’est par la voix du procureur général des États-Unis, Merrick Garland, que l’annonce a été faite, indique le site **Politico**. Ce ministère a également annoncé travailler avec les agences Eurojust et Europol “pour élaborer un plan de collecte de preuves concernant l’Ukraine”. Il collaborera aussi avec la France, qui a ouvert trois enquêtes sur d’éventuels crimes de guerre commis par les forces russes contre des ressortissants français en Ukraine, indique le site d’information américain. En outre, le département d’État soutiendra l’Ukraine, qui a demandé l’aide des États-Unis pour la collecte de preuves.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

En Ukraine, la Russie reproduit sa sale guerre de Tchétchénie

En 1995, Carlotta Gall a vécu de près la prise de Grozny. Cette journaliste du **New York Times** vient de publier un reportage sur les exactions de l’armée russe en Ukraine. Elle voit dans l’invasion de l’Ukraine la répétition de la sinistre stratégie inaugurée en Tchétchénie.

L’expert

PHILIPPE SANDS, LA MÉMOIRE DES GÉNOCIDES

Avocat spécialisé dans la défense des droits de l’homme, Philippe Sands enseigne le droit à l’University College de Londres. Il est intervenu comme conseil et avocat devant de nombreux cours et tribunaux internationaux, dont la Cour internationale de justice, la Cour européenne de justice, la Cour européenne des droits de l’homme et la Cour pénale internationale. Ses travaux portent surtout sur la notion juridique de “génocide” et de “crime contre l’humanité”. Dans son plus célèbre livre, *Retour à Lemberg* (Albin Michel, 2016), il suit le destin de deux hommes au procès de Nuremberg : Raphael Lemkin, conseiller des procureurs américains, et Hersch Lauterpacht, membre de l’équipe britannique chargée des poursuites. Tous deux avaient permis l’élaboration juridique de ces crimes et ont vécu à Lemberg, aujourd’hui Lviv, en Ukraine.

→ Dessin de Krauze paru dans **The Guardian**, Londres.

UN TRIBUNAL SPÉCIAL, MEILLEUR JUGE QUE LA CPI?

REVUE DE PRESSE Dans la presse britannique, le juriste Philippe Sands propose la création d’un tribunal consacré aux crimes du président russe. De son côté, la Cour pénale internationale a dit son intention d’ouvrir une enquête.

L’invasion russe de l’Ukraine “constitue le plus grave défi à l’ordre international de l’après-1945”, affirme Philippe Sands dans les colonnes du **Financial Times**.

Pour cet avocat franco-britannique spécialiste du droit international et professeur de droit à l’University College de Londres, c’est tout un ordre “fondé sur l’idée d’un État de droit et sur les principes d’autodétermination de tous les peuples et d’interdiction du recours à la force” qui est ébranlé par ce recours unilatéral à la force par Moscou.

Philippe Sands retrace les relations mouvementées russo-ukrainiennes, rappelant qu’en septembre 1914 la Russie avait occupé la ville de Lviv. L’Union soviétique y reviendra en septembre 1939 puis en 1944. Si l’histoire se répète, il reste que l’ordre de la société internationale se place désormais sous la charte de l’ONU, sorte de superconstitution internationale, note le juriste pour qui “ce sont les engagements les plus importants de la charte que Poutine a mis en morceaux”.

À l’origine de tout, un “pari russe”, analyse encore le juriste. La Russie a misé sur “les propres échecs” de l’Occident, “notamment une guerre illégale et ratée en Irak, et le récent effondrement de la volonté politique en Afghanistan”, sans oublier la dépendance au gaz russe.



Forte de la certitude que “l’Occident n’aura[if] pas le courage de s’opposer à ses actions”, la Russie a donc utilisé la force militaire, ce qui constitue aux yeux de Philippe Sands un “crime d’agression”.

Cette notion est née à l’ombre des procès de Nuremberg sous le nom de “crime contre la paix”. Dans les colonnes du **Guardian**, le même Philippe Sands rappelle la généalogie de ce crime. En 1939, indique-t-il, il n’y avait qu’un crime international pertinent, le crime de guerre. “En 1945, à Londres, les rédacteurs de ce qui est devenu le Statut de Nuremberg se sont assis et ont examiné ce pour quoi ils allaient poursuivre et inculper les nazis. Il n’y avait pas de crimes; ils ont donc dû les inventer. Il y a eu les ‘crimes contre l’humanité’, les ‘génocides’, ou encore les ‘crimes contre la paix’, devenus les ‘crimes d’agression’, c’est-à-dire le fait de mener une guerre manifestement illégale.”

C’est la Cour pénale internationale (CPI) – enfant du Tribunal de Nuremberg (*lire ci-contre*) – qui serait logiquement compétente pour en juger. Mandatée par une quarantaine d’États membres, indiquait dès la fin de février **Al-Jazeera**, la CPI a annoncé par la voix de son procureur, Karim Khan, son intention d’ouvrir une enquête sur l’invasion russe de l’Ukraine en cours. Selon le procureur de la CPI, il existerait une “base raisonnable” laissant croire que des crimes de guerre ont été commis pendant le conflit. Karim Khan s’est d’ailleurs rendu le 13 avril à Boutcha pour superviser la tâche de rassembler les preuves des crimes russes. Selon le **Times**, il a qualifié l’Ukraine de “scène de crimes”.

Mais, s’inquiète le site américain **Politico**, la CPI sera-t-elle pleinement compétente pour juger des crimes commis, puisqu’elle risque de se heurter au droit de veto dont dispose la Russie au Conseil de sécurité de l’ONU?

Seule l’Ukraine peut offrir à la CPI la compétence nécessaire sur son territoire, analyse le site d’actualité.

Philippe Sands plaide, quant à lui, toujours dans le **Financial Times**, pour la création d’un tribunal pénal international spécial pour enquêter “sur Poutine et ses → 16

LA MÉCANIQUE DE LA JUSTICE INTERNATIONALE

Née après la Seconde Guerre mondiale et les procès de Nuremberg, la justice pénale internationale a progressé avec la création de la Cour pénale internationale, en 1998, une instance aux compétences élargies.

La Cour pénale internationale

Juridiction pénale autonome, elle a été créée par un traité, le Statut de Rome, signé en 1998 et entré en vigueur le 1^{er} juillet 2002. Son siège est à La Haye, aux Pays-Bas. 123 pays ont ratifié le Statut de Rome, mais pas la Chine, ni la Russie ou les États-Unis – Bill Clinton l’a signé mais il n’a jamais été ratifié par le Sénat. Cette juridiction marque une avancée du droit international : avant sa création, seuls les États pouvaient poursuivre les coupables de violation du droit des conflits. En s’appuyant sur le principe de la compétence universelle, la CPI peut poursuivre, au nom de la communauté internationale, des individus soupçonnés de génocide, de crimes contre l’humanité ou de crimes de guerre.



La compétence universelle

Ce principe du droit international considère que les juridictions nationales ne doivent pas constituer un prétexte à l’impunité de certains crimes. Les pays qui ont adhéré à différents traités de protection des droits fondamentaux sont tenus de réprimer les crimes les plus graves. La CPI intervient en cas de manque de volonté des États de poursuivre ou si ces États sont dans l’incapacité de le faire, en raison notamment de l’effondrement “de [leur] propre appareil judiciaire ou de l’indisponibilité de celui-ci” (article 17). Selon l’article 12 du Statut de Rome, la Cour est compétente si elle est saisie par le procureur auprès de la CPI ou un État qui a ratifié le traité. Elle est compétente dans les cas qui lui sont soumis par le Conseil de sécurité.



Les précédents



DUSAN VRANIC/AFP

Slobodan Milosevic

Notamment inculpé pour crimes de guerre, crimes contre l’humanité et génocide, l’ex-président (1997-2000) de la république fédérale de Yougoslavie meurt en prison avant le verdict.

Pourquoi ?

Créé en 1993 par l’ONU à La Haye, le Tribunal pénal international pour l’ex-Yougoslavie (TPIY) devait juger des violations graves du droit international humanitaire commises durant les guerres de Croatie, de Bosnie-Herzégovine et du Kosovo.

En quoi est-ce important ?

Le TPIY a été le premier tribunal international depuis ceux de Nuremberg et de Tokyo après la Seconde Guerre mondiale. En 2003, le quotidien croate **Danas** saluait ce procès, estimant qu’*“il serait trop optimiste de penser qu’[il] apporterait toutes les réponses. Mais il est tout à fait certain que le TPIY se penchera sur une chose dont on minimise l’importance ici et que l’on a tendance, peut-être même volontairement, à passer sous silence : la responsabilité de Slobodan Milosevic dans les crimes de guerre et le génocide.”* Une archive à relire sur notre site courrierinternational.com.



MICHAEL KOOREN/AFP

Charles Taylor

En avril 2012, le Tribunal spécial pour la Sierra Leone (TPSS) condamne à cinquante ans de prison l’ancien président du Liberia pour crimes de guerre et crimes contre l’humanité.

Pourquoi ?

Il lui était reproché d’avoir encouragé une campagne de terreur visant à prendre le contrôle de la Sierra Leone voisine. Charles Taylor était accusé d’avoir fourni armes et munitions aux rebelles sierra-léonais en échange de diamants. La guerre civile en Sierra Leone (1997-2003) a entraîné la mort de 120 000 personnes.

En quoi est-ce important ?

Pour la première fois, un ex-chef d’État est jugé et condamné pour des faits commis pendant l’exercice de ses fonctions, sans immunité recevable. Au lendemain de sa condamnation, le quotidien burkinabé **Le Pays** écrivait que, grâce à ce procès, les chefs d’État *“doivent savoir que, si les juridictions nationales n’osent pas les inquiéter, il y a, fort heureusement, la justice internationale, devant laquelle ils ne manqueront pas, un jour, de rendre compte de leurs crimes”*. Un article à retrouver sur notre site courrierinternational.com.



Que juge la CPI ?

L’article 29 du Statut de Rome dispose que “les crimes relevant de la compétence de la CPI ne se prescrivent pas”. Les crimes de guerre, les crimes contre l’humanité, le crime de génocide sont de la compétence de la CPI.

Les crimes de guerre. Ce sont des violations du droit international humanitaire, défini par les conventions de Genève de 1949 et les conférences de La Haye de 1899 et 1907. Parmi ces crimes de guerre : les attaques délibérées contre des civils, la torture, le meurtre ou les mauvais traitements infligés aux prisonniers de guerre.

Les crimes contre l’humanité. L’article 7 du Statut de Rome les définit comme des actes “commis

dans le cadre d’une attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile”, tels que meurtres, extermination, réduction en esclavage, déportation ou transfert forcé de population, torture, viol, esclavage sexuel, persécution de tout groupe ou de toute collectivité identifiable, crime d’apartheid...

Les crimes de génocide. Selon l’article 6 du Statut de Rome, ils comprennent l’action comme “l’intention

de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel”. Parmi les actes cités, de graves violations du droit à la vie et à l’intégrité physique ou mentale des membres du groupe, mais aussi “l’entente en vue de commettre le génocide, l’incitation directe et publique, la tentative et la complicité”. L’intention spécifique de détruire un groupe, totalement ou en partie, distingue le crime de génocide du crime contre l’humanité.

14 ← *acolytes*”. La proposition du juriste a rapidement rencontré des soutiens, rapporte le *Guardian*. L’ancien Premier ministre britannique Gordon Brown ainsi que des personnalités de premier plan, écrivains et intellectuels, ont appelé à la création de ce tribunal spécial.

Sur le terrain, les faits remontent et les crimes se documentent. La **BBC** a fait ainsi état de viols de femmes ukrainiennes par les soldats russes. Le 12 avril, le président américain, Joe Biden, a accusé la Russie de perpétrer “*un génocide contre le peuple ukrainien*” (lire ci-dessous), tout en soulignant qu’il s’agissait de son “*point de vue personnel*” et non d’une formulation juridique, rapporte le **New York Times**.

— **Courrier international**

Polémique

S’agit-il d’un génocide ?

●●● Les atrocités de l’armée russe sont-elles d’ordre génocidaire, comme l’affirment Joe Biden et Justin Trudeau ? À Londres, **The Economist** est pour l’heure dubitatif. La Convention des Nations unies sur le génocide définit ce dernier de manière très large et différente de la compréhension populaire du terme, explique l’hebdomadaire. “*Il n’y a pas que le meurtre qui compte*, dit la convention. *Il en va de même des ‘mesures destinées à empêcher les naissances’, si leur but est ‘de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux’ [...]. Une définition si large crée des problèmes. Si on lit la convention au pied de la lettre, un très grand nombre de gouvernements peuvent en être accusés.*”

Des atrocités sont commises, affirme **The Economist**, mais les actions des forces russes semblent plus assimilables à une tentative de conquérir le territoire ukrainien qu’à la détermination d’éliminer un peuple. “*Les faits sont suffisamment horribles, il n’est pas nécessaire de les exagérer. Cela pourrait être contre-productif, car cela brouillerait une distinction importante, à savoir que l’Occident a généralement dit la vérité sur la guerre, et que la Russie a menti à ce sujet.*” C’est le point de vue que défend Emmanuel Macron : “*Je serais prudent avec de tels termes aujourd’hui parce que ces deux peuples [les Russes et les Ukrainiens] sont frères*”, a-t-il dit le 13 avril en dénonçant “*une escalade des mots*”. Une déclaration, rapporte **Le Temps**, jugée “*très blessante*” par Volodymyr Zelensky : “*Appeler les choses par leur nom est essentiel pour s’opposer au mal*”, a-t-il écrit sur Twitter.

Repères

ASSAD, UN MODÈLE D’IMPUNITÉ

En 2013, deux ans après le début de la guerre en Syrie, l’armée de Bachar El-Assad bombardait au gaz sarin la zone rebelle de la Ghouta orientale, dans la banlieue de Damas, faisant 1400 morts. Malgré la “*ligne rouge*” tracée à l’époque par les États-Unis quant à l’utilisation d’armes chimiques, Washington n’est pas intervenu militairement. “*Cela nous a démontré que l’impunité était garantie pour Assad*”, expliquait en mars un survivant du massacre au **New York Times**. Malgré d’autres attaques chimiques – dont celle, notoire, en 2017, contre la ville de Khan Cheikhoun – et des bombardements massifs contre des infrastructures civiles, celui surnommé le “*boucher de Damas*” n’a pas été inquiété par la justice internationale. Il trône toujours en maître de son pays, après avoir reconquis des pans entiers de la Syrie grâce au soutien indéfectible de la Russie, dans une guerre qui a fait un demi-million de morts et des millions de déplacés et de réfugiés. Mais, une petite brèche s’est ouverte en Allemagne. Anouar Raslan, des services de renseignements syriens, a été condamné à perpétuité, sur la base du principe juridique de compétence universelle, qui existe dans plusieurs pays européens.



TROUVER DES PREUVES EN PLEIN CONFLIT

Fortes de leurs expériences antérieures, la Cour pénale internationale et les ONG ont enquêté très tôt sur les violences en Ukraine. Mais il est difficile de démontrer avec certitude que des crimes de guerre ont été commis, à Boutcha ou ailleurs.

— **Die Welt** Berlin

Les images satellite montrent une ville vue du ciel. Le soleil brille, les toits rouges étincellent. Tout semble paisible. Ce sont pourtant ces clichés de la ville de Boutcha, dans la banlieue de Kiev, qui constituent aujourd’hui l’une des preuves les plus concrètes des terribles crimes de guerre commis par les Russes contre les civils ukrainiens.

Ces images sont analysées par des spécialistes des données libres d’accès travaillant pour des associations de défense des droits humains, telles que Human Rights Watch. “*Chaque image possède une sorte d’empreinte digitale qui permet de savoir quand elle a été prise*, explique Wenzel Michalski, directeur du bureau allemand de l’association. *Notre travail consiste à les comparer avec d’autres clichés plus anciens pour repérer les différences.*”

Human Rights Watch est l’un des nombreux organismes qui cherchent à rassembler des preuves, en toute impartialité. “*On peut notamment déterminer la date et l’heure des images satellite*

grâce aux ombres.” Un enjeu capital, car Moscou affirme que les corps retrouvés dans les rues de Boutcha y ont été déposés par les Ukrainiens. D’après le Kremlin, ces cadavres ne se trouvaient pas là lorsque ses troupes se sont retirées, aux alentours du 30 mars.

Les images satellite publiées [le 4 avril] par le **New York Times** datent du 19 mars, et on distingue clairement des formes sur le sol de l’une des rues, des formes qui ne sont pas présentes sur les prises de vue datant du début de février. Après le retrait des troupes, des corps ont été retrouvés à ces endroits précis. Ils étaient donc déjà là lorsque les Russes ont quitté la région.

Si les responsables venaient à être traduits devant un tribunal international, ces preuves joueraient un rôle crucial. Elles doivent donc être recevables par la justice. Il est important de rassembler des éléments concrets le plus vite possible, c’est pourquoi Human Rights Watch, la Cour pénale internationale et le Comité international de la Croix-Rouge ont commencé à récolter des éléments avant même de pouvoir accéder aux zones concernées.

“Un témoignage ne suffit pas, même dans le cas d’un viol”, confie Wenzel Michalski. Pour l’heure, un seul cas a été relaté sur le site de l’association: celui d’une femme de la région de Kharkiv, qui s’est fait soigner à l’hôpital après son agression. Les autres sont seulement évoqués: “Human Rights Watch a recueilli trois autres allégations de violences sexuelles commises par des soldats russes dans des villages de la région de Tchernihiv et à Marioupol, dans le sud de l’Ukraine, mais n’a pas été en mesure de les vérifier de manière indépendante.”

Plusieurs jours avant le retrait des troupes russes et la découverte du massacre de Boutcha, Human Rights Watch avait déjà mis en évidence une exaction commise dans la ville. L’association a publié sur son site le récit d’une enseignante

“NOUS NOUS APPUYONS SURTOUT SUR LES RÉCITS DE TÉMOINS OCULAIRES. CE SONT TOUJOURS NOS JURISTES QUI ONT LE DERNIER MOT AVANT PUBLICATION.”

Wenzel Michalski, DIRECTEUR DU BUREAU ALLEMAND DE HUMAN RIGHTS WATCH

ayant assisté à l’exécution d’un homme dans la rue, le 4 mars. Quatre autres hommes auraient été menacés de mort ce jour-là. La scène se serait déroulée devant une quarantaine de témoins.

Lorsque cette femme a pu quitter Boutcha, le 9 mars, le corps de l’homme gisait encore au même endroit. Ce genre de témoignages, comme les images satellite, viennent contredire les allégations des Russes, qui prétendent qu’aucun cadavre de civil n’était présent dans les rues au moment de leur départ.

Les associations de défense des droits humains ont tiré les enseignements des précédentes guerres. Autrefois, la collecte d’éléments, de preuves et de témoignages ne commençait que bien après la fin des conflits. Or les preuves sont éphémères. Les éléments matériels se dissipent, les témoins disparaissent.

Le Conseil des droits de l’homme des Nations unies – la Russie n’y détient pas de droit de veto [et elle en a été suspendue le 7 avril] – a lui aussi réagi très tôt. Au début de mars, ses membres ont approuvé la création d’une commission d’enquête, dont les trois premiers membres ont été désignés le 30 mars – on y retrouve, entre autres, un juge norvégien ayant siégé au sein du Tribunal pénal international pour le Rwanda et l’ancienne défenseuse des droits de Bosnie-Herzégovine.

“Les enquêteurs commenceront sans doute bientôt leur travail”, analyse Christian Tomuschat, professeur émérite de droit international public [et ex-membre du Comité des droits de l’homme des Nations unies]. Ils devront recueillir des éléments objectifs. Les Ukrainiens mènent aussi leurs propres investigations, mais leur impartialité peut être mise en doute. Celle de l’ONU est bien plus difficile à contester.”

—Thomas Vitzthum
Publié le 6 avril

✎ Dessin de Sondron paru dans L’Avenir, Namur.

Repères

UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE EN ALLEMAGNE

La justice internationale n’est pas la seule à enquêter sur les actions russes en Ukraine. L’Allemagne a lancé, au début de mars, une procédure judiciaire nationale pour déterminer si des crimes de guerre avaient été commis. “Le parquet fédéral de Karlsruhe est compétent pour connaître des crimes de guerre et des crimes contre l’humanité perpétrés dans le monde entier”, explique la *Süddeutsche Zeitung*. Même si les faits n’ont aucun lien avec le pays d’outre-Rhin. L’enquête, dite “structurelle”, doit permettre par la suite d’engager des actions contre des suspects individuels. “C’est ce qui s’est déjà passé dans le cas de la Syrie”, rappelle le journal munichois. Le 13 janvier dernier, un ancien colonel des services de renseignement syriens a été condamné à perpétuité pour crimes contre l’humanité.

Décryptage

Les États-Unis, soutiens de la CPI?

Méfiant vis-à-vis du tribunal de La Haye, Washington est en train d’opérer un revirement inattendu en soutenant l’enquête sur de possibles crimes de guerre russes en Ukraine.

La Maison-Blanche de Joe Biden souhaite que les responsables russes rendent des comptes, à commencer par Vladimir Poutine. La Cour pénale internationale (CPI) de La Haye semble l’organe judiciaire le plus adapté, et les États-Unis ont des moyens matériels et humains pour l’appuyer. Problème: “Des lois de 1999 et de 2002, adoptées par le Congrès, qui craignaient que la Cour n’enquête sur des Américains, limitent la capacité de Washington à lui fournir un soutien, indique *The New York Times*. Et les États-Unis sont opposés de longue date à ce que la Cour exerce sa juridiction sur des ressortissants de pays non signataires du traité fondateur de la CPI, comme les États-Unis eux-mêmes, mais aussi la Russie.”

Cette hostilité historique à la CPI avait grandi sous la présidence de Donald Trump: les États-Unis avaient sanctionné la procureure générale de la Cour pour s’opposer à une enquête sur de possibles crimes de guerre de leurs forces en Afghanistan. Or, ils sont peut-être en train d’opérer un virage inattendu. Le département d’État a fait savoir que les États-Unis “accueill[ai]ent favorablement” l’ouverture d’une enquête de la CPI sur la guerre en Ukraine.

Des responsables du gouvernement Biden cherchent à déterminer les marges de manœuvre dont dispose l’exécutif pour soutenir légalement le tribunal. Du côté du Congrès, “des élus démocrates et républicains se sont montrés ouverts à l’idée d’abroger ou d’amender ces lois afin que les États-Unis puissent aider plus amplement la Cour”. Le Sénat a aussi voté à l’unanimité une résolution du républicain Lindsey Graham louant la CPI et encourageant une enquête sur les atrocités russes.

M. Graham et d’autres estiment qu’il n’y a pas de contradiction avec l’opposition à toute enquête sur des ressortissants des États-Unis ou d’Israël. Car ces deux pays disposeraient d’un état de droit qui, selon le sénateur, “n’existe pas plus en Russie que dans certaines parties de l’Afrique”. La représentante de gauche Ilhan Omar va plus loin encore: dans les colonnes du *Washington Post*, elle appelle les États-Unis à rejoindre enfin la CPI et annonce qu’elle déposera une résolution en ce sens au Congrès.—



Le point de vue des témoins évolue au fil du temps. Certains peuvent être amenés à changer leur récit, voire à refuser de témoigner, par crainte des représailles. “Nous nous appuyons essentiellement sur les récits de témoins oculaires”, détaille Wenzel Michalski. Nous interrogeons un maximum de personnes: les victimes, les agresseurs lorsque c’est possible, des voisins... Si les témoignages se recourent, nous estimons que les faits sont crédibles. Mais ce sont toujours nos juristes qui ont le dernier mot avant la publication de nos rapports.”

Ces méthodes se sont construites au fil des ans, grâce à l’expérience. Il n’existe toujours aucun consensus sur la façon de prouver avec certitude l’existence de crimes de guerre. Les récits des témoins oculaires sont comparés aux autres éléments disponibles: les données météorologiques, la position du soleil, les informations sur les armes utilisées ou trouvées sur place, les publications sur les réseaux sociaux, voire les photos, les images satellite et les vidéos.

Ces données permettent de dresser un tableau précis de la situation malgré l’absence d’experts techniques et scientifiques sur place – la dangerosité des lieux empêche souvent d’en dépêcher. Le niveau d’exigence est élevé: même si Human Rights Watch a reçu de nombreux signalements au sujet d’exactions, l’association n’avait pu dénoncer officiellement [le 6 avril] “que” dix cas.

Ainsi, les femmes qui disent avoir subi un viol doivent apporter la preuve de l’agression.

d'un
continent
à l'autre.

moyen-
orient



Afrique	22
Asie	24
Amériques	26
Europe	30



Enquête. Qui a tué l'Orient-Express?

Après son essor durant la seconde moitié du XX^e siècle, sous l'impulsion des empires ottoman, britannique et français, le réseau ferroviaire qui maillait le Moyen-Orient s'est dissous sous les coups de boutoir des nationalismes, des conflits régionaux et des guerres civiles. Alors que l'âge du pétrole se finit, des lignes se redéployent aujourd'hui.

et de passagers qui s'habillent pour le dîner.

La victime est un escroc américain qui reçoit 12 coups de couteau dans sa cabine. Si ce crime a fait d'Agatha Christie la romancière la plus vendue au monde, il est insignifiant en comparaison de celui qui se déroule autour de son autrice – le démantèlement du vaste réseau de chemin de fer qui couvrait le Moyen-Orient.

Saladier de fruits. Les passagers du train 0500 à destination d'Istanbul venaient de Bagdad, de Kirkouk et de Mossoul. Ils auraient aussi pu venir de Khartoum, d'Alexandrie, de Jérusalem, de Damas et de Bassora. Les cartes de l'époque montrent que la région était sillonnée de voies de chemin de fer. Qualifié d'"*homme malade de l'Europe*", l'Empire ottoman a pourtant fait preuve d'une énergie remarquable durant ses dernières décennies. En 1888, le sultan Abdülhamid II s'était lancé dans les grands travaux les plus ambitieux en six siècles de pouvoir ottoman : relier les quatre coins de l'Empire par le rail.

Abdülhamid commença par les lieux saints de l'islam. Avec l'aide d'entrepreneurs chrétiens et juifs, il construisit une ligne qui partait de la Méditerranée et traversait les collines calcaires de Judée pour atteindre Jérusalem. Le premier chargement de pèlerins fut déposé en face de la mosquée Al-Aqsa en 1892. Huit ans plus tard, le sultan lança le chantier d'une ligne reliant Damas, le point de départ traditionnel du hadj, le pèlerinage musulman, à Médine, où le prophète Mahomet est enterré.achevée en 1908, cette ligne quinze fois plus longue que la précédente transforma le pèlerinage : alors qu'il nécessitait auparavant un périlleux voyage de quarante jours à chameau à travers les déserts d'Arabie, il pouvait désormais se faire en trois jours confortables. La gare de Damas, rebaptisée la Porte d'Allah, était un joyau du baroque islamique.

Ce chantier s'accompagna d'autres grandes réalisations. Au cours de ses années de crépuscule, l'Empire relia trois ports levantins en pleine expansion – Tripoli, Beyrouth et Haïfa – à plusieurs villes de l'antique route de la soie, entre autres Damas, Homs et Alep. À la veille de la

—The Economist Londres

Elle laissa son mari à ses fouilles dans le désert du nord de la Syrie, tendit son passeport au Turc en uniforme à Nusaybin et monta à bord de l'express à destination d'Alep pendant que le train sifflait. Une fois arrivée, elle descendit au Baron, le seul hôtel de première classe de la ville, où elle prit la chambre 203, et commença à écrire ce qui est probablement le roman policier le plus célèbre de tous les temps.

"À 5 heures du matin, en gare d'Alep stationnait le train désigné sous le nom pompeux de *Taurus-Express*. Il comprenait un wagon-restaurant, un *sleeping-car* et deux autres voitures." [Traduction Louis Postif.] C'est ainsi que débute *Le Crime de l'Orient-Express*, d'Agatha Christie. Se déroulant sur les lieux du voyage de retour de l'autrice à travers le Moyen-Orient, il évoque un monde disparu de cabines communicantes, de contrôleurs en livrée, de mouchoirs brodés

Une voie ferrée ciblée par l'État islamique, dans la province irakienne d'Anbar, en 2018.

Photo Ahmad Al-Rubaye/AFP

Première Guerre mondiale, les sultans s'associèrent au Kaiser pour construire une ligne de Berlin à Bagdad qui contournerait le goulet d'étranglement britannique constitué par le canal de Suez. Les ingénieurs allemands contribuèrent à relier les monts Taurus dans les dernières semaines de la guerre - mais trop tard pour renforcer les fronts contre l'offensive britannique vers le Nord.

Les empires européens qui envahirent le Moyen-Orient réalisèrent une grande partie de ce que les Ottomans avaient laissé au stade de la planche à dessin. "Dans les années 1930, on pouvait aller de la Manche au Caire en changeant trois fois de train seulement."

Le dernier tronçon, en troisième classe, coûtait l'équivalent d'environ deux jours de travail d'un ouvrier. On partait de Haïfa à 8 h 30, piquait vers le sud pour arriver dans le port méditerranéen de Gaza à l'heure du déjeuner, continuait vers l'ouest dans le Sinaï et arrivait dans la capitale égyptienne vers 22 h 30.

De là, on pouvait longer le Nil à bord de l'une des premières voitures climatisées jusqu'à Louxor, la Vallée des Rois, puis jusqu'au Soudan. "L'itinéraire le plus direct et rapide pour Damas, Beyrouth,

Baalbeck et Alep", proclamait une brochure des Palestinian Railways vantant les liaisons au départ de Haïfa. On "pouvait gagner tout le monde arabe depuis la gare de Jaffa", explique Sami Abou Shehadeh, historien palestinien et député à la Knesset, le Parlement israélien. "Le Moyen-Orient est un mélange cosmopolite de langues, d'ethnies et de religions depuis le début de la civilisation. Le chemin de fer les a réunies comme des fruits dans un saladier."

Les 13 suspects d'Agatha Christie sont "de toutes les classes et toutes les nationalités". Des pèlerins musulmans venus de Tulkarem voyageaient aux côtés de travailleurs juifs qui faisaient le

Lawrence d'Arabie s'est voué à couper le chemin de fer du Hedjaz et à harceler l'armée ottomane.

voyage Haïfa-Damas organisé par le Histadrout, le syndicat sioniste. L'office du tourisme libanais imprimait des publicités pour ses stations de ski en hébreu. Mahmoud Zahar, un des chefs du Hamas, le mouvement islamiste palestinien, se souvient d'avoir

pris le train de nuit d'Alexandrie, la ville de sa mère, à Gaza, quand il était enfant. Le personnel était tout aussi varié. Les Palestinian Railways employaient des Juifs, des Arabes et plus de 30 nationalités, et les postes de direction étaient occupés par des Britanniques. Le contrôleur de l'Express du roman d'Agatha Christie est français. "Soixante-dix ans plus tard, ces voies qui reliaient des continents sont en ruine. Du Maroc à l'Irak, pas un seul train ne franchit les frontières."

Les sables sont parsemés de wagons rouillés et de carcasses de moteur. Des cyprès poussent au milieu des anciennes voies au Liban. Les rails ont été fondus pour en faire des balles comme on fondait les socs de charrue pour en faire des épées. Les traverses ont servi à renforcer les tranchées françaises, les gares et les centres de réparation sont devenus des casernes et des prisons.

Comme la victime du Crime de l'Orient-Express, le réseau a succombé à plusieurs coups. La recherche des coupables est l'un des grands polars de la région.

Le premier suspect séjournait également au Baron, dans la chambre à côté de celle d'Agatha

Christie. Thomas Edward Lawrence, un officier des renseignements britanniques, s'est employé, derrière les lignes ennemies, à couper le chemin de fer du Hedjaz et à harceler les troupes ottomanes pendant la plus grande partie de la Première Guerre mondiale. "Il a organisé le soulèvement d'une bande de Bédouins en leur insufflant un zèle djihadiste, fait sauter 79 ponts et dérailler des dizaines de trains."

Lawrence d'Arabie était un héros au Royaume-Uni, mais ses tactiques étaient celles d'un terroriste. Les blessés, souvent des civils, étaient abandonnés à leur sort. "Tuer et tuer des Turcs, c'est horrible", écrivait Lawrence dans une lettre adressée au pays.

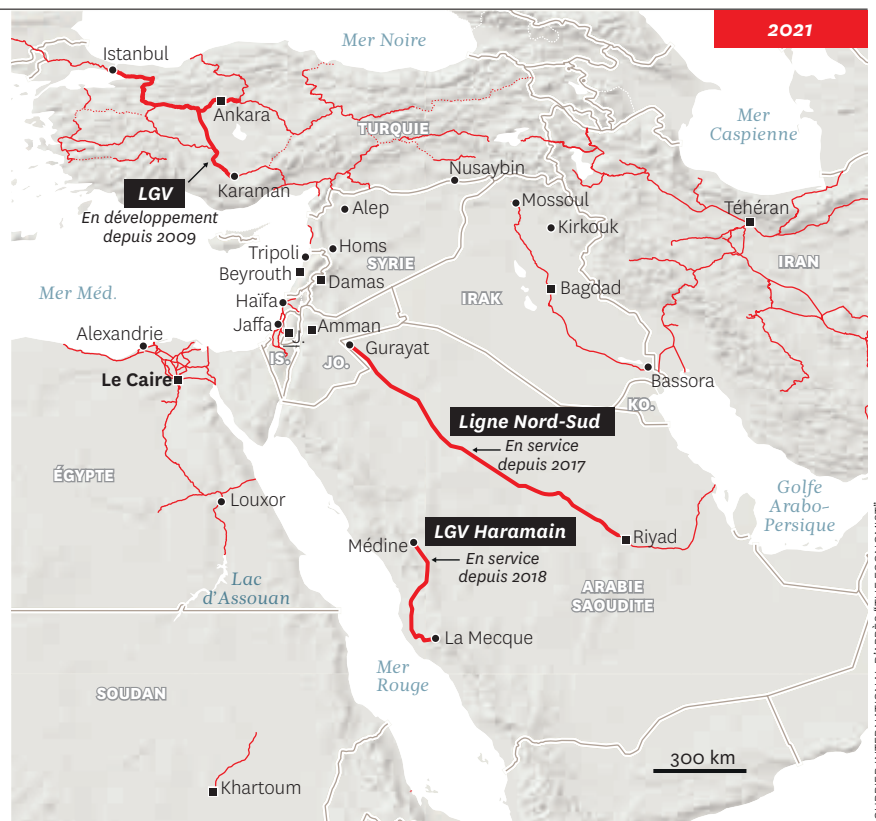
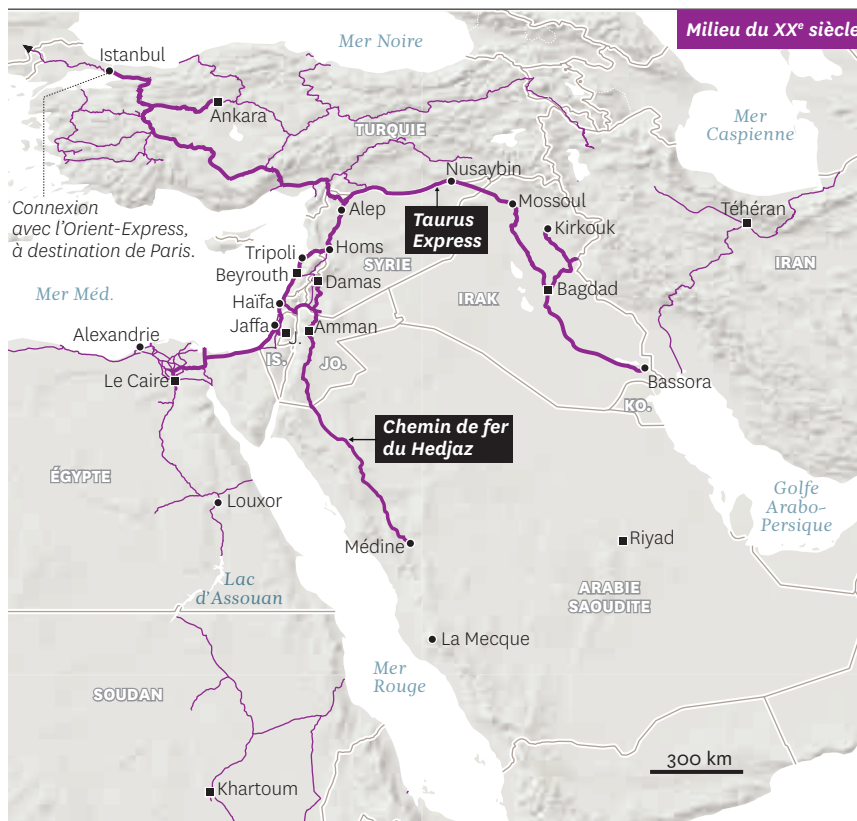
Cela dit, les Britanniques ont un alibi. Ils avaient construit des chemins de fer avant les Ottomans et en ont construit après. Robert Stephenson, un Anglais pionnier du train à vapeur, avait posé les premières voies en Égypte dans les années 1850. Ils ont étendu les lignes au fur et à mesure de l'avancée de leurs troupes.

L'enquête sur Lawrence souleva d'autres pistes. Ses Bédouins détestaient le chemin de fer du Hedjaz parce qu'il brisait leur monopole sur le transport des

pèlerins et des céréales. Ils l'appelaient Jahash Al-Sultan, l'"âne du sultan". De plus, le train apportait des mœurs étrangères, qui perturbaient des codes établis de longue date. Sous la puritaine dynastie des Saoud, les Bédouins ont arraché les rails depuis leur nouvelle frontière jusqu'à Médine.

À partir du sud de la Jordanie, tout ce qu'il reste de la ligne aujourd'hui, c'est un talus dénudé qui serpente au milieu de montagnes couleur de rouille pendant près de 800 kilomètres. À certains endroits, gares et forts ottomans balayés par le vent attendent un train qui est passé pour la dernière fois il y a cent ans.

Toile d'araignée. Pourtant, les Saoud ont aussi un alibi. Le roi Abdelaziz Ibn Saoud a massacré par centaines les Bédouins qui s'attaquaient à son royaume. Pour les Saoud, ces attaques profitaient à d'autres : il y a longtemps que la Grande-Bretagne et la France cherchaient à empêcher leurs sujets musulmans de se rendre à La Mecque et à limiter leur exposition aux islamistes anticolonialistes. "On peut aussi trouver les sionistes sur la scène du crime. Les plus militants d'entre eux considéraient le chemin de fer → 20



Voies ferrées en service (transport de voyageurs) : au milieu du XX^e siècle en 2021

Frontières actuelles des États

Abréviations : IS. Israël, JO. Jordanie, KO. Koweït

COURRIER INTERNATIONAL D'APRÈS "THE ECONOMIST"

19 ← britannique comme une toile d'araignée qui enserrait leur pays.”

Ils lancèrent des dizaines d'attaques qui ont fait un grand nombre de victimes. Lors de la “nuit des trains”, le 1^{er} novembre 1945, les trois principales milices sionistes ont fait sauter les voies à plus de 150 endroits et posé des bombes dans les gares de Jérusalem et Lydda. Sept mois plus tard, dix ponts reliant les chemins de fer et routes de Palestine au monde arabe étaient détruits lors de la “nuit des ponts”. Un site

La guerre civile syrienne a détruit la quasi-totalité des 2 450 kilomètres du réseau syrien.

web dédié à la mémoire des combattants de l'Irgoun, une milice dirigée par Menahem Begin, qui allait devenir Premier ministre, salue cette action : “L'opération a rempli ses objectifs et le pays a été coupé de tous ses voisins.”

Le démantèlement du chemin de fer s'est poursuivi après l'indépendance d'Israël, en 1948. Israël a fait sauter le pont de Rosh HaNikra pour isoler Beyrouth et boucher le tunnel qui passait sous les collines du sud du Liban, coupant ainsi la ligne qui reliait l'Europe à l'Afrique. Le gouvernement israélien a dissous la Palestine Railways Company et licencié un grand nombre d'employés non juifs. Après la guerre de 1967, Israël a abandonné les lignes ottomanes de Cisjordanie, utilisé les rails du Sinaï pour fortifier Bar Lev, la ligne de défense qui s'étend le long du canal de Suez, et isolé Gaza – l'ancien carrefour entre les continents – derrière des tours et des murs.

Cependant les Israéliens ont eux aussi un alibi. S'ils n'avaient pas coupé les lignes, expliquent-ils, les Arabes auraient introduit des armes et des hommes pour les détruire. Ce sont en fait eux qui ont détruit le réseau ferré. Les militants palestiniens s'en étaient pris aux infrastructures ferroviaires lors de leur révolte contre les Britanniques dans les années 1930. Animés d'un zèle autodestructeur, ils ont arraché les derniers rails de Gaza pour faire des tunnels et des missiles.

Les conflits et les guerres civiles ont achevé la victime. Les



Français contrôlaient leurs possessions d'Afrique du Nord grâce à un réseau de chemins de fer qui s'étendait en éventail depuis Alger. Après l'indépendance, le Maroc et l'Algérie se sont affrontés pour le Sahara occidental et, en 1994, le train Trans-Maghreb s'est arrêté 1300 kilomètres avant Tunis, sa destination finale. Deux villes frontalières, Oujda et Maghnia, se font face, unies par l'ethnie, la religion, la langue et les mariages, mais divisées par des barrages de l'armée. Ces gares, qui étaient jadis des comptoirs commerciaux, sont désormais des terminus. “Halte police”, lit-on sur le panneau qui en interdit l'entrée. Les faisans picorent les débris qui jonchent les voies.

Bars de hipsters. Le dernier train a quitté Tripoli pour Beyrouth au début de la guerre civile libanaise, en 1975. Les forces d'invasion syriennes ont converti Rayak, un grand carrefour et centre de réparation situé près de la frontière, en base militaire, et un hôtel voisin en salle de torture. L'offensive israélienne de 1982 a achevé ce qu'il restait de la ligne à destination de Beyrouth.

Pendant des années, l'Express s'est entêté à survivre. Le tronçon vers Bagdad a cessé de fonctionner dans les années 1980, mais le train de nuit Alep-Turquie a continué cahin-caha. Puis est arrivée la guerre civile syrienne, en 2011. Elle a détruit la quasi-totalité des 2 450 kilomètres du réseau syrien. Le quai où commence *Le Crime* d'Agatha Christie

est toujours là à Alep, mais vers l'est, la voie a été endommagée par les bombardements de Daech. La gare de Mossoul a été détruite. L'Union arabe des chemins de fer s'est dissoute en 2016. Après une série d'attaques au mortier, l'hôtel Baron, la retraite où Agatha Christie écrivait, a fermé ses portes en 2014.

Comme les 12 assassins de l'Orient-Express, les gouvernants de la région avaient tous un mobile. Les puissances coloniales avaient découpé le Moyen-Orient. Les généraux qui leur ont succédé ont fait passer leur morceau de territoire avant le marché et la culture communs qui s'étaient développés au fil des millénaires. Ces dictateurs minables considéraient le cosmopolitisme et la connectabilité comme des menaces pour la nouvelle identité nationale.

La religion a perdu son caractère universel et s'est réduite à des sectes liées à des bouts de territoire. La Syrie a expulsé les inspecteurs français. Les chemins de fer irakiens ont licencié leurs cadres juifs. Privées de compétences, nombre de lignes sont tombées en ruine. “Le chemin de fer est devenu comme les souks et les bazars de l'ancienne route de la soie, une relique d'un passé où les richesses venaient du commerce régional plutôt que des revenus d'une matière première unique, que ce soit le pétrole, le gaz ou les phosphates.”

La défense était désormais assurée non par les relations de voisinage mais par une lointaine superpuissance.

Le nouvel amour, c'était l'automobile. En 2019, l'Égypte a recouvert la voie de tramway victorienne qui reliait le centre du Caire à Héliopolis. Pour couvrir leurs traces, les coupables ont embourgeoisé les ruines. La gare de Mar Mikhael, à Beyrouth, a été convertie en bar de hipsters en 2014. Les anciennes gares de Jaffa et Jérusalem ont été transformées en boîte de nuit et restaurant branché. Chacune de ces reconversions envoie le message vaguement nostalgique que l'usage original du lieu a atteint le terminus.

Le roman d'Agatha Christie se termine quand le crime est résolu. L'histoire du Moyen-Orient, en revanche, ne se termine jamais. À l'heure où l'âge du pétrole touche à sa fin, la région semble redécouvrir la valeur de ses anciens liens. Plusieurs États projettent de diversifier leur économie en direction du

Les généraux dictateurs voyaient le cosmopolitisme et la connectabilité comme des menaces.

commerce et d'industries comme le tourisme. Ils craignent de ne plus pouvoir compter sur les États-Unis et investissent dans la diplomatie régionale. Et après les horreurs des massacres religieux, la politique identitaire commence à ne plus avoir cours. États et mouvements politiques sont en train de redécouvrir

prudemment les bénéfices de la diversité religieuse. Des communautés juives éclosent dans tout le Moyen-Orient. Le gouvernement d'Israël comprend pour la première fois un parti musulman.

Course à l'influence. Dans le même temps, les lignes de chemin de fer se déploient à nouveau vers l'extérieur. Le Maroc a inauguré le premier réseau à grande vitesse de la région en 2018 et projette de l'étendre à l'Afrique de l'Ouest dans les vingt ans à venir. “Avec l'accès et la circulation vient le commerce, explique Mohamed Rabie Khlie, le patron des chemins de fer marocains. C'est la colonne vertébrale du développement.” Un siècle après la destruction de la ligne du Hedjaz, des trains composés de wagons fabriqués en Espagne foncent à 300 km/h entre les villes saintes d'Arabie Saoudite. Une ligne vers la frontière jordanienne devrait ouvrir en mars, en préparation semble-t-il pour le jour de paix où on pourra gagner la Méditerranée en passant par Israël.

Animé d'un espoir similaire, Israël est en train de lancer quatre lignes vers l'est. La société chinoise qui gère le port à conteneurs de Haïfa souhaiterait que l'une d'entre elles au moins aille jusqu'en Jordanie, ce qui prolongerait les Nouvelles routes de la soie chinoises d'autant. Décidé à ne pas se laisser distancer dans la course à l'influence, l'Iran a convenu avec l'Irak de combler les 32 kilomètres qui séparent son réseau du sud de l'Irak, également avec une aide chinoise, et de là, de gagner la Syrie en longeant l'ancienne route de la soie. L'Irak a rouvert la ligne de Mossoul en octobre et annoncé avoir l'intention de pousser jusqu'à la Turquie.

On projette de relier les États arabes du Golfe. Le chemin de fer connaît une expansion massive en Égypte : le pays est en train de construire le plus grand réseau monorail au monde et des lignes vers la Libye, le Soudan et l'Arabie Saoudite. Contrairement à l'escroc américain d'Agatha Christie, l'Orient- et le Taurus-Express, et avec eux le rêve du Levant, vont peut-être circuler à nouveau.—

Publié le 18 décembre 2021

"DANS LES COULISSES DES
SERVICES SECRETS : PASSIONNANT"

LE FIGARO

"UNE STUPÉFIANTE HISTOIRE VRAIE"

LE POINT

LA RUSE



SELECTION OFFICIELLE
**REIMS
POLAR**
FESTIVAL DU FILM POLICIER

SENS
CRITIQUE

PREMIERE

Europe 1

AU CINÉMA LE 27 AVRIL

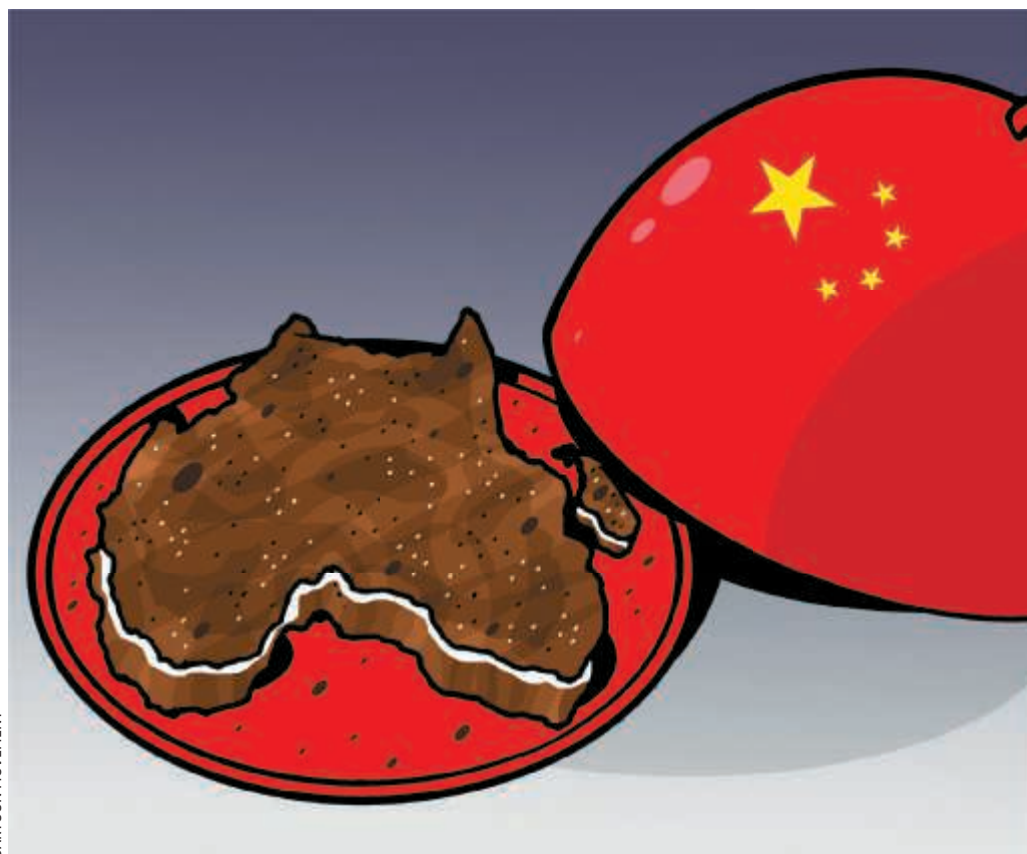


afrique

Diplomatie. La Chine, médiatrice de l'ombre sur le continent africain

En proposant son entremise dans des conflits latents, la Chine accroît son influence en Afrique et au Moyen-Orient.

✍ Dessin d'Ebert, Italie.



CARTOON MOVEMENT

—South China Morning Post Hong Kong

La Chine a entamé des manœuvres diplomatiques pour tenter de mettre un terme aux conflits qui durent depuis longtemps au Moyen-Orient et dans la Corne de

l'Afrique. Cela passe notamment par une conférence de presse en Afrique de l'Est, avec des représentants de huit pays.

[En mars], l'émissaire spécial de la Chine pour la Corne de l'Afrique, Xue Bing, a visité six pays dans la région, tandis que Zhai Jun, l'émissaire spécial

pour le Moyen-Orient, voyageait d'une capitale à l'autre.

Ces deux régions ont reçu d'importants investissements dans le cadre des nouvelles routes de la soie, projet d'infrastructures transcontinentales, mais leur situation sécuritaire fait peser une menace sur les ambitions chinoises.

Depuis quelque temps, le Moyen-Orient est l'une des principales destinations des prêts chinois pour le développement, une bonne partie de l'argent allant à la reconstruction des infrastructures ayant été détruites au cours des années de guerre.

L'argent chinois a servi à financer des ports, des routes et des chemins de fer dans la Corne de l'Afrique, et Djibouti héberge la première base militaire chinoise de l'étranger.

Pékin prévoit sa première conférence de paix dans la région, afin de permettre aux huit pays concernés de résoudre leurs conflits et de remédier à l'instabilité chronique dans la région. La Chine a annoncé le week-end du [19-20 mars] que l'Éthiopie et le Kenya avaient accepté d'accueillir des pourparlers.

Au Kenya, Xue a promis que la Chine enverrait "des ingénieurs et des scientifiques, et non des armes, pour contribuer à venir à bout de la pauvreté et à résoudre les problèmes d'infrastructures" – manifestement une pique adressée aux États-Unis, que Pékin accuse de s'immiscer dans les affaires intérieures d'autres pays comme l'Éthiopie.

La Corne de l'Afrique est depuis longtemps en proie à des guerres civiles, des insurrections islamistes et des coups d'État militaires. Une situation qui menace les investissements chinois, en particulier tout récemment en Éthiopie, en Érythrée et en Somalie. Ces trois pays étaient sur la liste des destinations de Xue, ainsi que Djibouti, le Kenya, l'Ouganda et le Soudan du Sud.

"Cette région connaît de nombreuses difficultés, qu'il s'agisse de différends frontaliers, de conflits ethniques ou religieux", note Xue.

Nous pensons que ces problèmes doivent être résolus, sans quoi il ne saurait y avoir véritablement de développement."

"La Chine veut jouer un rôle dans cette zone, y promouvoir la sécurité, le développement et la bonne gouvernance", poursuit-il.

D'après certains observateurs, la Chine a tendance à éviter une approche directe, préférant jouer les seconds rôles pour amener la paix en créant un environnement favorable. En cela, elle est convaincue de la nécessité de respecter la souveraineté des États. Elle estime que les acteurs locaux doivent être à l'origine de solutions locales, si l'on en croit Benjamin Barton, maître assistant au Malaysia Campus de l'université de Nottingham (Semenyih).

Il affirme que Pékin a toujours tendance à soutenir le gouvernement au pouvoir quel que soit le conflit – même si, dans certains cas, il a pu sembler que la Chine se soit mise du côté de l'opposition –, tandis que les pays occidentaux tendent à prendre parti pour le camp dont les droits humains et démocratiques sont bafoués.

Pékin a toujours tendance à soutenir le gouvernement au pouvoir.

Zhai s'est rendu en Israël, en Jordanie, en Égypte, en Arabie Saoudite, en Palestine et au Soudan, où il a évoqué "les relations bilatérales, la situation au Moyen-Orient, la question palestinienne, ainsi que le problème syrien et d'autres thématiques liées à des points chauds internationaux et régionaux".

Il a rencontré le secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit, et le président palestinien, Mahmoud Abbas, à Ramallah.

Le 9 mars, lors d'une réunion avec Tzachi Hanegbi, le président du groupe d'amitié parlementaire Israël-Chine, il a exhorté Israéliens et Palestiniens



LES
MOTS
DES
AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

à reprendre les négociations afin de s'entendre sur une solution à deux États, ajoutant que, faute d'accord, Israël aurait du mal à faire la paix avec les pays arabes.

Traditionnellement, d'après Barton, la Chine évite de se mettre en avant, préférant jouer un rôle relativement discret dans la gestion des conflits des pays du Sud [c'est-à-dire du tiers-monde].

"Elle restait d'une certaine façon en retrait par rapport aux organisations régionales et aux États d'Afrique et du Moyen-Orient, elle appelait par exemple à une trêve entre les parties en présence, évoquait la nécessité de régler les problèmes politiques et sociaux en y apportant des solutions de développement", commente Barton.

Dans certains cas, assure-t-il, la Chine a dévié de cette position, comme dans le conflit du Darfour, entre 2003 et 2006, mais il s'agissait pour l'essentiel d'une réaction à la pression de la communauté internationale face à l'inertie réelle ou supposée de Pékin.

Barton ajoute qu'à partir de la présidence de Xi Jinping, la Chine a commencé à prendre davantage l'initiative, notamment en proposant d'organiser et de présider des pourparlers de paix, principalement en Afrique.

Cela a été le cas pendant la guerre civile au Soudan du Sud, en 2013, au cours de laquelle les négociateurs chinois ont largement contribué à l'accord de cessez-le-feu initial. La Chine a proposé une médiation analogue dans le conflit de longue date opposant l'Éthiopie et l'Érythrée.

Pékin a récemment effectué un "fort changement d'orientation" vers le Moyen-Orient et le monde arabe, tandis que les États-Unis y réduisaient leur présence. La Chine a notamment investi des milliards de dollars dans la reconstruction.

Péril sur le baril. L'année dernière, les investissements chinois au Moyen-Orient ont augmenté d'environ 360 % et les contrats dans le bâtiment de 116 % par rapport à 2020, ce qui a fait de la région l'une des plus importantes destinations de l'argent chinois en 2021, selon un récent rapport du Centre de financement et développement verts de l'université Fudan (Shanghai). Ibrahim Al-Assil, du Middle East Institute [groupe de réflexion établi à Washington], estime que

pour la Chine, l'implication au Moyen-Orient, source de 45 % de ses importations de pétrole, est une nécessité. Sans parler des débouchés [commerciaux] de cette région du monde.

Cette diplomatie est axée sur la gestion des conflits, plus que sur leur résolution.

"La tendance est évidente, cette région va prendre une place de plus en plus importante dans les ambitions chinoises", assure Al-Assil.

"Pour verrouiller ces importations [de pétrole], la Chine doit avoir davantage d'influence dans la région et disposer d'un meilleur maillage de contacts, tant sur le plan économique que politique."

Fiction. Pékin importe l'essentiel de son pétrole d'Arabie Saoudite et de Russie - et en obtient une partie d'Iran, malgré les sanctions que les États-Unis imposent à ce pays.

John Calabrese, chef du projet Moyen-Orient Asie à l'American University de Washington, fait valoir que la diplomatie chinoise est d'ordinaire axée sur la gestion des conflits, et non sur leur résolution.

Il explique que la gestion des conflits reflète "l'attitude prudente de Pékin face aux conflits entre des pays avec lesquels [la Chine] cherche à entretenir des relations constructives", tandis que la résolution des conflits relèverait d'une démarche plus offensive, qui exposerait la Chine à l'accusation de prendre parti ou de faire échouer les négociations.

Liselotte Odgaard, professeure à l'Institut norvégien d'études de défense et membre du Hudson Institute [centre de recherche situé dans l'État de New York], rappelle que la Chine s'en tient officiellement à une politique de non-ingérence et qu'elle laisse les Africains suivre leur cheminement historique.

"En réalité, la Chine soutient des régimes autoritaires et pratique l'ingérence, mais elle le fait en coulisses et non pas ouvertement, précise Odgaard, si bien que la non-ingérence chinoise est une fiction qui ne date pas d'hier."

Et d'ajouter que la Chine avait essayé de jouer les intermédiaires dans des conflits en Afrique, mais

que par ailleurs elle participait à l'équipe qui négociait un nouvel accord sur le nucléaire avec l'Iran, sans grand succès.

Pour Odgaard, si la Chine ne s'engage pas suffisamment, c'est parce qu'elle craint de se salir les mains. "La conception chinoise de la non-ingérence consiste souvent à ne pas s'engager sérieusement en prenant clairement parti pour l'un ou l'autre camp, ce qui fait que Pékin n'a pas une bonne stratégie de résolution des conflits", renchérit-elle.

De son côté, Benjamin Barton estime que la Chine n'a pas fait ses preuves comme médiatrice dans aucune des deux régions, du fait principalement de son attachement au principe de non-ingérence.

Même si Xi souhaite que la Chine joue un rôle plus affirmé dans la médiation des conflits, il lui reste encore du chemin à parcourir dans ce domaine, d'après Barton.

Il donne l'exemple du Moyen-Orient, où en 2013 Xi avait présenté un "plan en quatre points", avec "trois arrêts" et "trois explorations", pour mettre fin au conflit entre les Israéliens et les Palestiniens.

"Cette initiative, dont je ne pense pas qu'elle ait jamais éveillé un grand intérêt, est tombée à plat, conclut Barton. Non pas par manque de volonté politique, mais parce que Israël estime que la Chine a un parti pris, qu'elle soutient la cause palestinienne depuis les années de Mao Zedong." Et de rappeler à cet égard que la Chine fête le Jour de la Palestine depuis 1965.

— Jevans Nyabiagi
Publié le 26 mars

SOURCE



SOUTH CHINA MORNING POST

Hong Kong, Chine
Quotidien
scmp.com

Le grand quotidien de langue anglaise de Hong Kong est depuis avril 2016 la propriété de Jack Ma (Ma Yun), patron du géant chinois Alibaba. Cette acquisition avait fait craindre une érosion de la liberté de ton et de la qualité de ce journal qui assure un suivi très complet de l'actualité chinoise et hongkongaise.

NOTRE SÉLECTION



Pour commander, scannez le QR code

Ou sinon rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/vpc>
ou par téléphone : 03 21 13 04 31
(du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures)



18€*

BD Chappatte Reporter

Du Printemps arabe aux coulisses de l'Élysée. Les récits de Chappatte racontent le monde avec la simplicité du dessin et donnent à voir l'humanité derrière l'actualité.

BD Chappatte Au cœur de la vague

Les dessins de presse de Chappatte parus pendant la crise complètent avec humour le récit. Au cœur de la vague nous fait revivre une période inouïe de notre histoire.



22€*



Coffret 10 DVD Télérama volume 11

Regroupe les dix films marquants de 2020 à voir ou à revoir chez vous. Offre réservée aux abonnés de Courrier international.

45€*

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31 juillet 2022

* Frais de port en sus en fonction du produit.

Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.

Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet :

<https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>



Pakistan. Imran Khan, ce mauvais perdant

Porté au pouvoir par l'armée et très critiqué, le Premier ministre a été démis de ses fonctions. Mais Imran Khan compte bien user de son pouvoir de nuisance, avertit cet hebdomadaire pakistanais.



—The Friday Times Lahore

Imran Khan et son régime semi-fasciste ont enfin été chassés. Par bonheur, les pouvoirs militaire et judiciaire qui le soutenaient ont refusé de le tirer du borbier dans lequel il s'était lui-même enfoncé. Et l'opposition a heureusement réussi à serrer les rangs face à une répression brutale et à faire échouer toutes ses machinations. Reste qu'au final c'est Imran Khan lui-même qui aura été son pire ennemi. Résumons.

Le Mouvement du Pakistan pour la justice (PTI) a grandi sous l'égide de l'armée, comme tant d'autres partis pakistanais avant lui. Ce sont les militaires qui l'ont hissé au pouvoir en rabattant des "personnalités éligibles" vers ses rangs, en truquant les élections de 2018 et en poussant les petits partis et les indépendants à participer au gouvernement.

Cela signifiait évidemment que la base naturelle et idéologique du PTI n'était pas solide. Il ne pourrait pas résister aux pressions dans les moments difficiles, surtout après la décision

de la junte militaire de se distancier d'Imran Khan, après avoir tenté pendant deux ans de lui apprendre à contrôler son navire pour mener à bien cette expérience de gouvernement hybride.

Imran Khan a également fait l'erreur de s'acharner sur l'opposition au lieu de chercher à bien gouverner le pays. Lorsque l'économie a plongé et que la corruption a explosé

dans les provinces du Pendjab et du Khyber Pakhtunkhwa, les sondages ont commencé à montrer son déclin et la montée en puissance de [l'ancien Premier ministre] Nawaz Sharif.

Puis, à partir du milieu de l'année 2021, la colère du peuple et de l'opposition a commencé à se diriger vers les militaires qui avaient imposé ce gouvernement à la nation. Les relations avec ses protecteurs se sont alors tendues, Imran Khan refusant de les "écouter" sur plusieurs questions essentielles comme la finance,

Imran Khan a déclaré qu'il empêcherait le gouvernement de travailler.

↑ À droite, Shahbaz Sharif, le nouveau Premier ministre, a en main une "Majorité" de cartes; en face de lui, l'ex-Premier ministre Imran Khan tient les cartes "Religion" et "Traître". Et on lui tend une carte "Article 5".
Dessin de Sabir Nazar paru dans The Friday Times, Lahore.

la gouvernance et les affaires étrangères – leur fonds de commerce. Ils ont alors commencé à étudier leurs "options". Ce qui n'a fait qu'accroître la méfiance et envenimer la situation.

Un point de non-retour a été franchi quand Imran Khan a commencé à se mêler des affaires internes de l'armée, notamment lorsqu'il a tenté de prolonger le mandat du général Faiz Hameed à la direction des services de renseignements militaires. Cette décision lui a fait perdre le soutien de tout un groupe de généraux.

Les généraux ont fini par avoir gain de cause, mais leur relation avec Imran Khan a commencé à se dégrader. L'opposition a compris qu'il y avait quelque chose à jouer; elle a mis de côté ses différences politiques et a fait cause commune contre Imran Khan.

Et le reste, comme on dit, appartient à l'histoire. Le mois de janvier a marqué le début de la fin pour Imran Khan, et nous avions prédit qu'il tomberait avant la fin du mois de mars. Ces dix derniers jours ont durement ébranlé le Pakistan. Imran Khan a refusé de démissionner ou d'obéir aux ordres de la Cour suprême. Il a menacé de provoquer une démission massive des députés du PTI à l'Assemblée nationale si le Parlement élisait Shahbaz Sharif à la tête de la Chambre et le nommait Premier ministre le 11 avril [ce qui a été fait].

Juste équilibre. Shahbaz Sharif [frère de Nawaz Sharif] a tendu la main à Imran Khan dans l'intérêt national. "Il n'y aura pas de chasse aux sorcières", a-t-il assuré. Mais Imran Khan a répondu qu'il ne se laisserait pas faire et qu'il empêcherait le gouvernement de travailler, quel qu'en soit le coût pour l'économie et le pays en matière d'instabilité et d'incertitudes. Il faut donc s'attendre à ce que ses adversaires ripostent en le traînant dans la boue.

Le nouveau gouvernement a du pain sur la planche. Il doit réformer les lois électorales pour garantir des élections libres et équitables. Il doit modifier les lois sur le Bureau national des comptes. Mais, surtout, il doit aussi trouver un juste équilibre entre les demandes de la population, qui souhaite voir baisser l'inflation, et les demandes des agences gouvernementales, qui souhaitent équilibrer le budget, ce qui implique une politique de rigueur.

Le problème, c'est que les neuf partenaires qui composent cette opposition au sein du gouvernement voudront leur part du gâteau et risquent de tirailler le gouvernement dans de trop nombreuses directions. Si la tâche s'avère trop lourde pour Shahbaz Sharif d'ici aux prochaines élections, Imran Khan pourrait bien regagner le terrain qu'il a perdu et poser à nouveau problème.

Par conséquent, ceux qui pensent qu'ils peuvent à nouveau respirer librement après trois mois de tensions ne devraient pas se réjouir si vite. Les épreuves et les vicissitudes de la démocratie sont loin d'être terminées.

—Najam Sethi
Publié le 10 avril

Une crise politique mais aussi économique

●●● "La crise politique qui a duré un mois a poussé plus avant le Pakistan dans des soucis économiques cruciaux", écrit le site **Nikkei Asia**, citant une inflation à 12,7% en mars et un déficit commercial de 35,4 milliards de dollars sur un an. Critiqué pour ce bilan, Imran Khan était aussi montré du doigt pour s'être rendu à Moscou le 24 février, jour de l'invasion russe de l'Ukraine – selon lui, c'est la raison d'une conspiration contre lui, inspirée par les États-Unis. Khan s'est accroché à son poste de Premier ministre en utilisant tous les outils politiques et institutionnels à sa disposition, y compris une dissolution de l'Assemblée, que la Cour suprême n'a pas validée. Il a dû finir par céder, face à une opposition unie contre lui pour voter la défiance. La prestation de serment, le 11 avril, de son successeur désigné par l'Assemblée, Shahbaz Sharif (immédiatement félicité par les États-Unis, l'Inde, la Turquie, la Russie et la Chine), ne clôt toutefois pas le débat. Khan a appelé les députés de son parti à démissionner en masse, dans l'idée de précipiter la tenue de nouvelles élections générales.

SOURCE



THE FRIDAY TIMES

Lahore, Pakistan
Hebdomadaire, 60 000 ex.
thefridaytimes.com

Se définissant comme "audacieux, indépendant et sérieux", ce magazine a souvent subi des pressions de la part des autorités pakistanaises. Malgré ces difficultés, il continue à mener son combat pour la liberté d'expression.

ÉDITION SPÉCIALE 32 PAGES

Tous les bénéfices de ce supplément seront reversés à l'association Alliance Urgences pour l'Ukraine.



En vente chez votre marchand de journaux
jusqu'au jeudi 21 avril



amériques

↓ Bourgade du nord-est de la Californie, Susanville lutte contre l'État pour empêcher la fermeture de l'une de ses deux prisons.



—The New York Times
(extraits) New York

De Susanville (Californie)

Cette maison, la famille Mauldin l'adorait. Elle en avait fait l'acquisition pendant la crise financière et avait mis une petite fortune dans sa modernisation. Elle avait fait sortir de terre un nouveau jardin paysager et érigé de nouvelles barrières pour faire un terrain de jeu idéal pour les deux enfants. La cuisine et les sols étaient flambant neufs. L'allée était ourlée de lilas. Or, quand le bruit a commencé à courir, au printemps 2021, qu'une des deux prisons de la ville allait fermer, la famille Mauldin a pris une décision, la mort dans l'âme : elle a mis en vente sa maison. *“On avait mis tout notre cœur et toute notre âme dans cette maison, dans cette région”*, soupire Jessica Mauldin, 39 ans, dont l'époux est agent pénitentiaire.

À Susanville, bourgade reculée du nord-est de la Californie, on dénombre presque autant de gens derrière les murs des deux prisons que compte la ville – près de 7 000 personnes – que dehors. Près de la moitié de la population active travaille dans l'un des deux centres de détention, le centre pénitentiaire de sécurité minimale de Californie, dont la fermeture est imminente, et la prison de

En Californie, on ferme bien les prisons

Après des décennies d'incarcération de masse, l'heure est à la fermeture des centres pénitentiaires aux États-Unis. Mais comment y survivre quand toute l'économie locale tourne autour des prisons ? Reportage dans la petite ville californienne de Susanville.

haute sécurité de High Desert, qui continuera à fonctionner.

Quand le centre pénitentiaire de Californie est sorti de terre dans les années 1960, la plupart des habitants de Susanville gagnaient leur vie en travaillant dans des scieries ou des ranchs de la région. Ces emplois ont fini par disparaître et, aujourd'hui, l'essentiel de l'économie de la ville, et de la vie des habitants, tourne autour de la prison. La présence de cette importante population carcérale a fini par infléchir l'orientation politique de Susanville et a été prise en compte dans le montant des aides versées à la ville au titre de la crise sanitaire ou de l'entretien de la voirie. L'histoire de Susanville ressemble à celle d'innombrables petites communes

américaines qui, durant la seconde moitié du xx^e siècle, se sont mises à accueillir des établissements pénitentiaires en remplacement des industries moribondes. C'était l'époque où les prisons poussaient comme des champignons à travers le pays. Mais, aujourd'hui, la Californie et d'autres États s'emploient à réduire leur population carcérale et à fermer des établissements pénitentiaires dans le cadre d'un vaste mouvement national de lutte contre les inégalités raciales dans le système pénal américain. *“La ville tout entière va en faire les frais”*, déplore Mendy Schuster, la maire de Susanville, dont l'époux est surveillant pénitentiaire.

L'enjeu est tel que Susanville a choisi de se battre en essayant de faire annuler la fermeture par

des moyens légaux plutôt que de se mettre en quête de nouvelles activités économiques pour remplacer la prison. L'année dernière, la ville a déposé un recours contre l'État de Californie, estimant que les décideurs avaient enfreint le Code de l'environnement en décrétant la fermeture et avaient pris les élus locaux au dépourvu.

Crème et châtimement. Si la lutte est sur toutes les lèvres à Susanville depuis des mois, elle est aussi suivie dans le reste de l'État, sur fond de polémiques sur l'avenir des établissements pénitentiaires de Californie. Le gouverneur démocrate de l'État, Gavin Newsom, s'est engagé à fermer deux centres de détention – celui de Susanville et un autre

à Tracy, à une centaine de kilomètres à l'est de San Francisco, fermé à cette heure –, une décision qui est le fruit de plusieurs années de mobilisation militante, mais aussi du déclin continu de la population carcérale de l'État.

La même tendance s'observe ailleurs, notamment dans l'État de New York, où le nombre de prisonniers n'a jamais été aussi faible depuis plusieurs décennies. En annonçant une série de fermetures, le gouverneur démocrate de l'époque, Andrew Cuomo, avait déclenché dans les zones reculées de l'État une levée de boucliers comparable à celle observée à Susanville, sur fond de craintes pour le marché de l'emploi.

Plus récemment, la nouvelle gouverneure de l'État de New York, Kathy Hochul, a fait savoir qu'elle prévoyait de fermer six prisons, s'attirant ainsi les foudres des élus républicains, qui prédisent qu'une telle décision se traduira par une envolée du chômage et de l'insécurité.

Dans la grand-rue de Susanville, une pancarte *“Save our rural communities”* [“Sauvez nos communes rurales”] accueille les clients venus prendre leur petit-déjeuner au Courthouse Café. La rue est un trait d'union entre le présent et le passé de la ville : à un bout se dressent les vieilles bâtisses du centre historique et, à l'autre, des

↓ À Susanville, près de la moitié de la population active travaille dans l'un des deux centres de détention.

↓ Mendy Schuster, la maire de la ville, le 1^{er} octobre 2021. Photos Max Whittaker/The New York Times



enseignes de restauration rapide et de grands magasins.

Kerri Cobb, courtière en prêts hypothécaires qui a organisé une collecte de fonds pour financer l'action en justice contre la fermeture de la prison, confie : «*On a la belle vie, ici. C'est pour ça qu'on se bat pour la garder. Ces structures [pénitentiaires] nous ont permis de nous développer. Aujourd'hui, ils nous tirent le tapis sous les pieds.*»

Par une soirée frisquette de fin d'automne, Kerri retrouve des élus et des agents pénitentiaires dans une pizzeria. Kerri fait les comptes : 7700 dollars [6800 euros] pour l'instant, essentiellement sous forme de petits dons.

Ils ont déjà obtenu une première victoire : un juge de la région a délivré une ordonnance provisoire suspendant le projet de fermeture, le temps que la procédure suive son cours devant les tribunaux.

Reste qu'en fin d'année dernière un panneau «*Cessation d'activité*» est apparu sur une des devantures de la grand-rue, celle du magasin Uptown Uniforms, qui vendait depuis des années des uniformes à la police et aux pompiers et des tenues de chantier aux ouvriers du BTP.

C'était la première manifestation visible des répercussions économiques que s'attendaient

à voir les habitants. Non loin d'Uptown Uniforms se trouve Morning Glory Dairy, une crèmerie séculaire qui vend ses produits à la prison – chaque année, Morning Glory Dairy écoule ainsi pour plusieurs centaines de milliers de dollars de lait, d'œufs ou de glaces.

Josh McKernan, 32 ans, l'a achetée voilà quelques années. Il pense que son affaire peut tenir le choc mais va réduire la voilure et pourrait avoir à se séparer de quelques employés.

L'histoire a commencé en 1963, au mois de juillet. Le gouverneur de Californie de l'époque, Edmund Brown, était venu à Susanville pour présenter, selon les termes d'un journaliste présent sur place, «*le nec plus ultra des établissements pénitentiaires à travers tous les États-Unis*».

Des élus mus par la curiosité avaient fait le déplacement depuis d'autres États de l'Ouest. Le gouverneur avait solennellement posé une pierre d'angle de ce qui s'appelait alors le California Conservation Center et s'était félicité de voir aboutir un «*projet d'avenir visant à faire des criminels et des délinquants des citoyens responsables*».

C'était bien avant l'époque de l'incarcération de masse, et la Californie pensait tenir là un nouveau concept permettant de

gérer les contrevenants à la loi : la rédemption par le travail et la reconnexion à la nature. Au milieu des bois et de l'air pur de la montagne, les détenus apprendraient à combattre les feux de forêt, à dompter les chevaux sauvages et à défricher les sentiers de randonnée. La métamorphose de Susanville était engagée.

Le durcissement des peines a envoyé un nombre démesuré de Noirs en prison. Susanville a prospéré.

«*Quand la prison a ouvert, il y a eu un vrai boom, se souvient Susan Couso, arrivée [à Susanville] enfant, en 1962. L'enthousiasme était général.*» Retraitée de l'enseignement, mariée à un ancien gardien de prison, elle se remémore : «*Il avait fallu construire des logements pour héberger les nouveaux employés et embaucher des enseignants, les commerces s'agrandissaient, tous les secteurs de l'économie étaient dans les starting-blocks.*»

Aujourd'hui, Susanville, chef-lieu du comté de Lassen, est une enclave républicaine dans un État acquis à la cause démocrate. À la présidentielle de 2020, 74 % des électeurs ont voté Trump et, plus récemment, 83 % d'entre eux, soit plus que dans n'importe

quel comté, ont réclamé la révocation de Gavin Newsom [lors du référendum organisé le 14 septembre 2001]. Le gouverneur de Californie a toutefois conservé son poste.

Sans surprise, la question de la fermeture de la prison s'est alors politisée. La plupart des élus de la ville y voient une volonté revancharde de la part de Gavin Newsom visant à les punir de voter à droite.

Susanville a prospéré ces dernières décennies, profitant de la hausse de la population carcérale, causée pour partie par un durcissement des peines infligées, en vertu notamment des *three-strike laws* [lois qui permettent de condamner les petits délinquants à perpétuité dès la troisième infraction], qui ont envoyé un nombre disproportionné de Noirs derrière les barreaux. La plupart des détenus ont été condamnés par des jurys et des juges de villes progressistes comme Los Angeles et San Francisco mais on les a envoyés purger leur peine dans des petites villes conservatrices comme Susanville.

La surpopulation carcérale avait atteint un niveau tel dans les prisons de l'État que la Cour suprême est intervenue en 2011 pour réclamer des mesures de délestage, estimant que les

manquements observés sur les plans médical, nutritionnel ou sanitaire constituaient une violation du huitième amendement de la Constitution, interdisant les peines «*cruelles et inhabituelles*».

Pas si riante. L'annonce de la fermeture des deux établissements pénitentiaires californiens a été saluée comme un tournant, l'aboutissement d'années d'infléchissement de la législation pénale et des efforts des procureurs progressistes visant à faire chuter le nombre d'incarcérations dans l'État. Les prisons californiennes hébergent moins de 100 000 détenus aujourd'hui. Elles en ont abrité jusqu'à 160 000.

Favorisé par la pandémie (des libérations anticipées ont été prescrites pour des milliers de détenus afin de contenir le virus) et par l'évolution de la législation pénale californienne ces dernières années, le recul de la population carcérale de l'État a permis à Gavin Newsom de tenir sa promesse et de commencer à fermer des prisons.

Brian Kaneda, un militant de Los Angeles qui a mis sur pied des campagnes en faveur des fermetures, estime que l'État a l'«*obligation éthique et morale*» d'aider les localités comme Susanville à investir dans de nouvelles

activités économiques pour pallier la disparition des prisons.

Si les salaires des agents pénitentiaires peuvent avoisiner les six chiffres dans certains cas, le travail peut être traumatisant, la violence guettant toujours au tournant. Randall Wagner, 72 ans, agent pénitentiaire de Susanville à la retraite, confirme: *“Ce sont des endroits totalement dysfonctionnels. Le grand public n’a aucune idée de ce qui s’y passe.”*

Richie Reseda a été incarcéré à Susanville de 2012 à 2013 pour vol. Devenu musicien et militant pour la justice sociale, il a écrit récemment [dans une tribune] qu’il comprenait la peur et la frustration des habitants de Susanville, ajoutant que *“l’État devrait aider les gens”* touchés par les fermetures de prisons à se reconstruire. Et l’ancien détenu de conclure: *“Susanville est décrite comme une ‘riante petite ville pénitentiaire’ qui a su créer un cadre bucolique pour ses habitants. Ce n’est pas l’expérience que j’en ai eue.”*

Exploitation. Lors d’une récente réunion à la pizzeria, des habitants se sont émus à plusieurs reprises d’une histoire qui circule sur les réseaux sociaux, selon laquelle Susanville serait une ville blanche qui se bat pour préserver une prospérité fondée en grande partie sur l’incarcération de personnes de couleur.

“Les gens nous ont collé cette étiquette de la ville blanche qui veut garder ses prisons, soupire Kerri Cobb. Alors que c’est juste une activité économique qu’on nous a proposée et qu’on a adoptée.”

Président du Lassen Community College de Susanville, Trevor Albertson fait partie des rares figures locales à trouver de bons côtés à la fermeture de la prison, même si l’activité de son établissement s’en ressentira: l’université va perdre près de 200 inscriptions, soit 15 % du total, avec la disparition des programmes qu’elle gérait au sein de la prison. Lors de ses conversations avec les élus locaux, voilà le message qu’il a tenu à leur délivrer: la ville devrait profiter de cette occasion pour se diversifier *“afin qu’on ne se contente pas d’aiguiller les gens vers les emplois pénitentiaires. Pourquoi est-ce qu’on n’y voit pas une chance?”*

—Tim Arango
Publié le 12 janvier

La fin du “couloir de la mort” de San Quentin

San Quentin est la seule prison de Californie à abriter des condamnés à mort. Aucun n’y a été exécuté depuis 2006. Le gouverneur démocrate de l’État a décidé d’en finir avec la peine capitale.

—San Francisco Chronicle
(extraits) San Francisco

La première exécution à la prison d’État de San Quentin a eu lieu en 1893. Une pendaison. Les lieux n’ont pas vraiment changé, la lourde façade de pierre, les épaisses grilles de fer et les tourelles d’imitation médiévale sont toujours là. C’est une des prisons les plus anciennes du pays, et c’est le seul endroit où la Californie a exécuté des prisonniers.

Enfin, après des décennies d’attente, l’annonce est tombée. L’État de Californie compte fermer son couloir de la mort. Depuis cette première pendaison de 1893, celle de Jose Gabriel, coupable d’un double meurtre, jusqu’à la mise à mort par injection létale, suspendue à la dernière minute, du violeur et assassin Michael Morales en 2006, la question de la peine capitale s’est trouvée au cœur d’un débat acharné dans l’État de Californie.

Et ce n’est pas d’en faire disparaître l’une des causes qui y mettra un terme. *“C’est comme si les victimes n’avaient plus voix au chapitre”,* s’indigne Jan Miller, dont la fille, Veronica Perotti, a été assassinée en 1984, ce qui l’a poussée à fonder, avec d’autres, l’association Citizens Against Homicide [“Citoyens contre les homicides”]. *“Les gens au pouvoir, le gouverneur, ça leur est égal que ces blessures restent pour toujours.”*

Le gouverneur démocrate, Gavin Newsom, en annonçant fin janvier son intention de démanteler le couloir de la mort, a réitéré ce qu’il avait dit en 2019 lorsqu’il avait prononcé un moratoire sur les exécutions. Il est *“immoral”* de donner la mort aux gens, a-t-il affirmé, et en l’absence d’exécutions, il doit y avoir un moyen de

permettre aux condamnés de travailler et de pouvoir indemniser leurs victimes. *“Le problème de San Quentin, c’est qu’il n’y a pas beaucoup de place pour la réinsertion, a ajouté Newsom, cette mesure devrait offrir davantage d’espace pour renforcer les programmes. C’est dans cette voie que nous souhaitons nous engager.”*

Une décision qu’il était temps de prendre, pour William Drummond, professeur de journalisme à l’université de Californie à Berkeley. Depuis 2012, il emmène ses étudiants dans l’enceinte de la prison pour travailler avec les détenus sur le journal de San Quentin. Le couloir de la mort, dit-il, *“est tristement célèbre au sens le plus pur du terme. Il s’agit essentiellement d’une opération très onéreuse de mise à l’écart des condamnés.”*

L’État de Californie économiserait 150 millions de dollars par an en fermant le couloir.

À San Quentin, un prisonnier moyen coûte environ 57 000 dollars par an à l’État, explique Drummond. Les détenus du couloir de la mort, incarcérés seuls dans leur cellule et objet d’une surveillance de chaque instant, coûtent plus du double. Selon plusieurs estimations, l’État économiserait environ 150 millions de dollars par an [137 millions d’euros] s’il fermait le couloir de la mort. Et conduire les 13 prisonniers qui ont été exécutés depuis 1992 du tribunal jusqu’à la salle d’exécution a représenté plus de 1 million de dollars en frais juridiques pour chacun d’eux. En Californie, *“il est plus probable de mourir de cause naturelle ou de se suicider que d’être exécuté,*

commente Drummond. *C’est du gaspillage, en matière de ressources.”*

Si des tribunaux californiens prononcent encore des condamnations à mort, ce n’est le cas ni à San Francisco ni à Los Angeles, où les procureurs refusent de réclamer la peine capitale. Dans les deux ans qui viennent, le département de l’administration pénitentiaire et de la réinsertion de Californie prévoit de transférer les 557 prisonniers condamnés encore à San Quentin – ainsi que les 13 occupantes de la version féminine du couloir de la mort, au centre pénitentiaire pour femmes de Californie, à Chowchilla – vers d’autres établissements.

Michael Morales, qui, en 2006, a vu son exécution annulée par les autorités de San Quentin deux heures avant l’échéance, compte parmi ceux qui ont droit à une nouvelle vie loin du couloir de la mort. Ses avocats avaient affirmé qu’il risquait de souffrir dans ses derniers instants à cause du cocktail des trois drogues utilisées pour l’injection mortelle, ce qu’un juge avait ensuite admis. Depuis, la peine capitale n’est plus appliquée en Californie.

La corde et le gaz. Quand Gavin Newsom, le gouverneur, a imposé son moratoire, Brian Chalk, le frère de la victime de Morales, a expliqué qu’il s’estimait floué par la justice. Il tient à assister au dernier soupir de l’homme qui, à Lodi en 1981, a violé et battu à mort sa sœur de 17 ans. Ce qui lui sera désormais impossible, regrette-t-il: *“Les gars qui sont là-bas, dans le couloir de la mort, il faut en finir avec eux. Il le faut. Morales doit payer – il doit être envoyé ad patres.”*

Surplombant la baie de San Francisco, San Quentin a été bâtie en 1852. Le premier condamné y a été pendu peu après l’adoption d’une loi de l’État exigeant que les exécutions se déroulent dans les pénitenciers, et elles se sont déroulées à la fois à la prison d’État de San Quentin et dans celle de Folsom jusqu’en 1937. Cette même

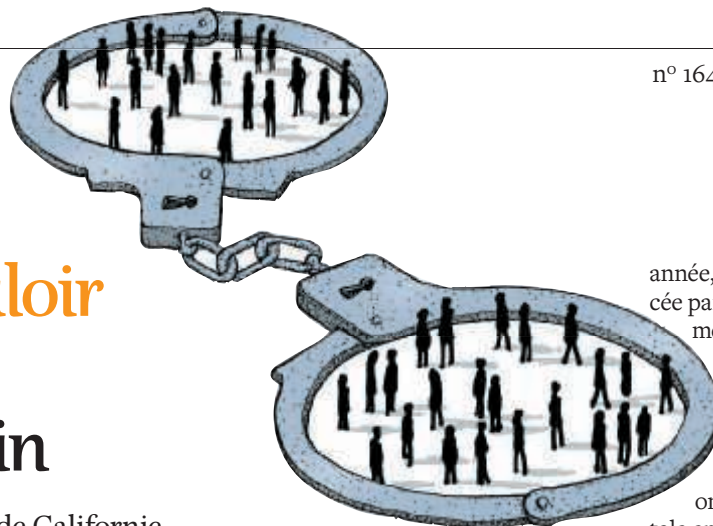
année, la pendaison a été remplacée par la chambre à gaz comme méthode d’exécution. Environ 215 détenus ont été pendus à San Quentin, et 194 ont été gazés jusqu’en 1967, quand des décisions de l’État et de la Cour suprême ont suspendu la peine capitale en Californie.

“Célébrités”. Une succession d’amendements et de décisions de justice ont réduit la chambre à gaz à l’inactivité jusqu’en 1992, date à laquelle les exécutions ont repris avec celle de Robert Alton Harris, coupable d’un double meurtre. Cette mise à mort dans la chambre à gaz a été suivie de celle de David Mason, auteur de plusieurs meurtres, en 1993, tandis que pour les 11 autres exécutions qui ont eu lieu depuis, il a été procédé à des injections létales. Le couloir de la mort de San Quentin a compté jusqu’à 800 condamnés avant que le moratoire de Gavin Newsom n’aboutisse au transfert de plus d’une centaine d’entre eux vers d’autres établissements.

Certains des tueurs les plus célèbres de l’histoire de la Californie ont séjourné dans le couloir de la mort, mais tous n’y ont pas fini leurs jours. La peine de Charles Manson a été commuée en prison à vie en 1972 [il est mort en 2017 dans la prison de Bakersfield]. Scott Peterson, qui a tué sa femme et leur bébé à naître, a récemment vu sa peine commuée en emprisonnement à perpétuité. Quant au sinistre “Night Stalker” [“Traqueur de la nuit”] Richard Ramirez, il est décédé de cause naturelle en 2013.

Le couloir de la mort est encore occupé par Richard Allen Davis, qui a enlevé et tué Polly Klaas, 12 ans, en 1993, et Wesley Shermantine, le “Speed Freak Killer” [“Monstre tueur sous speed”], qui a semé des cadavres dans la Central Valley californienne dans les années 1980 et 1990. Ils mourront sans doute de leur belle mort. Et l’universitaire William Drummond de conclure: *“Même s’ils décidaient demain d’exécuter quelqu’un, vous imaginez toute la formation qui serait nécessaire pour s’y préparer ? Ils n’ont exécuté personne depuis 2006, et personne ne sait plus comment suivre la procédure.”*

—Kevin Fagan
Publié le 31 janvier



← Dessin de Vlahovic, Serbie.

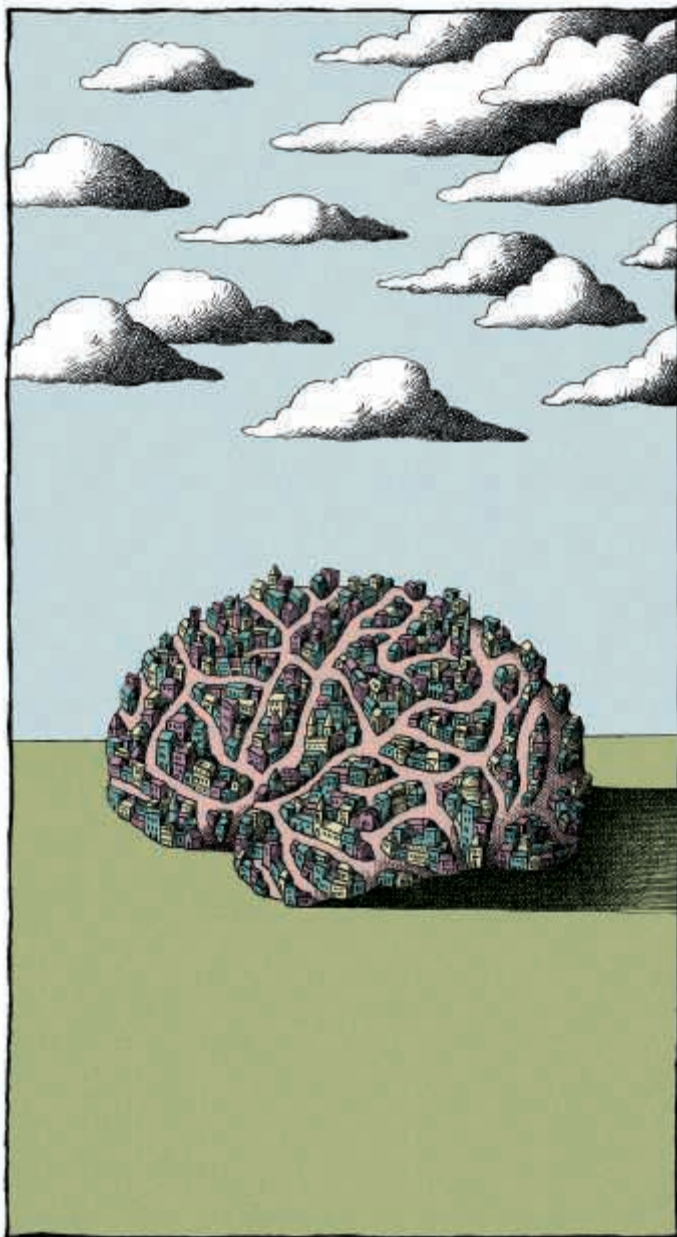


europe

Royaume-Uni.

La belle histoire du village sauvé par ses habitants

Délaissé par les pouvoirs publics, frappé par l'exode rural et le vieillissement de sa population, Trawden, dans le nord de l'Angleterre, semblait voué au déclin. C'était compter sans la volonté à toute épreuve des résidents.



—The Sunday Telegraph
Londres

Nous avons toujours été plus ou moins coupés du monde”, lance Sara Swann, les joues rosies, sur le parking devant la bibliothèque et le magasin de Trawden. Accroché à un mât, l'Union Jack est détrempe par l'inévitable pluie venue de la chaîne des Pennines. Ici le réseau téléphonique est aléatoire et, jusqu'à la fin des années 1960, pour regarder la télévision il fallait payer un abonnement toutes les semaines à un ingénieur local. Ce dernier avait eu la bonne idée d'installer une énorme antenne sur le terrain de loisirs et tirait des câbles à travers les rues étroites et escarpées du village.

Si le monde extérieur ne s'intéressait pas beaucoup à Trawden, c'était réciproque. Sara Swann, 71 ans, vit à Trawden depuis quarante-cinq ans et elle a beau y avoir élevé sa famille, elle n'est toujours pas considérée comme une enfant du pays. À la frontière entre le Lancashire et le Yorkshire, cet avant-poste s'est toujours satisfait de son splendeur isolément, et est fier de ses titres de gloire, aussi rares que modestes : Charlotte Brontë, la célèbre romancière du XIX^e siècle, vivait à proximité, et s'est inspirée du manoir Wycoller Hall, dans la vallée voisine, pour la demeure de Rochester et Jane dans le roman *Jane Eyre*.

Autogestion. Pourtant, ce village sans prétention et oublié se retrouve aujourd'hui célèbre, et est devenu le porte-drapeau d'un mouvement qui pourrait bien changer la vie rurale à jamais. La bibliothèque, le magasin, le centre social situé à côté et le pub victorien situé de l'autre côté de la route sont désormais détenus et gérés par ses 1 919 habitants, un modèle de vie locale coopérative, source d'inspiration et d'espoir pour les villages vidés par l'exode rural.

Steven Wilcock, 67 ans, est le père fondateur de cette initiative extraordinaire. Il se souvient du temps où le village était une communauté florissante qui vivait de la confection textile. *“J'avais l'habitude d'apporter des plateaux de sandwiches de l'épicerie de mon père aux ouvriers à l'heure du déjeuner, raconte-t-il, devant un café au*

lait dans la bibliothèque. *Le bruit des machines était assourdissant. Je l'entends encore aujourd'hui. Avant la guerre, Trawden comptait 70 entreprises locales, dont quatre épiceries, une mercerie et trois fabricants de souliers.”*

Il restait 10 commerces en activité lorsque Sara Swann s'est installée à Trawden au milieu des années 1970, au moment où les derniers ateliers de confection fermaient. Puis, un par un, les commerces ont mis la clé sous la porte. *“C'était vraiment déprimant.”* Lorsque les trois maisons ouvrières défraîchies en face du pub ont été démolies pour faire place à un centre social et une bibliothèque, les autorités locales ont voulu croire au renouveau de Trawden.

“Il y a toujours eu ici une vraie vie de village. Pas comme ces endroits cuculs du Yorkshire.”

Sara Swann,
RÉSIDENTE DE 71 ANS

Mais les tristes préfabriqués des années 1970 à toit plat ont rapidement commencé à se délabrer, et en 2014 les pouvoirs publics ont annoncé leur intention de fermer le centre social. Dans la bibliothèque voisine, gérée par le conseil du comté, des seaux avaient été installés pour les fuites d'eau, et elle n'aurait plus que quatre heures par semaine. Le seul magasin encore ouvert, une petite épicerie de quartier, a fermé ses portes et le Trawden Arms – le dernier des trois pubs encore debout – a été mis en vente, apparemment destiné, comme les autres, à une reconversion résidentielle.

Une population vieillissante, un désintérêt des autorités locales et un sous-financement régional : le déclin de Trawden a suivi un schéma qui se répète dans les zones rurales du pays et du reste du monde. Les sentiments d'impuissance et de résignation sont les réactions les plus répandues. Les gens renoncent et prennent la voiture pour aller dans les grandes villes, faire leurs courses et s'amuser. À moins qu'ils soient des habitants de Trawden. *“Des idées qui ne se concrétisent pas restent des rêves”,* peut-on lire sur une pancarte soigneusement

peinte à la main derrière la caisse du magasin coopératif.

“Il y a toujours eu ici une vraie vie de village, explique Sara Swann. Pas comme ces endroits cuculs du Yorkshire de l'autre côté”, dit-elle en désignant avec dédain la vaste et morne colline qui surplombe le village. Quand les commerces et les usines ont fermé, les villageois, faisant preuve de cette débrouillardise qui a toujours été la marque de fabrique de Trawden, se sont reconvertis et ont trouvé un emploi dans le coin.

Épreuve kafkaïenne. Steven Wilcock est l'incarnation de la détermination tranquille du village. Sa famille est installée ici depuis trois générations; lui et sa femme, Jane, vivent dans l'une des anciennes maisons ouvrières construites pour les travailleurs des ateliers textile. Lorsqu'il était enfant, ses parents se rendaient toujours au centre social – *“les théés dansants, les parties de cartes, les banquets”* – et, en 2014, lorsque les autorités locales ont proposé aux habitants de l'acheter pour 1 livre, il a rapidement réussi à convaincre ses collègues du conseil municipal.

Les deux années de travaux de rénovation ont été financées grâce aux collectes de fonds, et Trawden a fait ses premiers pas dans les arcanes des subventions rurales. Aujourd'hui, le centre communautaire flambant neuf avec ses portes automatiques classieuses accueille toutes sortes de rencontres, d'ateliers et d'événements : tai-chi, club “tricot et papotage”, scouts, guides, funérailles laïques. Ce premier succès était une source d'inspiration pour la suite. Mais il a créé l'illusion que tout passerait comme une lettre à la poste. Une illusion horriblement trompeuse.

La deuxième phase, l'acquisition par les habitants de l'ancienne bibliothèque et d'un centre de protection maternelle et infantile qui avait depuis longtemps fermé ses portes, s'est transformée en épreuve kafkaïenne. Trois ans de réunions avec des fonctionnaires intransigeants du conseil du comté de Lancashire, à Preston, à 50 kilomètres de là, ont failli faire craquer Wilcock.

Le comté espérait sans doute vendre le terrain à des promoteurs, c'est ce que soupçonnaient les habitants de Trawden. Il a



finalement accepté de louer la propriété à la fondation du village mise en place par Wilcock dans le cadre d'un "transfert d'actifs communautaires", sans qu'aucune somme d'argent change de mains. Le jour de la remise des clés, les fonctionnaires du comté n'ont même pas pu trouver les clés.

C'était en 2017, et plusieurs années plus tard la bibliothèque, entièrement reconstruite et gérée par la communauté, est équipée de panneaux solaires sur le toit et d'une pompe à chaleur géothermique : les fruits d'un programme de rénovation de 350 000 livres [415 000 euros] largement financé par des demandes de subventions astucieuses.

"Nous souhaitons que le lieu soit différent et pas juste un magasin de proximité."

Jane Rushton,
RÉSIDENTE DE 65 ANS

L'ancien centre de santé situé à côté est devenu le magasin du village, pas très grand mais étonnamment bien approvisionné. "Il fallait que le lieu soit différent", explique Jane Rushton, 65 ans, devant la station de vrac du magasin, où les habitants viennent avec leurs propres bocaux, bouteilles et sacs pour acheter la majorité des produits, des haricots mungo au produit WC. "Il ne fallait pas que ce soit uniquement un magasin de proximité, car le précédent avait fait faillite."

Jane Rushton fait partie des quelque 120 bénévoles qui travaillent au magasin et au centre social pour quelques heures.

La plupart des clients viennent acheter des "canettes, des chips et des bombons", mais la richesse des produits proposés en rayons – 30 sortes de bières artisanales différentes, des torchons cousus à la main, du pain aux graines de chia maison – fait que des clients des environs font des kilomètres pour venir ici.

Le magasin propose certes un choix assez original de produits, mais ça marche. Ça marche même très bien. Le magasin communautaire rapporte un demi-million de livres par an, et il fait tellement de profit que c'est désormais une entité distincte de la fondation. Et l'association a désormais deux salariés, Molly Ralphson, 47 ans, fille de Sara Swann, qui gère les plannings des bénévoles, et un agent de proximité qui fait ses tournées en camion électrique, livre des repas aux personnes les plus fragiles du village et les emmène en sortie.

Nous sommes lundi et c'est le jour du postier. Mike Pace, 66 ans, s'installe pendant quatre heures dans la bibliothèque, paye les retraites et pèse les colis. "À dire vrai, la plupart des gens viennent juste ici pour bavarder", dit-il. Et pourtant, en une matinée, il a vendu 2 000 timbres. Le magasin et la bibliothèque ne désespèrent pas : dix heures par jour, du lundi au samedi, et une demi-journée le dimanche.

Mais les vicissitudes économiques liées à la pandémie ont tout de même eu pour conséquence de confronter les habitants Trawden à un défi de taille. En mai 2021, le couple qui possédait et gérait le Trawden Arms a annoncé qu'il voulait vendre. Le village avait déjà enregistré

le dernier pub comme un "bien protégé à titre communautaire", ce qui leur donnait la possibilité de l'acheter en tant que coopérative. Mais, pour la première fois, les habitants de Trawden – de leur propre aveu plutôt radins – devaient mettre la main à la poche. "Il fallait trouver 450 000 livres [530 000 euros] avant la fin du mois d'octobre, explique Jack Holland, 29 ans, le plus jeune membre du comité de direction qui s'est occupé du rachat. Pour être honnête, ça nous paraissait impossible."

Contre toute attente, malgré sa maigre population, Trawden a réussi à mettre en place une équipe de spécialistes en finance, informatique et communication, qui se sont réunis sur Zoom toutes les semaines pendant quatre mois. Les progrès du financement étaient enregistrés sur un panneau géant en forme de thermomètre accroché devant le pub. L'ancien patron d'un pub de Trawden désormais installé en Floride et âgé de 95 ans leur a envoyé 200 dollars en liquide par la poste. Un type inconnu au village est venu de Londres en minivan pour leur remettre une enveloppe de 150 livres.

"Il fallait trouver 450 000 livres avant la fin octobre. Ça nous paraissait impossible."

Jack Holland,
RÉSIDENT DE 29 ANS

L'objectif a été atteint alors qu'il ne restait plus que quelques jours grâce à un petit coup de pression. "Ce n'était pas du chantage, assure Dave Webber, 53 ans, à la tête du comité de pilotage du projet. Enfin presque. Nous avons dit : 'N'oubliez pas que si le pub ferme définitivement, la valeur de vos maisons va chuter.' Ce genre de choses."

Parmi les entreprises locales dont le sort était lié à celui du pub, il y avait les quelques Bed and Breakfast, dont les clients n'auraient nulle part où aller pour sortir manger et boire un verre en cas de disparition du pub. "En fin de compte, je pense quand même que peu d'endroits auraient pu réussir ce genre de chose, dit Jack Holland, qui s'écroule sur le sofa de la bibliothèque après une séance de course dans les collines. Il y a environ 600 foyers à Trawden, et 400 d'entre eux ont au moins

déboursé 500 livres." Avec sa hauteur sous plafond et ses grandes pièces chaleureuses, le Trawden Arms conserve l'ambiance du pub victorien qu'il était quand le tram s'arrêtait encore à l'extérieur. Les nouveaux propriétaires, Adam Young et Jo Stafford, préparent les activités de l'après-midi : un cours de tressage d'osier, suivi d'une soirée de musique folklorique. "[Les habitants] ne voulaient pas que ce soit simplement un pub, dit Jo Stafford. Il n'était déjà pas rentable quand il l'était." Le couple a passé plusieurs séries d'entretiens avec le comité directeur, qui a été séduit par ses propositions inclusives et créatives.

Ce n'est que le début, mais le couple a été surpris par l'enthousiasme des habitants. En novembre, lors de la tempête Arwen, le village a été privé d'électricité, de téléphone et d'eau, et le pub était rempli de familles venues s'y réfugier.

Source d'inspiration. Personne à Trawden n'a envie de passer à une étape supérieure, même si certains pensent qu'une brasserie gérée par la communauté pour approvisionner à la fois le pub et le magasin pourrait être une bonne idée. "Je pense que nous avons assez à faire pour l'instant", déclare Steven Wilcock. Mais en tant qu'exemple à suivre pour les autres communautés rurales abandonnées, la mission de Trawden est déjà accomplie. La Fondation Plunkett note que deux localités écossaises se sont inspirées du succès du village.

De nombreux autres établissements ont pris contact avec la fondation, le confinement ayant servi de catalyseur. Les demandes de pubs communautaires ont doublé l'année dernière, et plus de 200 villages sont désormais concernés.

Originaire du sud de l'Angleterre, Jack Holland se lève de son siège dans la bibliothèque. "Il y a douze mois, si quelqu'un m'avait dit que j'irais gravir des collines en courant pour le plaisir, je lui aurais ri au nez. Derrière lui, les lumières du Trawden Arms sont engageantes. Mais quand on vient ici et qu'on voit tous ces gens de tous âges qui s'en donnent à cœur joie, c'est difficile de résister."

— **Tim Moore**
Publié le 8 janvier

Bienvenue dans la république populaire de Trawden

●●● "La république populaire de Trawden, comme on pourrait l'appeler", a attiré l'attention d'un autre grand journal du dimanche, en ce début de printemps. Dimanche 10 avril, l'hebdomadaire **The Sunday Times** a sacré ce village du nord-ouest de l'Angleterre "meilleur endroit où vivre". "Tout ici est fait par les locaux pour les locaux, et c'est un triomphe", s'enthousiasme la publication londonienne, qui dresse chaque année une liste des communes les plus agréables du pays. Le petit village trône le haut du classement de 2022 aux côtés, entre autres, de la ville de Norwich, arrivée première dans l'est de l'Angleterre, et de Crystal Palace, ville lauréate dans la région du Grand Londres.

"L'esprit d'entraide et de communauté constitue le critère le plus important, explique *The Sunday Times*. Viennent ensuite les prix de l'immobilier, la santé des petits commerces et la qualité de la connexion Internet – reflet des changements de priorités à l'heure du télétravail de masse." Autant dire que Trawden coche toutes les cases. Y compris celles liées à la qualité des écoles, jugée "bonne", et à la proximité des grands centres urbains – les villes de Manchester et Halifax sont situées à une heure de route seulement. "Ce que les habitants ont réussi à bâtir ici, conclut le journaliste Tim Palmer, à l'issue d'une journée sur place, est tout simplement exceptionnel."

à la une



L'ÉLECTION VUE PAR LA PRESSE ÉTRANGÈRE.

LA PEUR DU GRAND BASCULEMENT

← Dessin de Mohr, Allemagne.



Avec quelle France le reste du monde parlera-t-il? Et dans quelles conditions? Quelques jours avant le second tour, la presse internationale s'interroge sur les conséquences de la victoire d'Emmanuel Macron ou de Marine Le Pen à la présidentielle. Pour l'Europe, la question est vitale, vu le poids de l'Hexagone dans l'Union. Ailleurs, la perspective d'une victoire de la candidate du Rassemblement national fait trembler les institutions internationales. Sur le plan intérieur, les deux projets dessinent une France bien différente.

L'Europe croise les doigts pour son champion

Une victoire de Marine Le Pen bouleverserait l'Union européenne, estime ce quotidien espagnol. Celle d'Emmanuel Macron contribuerait à asseoir le leadership européen du président français.

— **El Mundo** (extraits) Madrid

En 2017, l'Europe a passé neuf mois à retenir son souffle. L'année avait commencé par l'investiture de Donald Trump, et il était presque impossible de croiser à Bruxelles un diplomate, un analyste ou un haut fonctionnaire un tant soit peu optimiste. Après les résultats du référendum du Brexit, de celui des Pays-Bas sur l'Accord d'association avec l'Ukraine, de celui de la Hongrie ou de la consultation-suicide qui a coûté sa carrière à Matteo Renzi en Italie, l'heure était à la morosité.

Tout ce qui avait trait à l'Europe se terminait mal et le continent jouait son propre avenir sur trois dates essentielles : les élections aux Pays-Bas, en France et en Allemagne. On avait le sentiment, rationnel ou non, qu'au moins l'une de ces trois échéances allait se terminer par un accident ou un malheur. Cela n'a pas été le cas. L'extrême droite eurosceptique et europhobe, celle de Wilders, de Le Pen ou de l'AfD (Alternative für Deutschland), a réussi à fixer les termes du débat, à peser sur l'ordre du jour, à pousser tous les partis à durcir le ton, elle a grandi et a acquis une représentation massive, mais elle n'est pas arrivée au pouvoir.

Des politiques, des idées, des coalitions europhiles l'ont emporté, et une vague inattendue a déferlé. Les Vingt-Sept ne se sont pas divisés dans la négociation avec le Royaume-Uni, bien au contraire. Les voix les plus illibérales ont renoncé à leur discours de rupture, et même si l'Union européenne (UE) n'a pas entrepris les réformes dont elle avait besoin, elle a ignoré les débats qui la divisaient et elle a voulu croire que le pire était passé.

Le monde de 2022 est tout autre. En France, la précédente campagne présidentielle avait été marquée par la nervosité, la peur, l'inquiétude constante. Le jeune Emmanuel Macron était le favori, mais les Le Pen frappaient à la porte de l'Élysée depuis deux décennies. La victoire de la candidate de ce qui était encore le Front national était impensable, mais pas impossible. Bruxelles était sur des charbons ardents, avec un œil toujours sur Berlin, et quand Macron s'est

imposé et qu'il a fêté les résultats du second tour devant la pyramide du Louvre, enveloppé dans le drapeau bleu étoilé et avec l'hymne européen en fond, le soulagement a été indescriptible.

Dans la campagne de 2022, l'enjeu est le même, mais le processus a été différent. Aujourd'hui, dans l'UE, il coexiste des visions très différentes sur les valeurs, les règles, les idéologies et les aspirations. Il y a des États membres libéraux, d'autres pris dans des dérives autoritaires, certains sont partisans d'une plus grande intégration, d'autres veulent moins d'Europe, des voix s'élèvent pour réclamer un élargissement immédiat, d'autres encore ne l'accepteront pas avant au moins une génération. Mais l'histoire enseigne qu'il n'est pas impossible de concilier ce qui, vu de l'extérieur, paraissait inconciliable.

Cela dit, cette campagne électorale française a beau revêtir une grande importance, personne n'y prête guère attention. Tous les regards de l'Europe, et d'une bonne partie du reste du monde, sont tournés vers l'Ukraine. Les sondages étaient si favorables au président sortant que cette élection est passée à l'arrière-plan, voire a été considérée comme une simple formalité.

Sueurs froides. À Bruxelles, tout le monde parlait du principe que Macron allait gagner, et depuis janvier, quand la France a pris la présidence tournante du Conseil de l'UE, les seules discussions portaient sur la question de savoir qui serait l'adversaire battu sans difficulté au second tour. Et puis tout a changé. Soudain, les sueurs froides sont revenues. On n'en est plus à se dire que Macron pourrait avoir affaire à forte partie : Le Pen, naguère tenue pour quantité négligeable comme le phénomène Zemmour, pourrait même l'emporter.

Les élections françaises ont toujours une importance capitale dans l'Union. Quand Paris éternue, l'Europe s'enrhume. Une victoire de Le Pen serait un changement sans précédent, et pour cela il n'y a pas de parachute. Marine Le Pen a souvent dit qu'elle ne croyait pas en l'UE, mais en une "Europe des nations".

Que la Hongrie soutienne Le Pen, c'est une chose. Que la Pologne ou la Slovaquie

sympathisent avec sa vision du monde, ou que des dizaines de députés européens en fassent la promotion, passe encore. Mais que l'une des locomotives de l'intégration s'arrête, voire commence à rebrousser chemin, et, même sur un programme minimaliste, les effets seront considérables.

Quand Macron a conquis l'Élysée en 2017, il était porté par une vague enthousiaste, qui contrastait avec le cynisme, la résignation ou le calme de ses partenaires, à commencer par l'Allemagne. À l'instar de tout président français, il voulait refonder, transformer, révolutionner, mais il a eu tôt fait de comprendre qu'en Europe les choses ne fonctionnaient pas ainsi.

Que l'une des locomotives de l'intégration européenne s'arrête, et les effets seront considérables.

Il avait des idées, un message, mais pas d'audience pour l'écouter ou le suivre. Au cours de la dernière année de son mandat, il s'est positionné comme le personnage principal, il était de tous les combats, de toutes les fêtes, à toutes les tables. Il propose, il propose et propose encore, mais souvent sans comprendre ou respecter les intérêts et les préférences de ses interlocuteurs. Mais, aujourd'hui, la conjoncture pourrait lui être favorable. L'Allemagne reste réticente, lente.

Olaf Scholz est dépassé par la situation, du fait notamment de sa dépendance énergétique. Mais une transformation de l'Europe est à l'œuvre : on parle de sa naissance géopolitique, d'une Union de la défense, on pourrait faire ce qu'on ajournait depuis des décennies. Et là, Macron, qui a lancé son ordre du jour à la Sorbonne il y a cinq ans, se sent à l'aise.

“D'une manière générale, la politique étrangère n'a jamais été l'un des principaux enjeux des campagnes présidentielles françaises, explique Tara Varma, responsable du bureau parisien de l'European Council on Foreign Relations. Mais depuis le mois d'août, nous avons assisté à la retraite d'Afghanistan, au pacte Aukus [entre l'Australie, les États-Unis et le Royaume-Uni], qui s'est soldé par un camouflet pour la France, aux événements au Mali, à l'expulsion de l'ambassadeur français à Bamako en février 2022, et bien sûr à la guerre en Ukraine.”

Quand Macron a accédé à la présidence, les puissances européennes étaient dispersées, à cause d'élections ou de la montée du populisme. Elles formaient des gouvernements ou les défaisaient, avec des coalitions impossibles (Italie) ou des motions de censure (Espagne). Plus maintenant. La fenêtre de tir est peut-être étroite, mais elle est exceptionnelle, avec des attentes de la population, une stabilité politique et une unité raisonnable face à des défis ou des ennemis extérieurs évidents. C'est maintenant ou jamais.

— **Pablo R. Suanzes**
Publié le 10 avril

→ *Course dans les sondages. Sur la monture de Le Pen : nationalisme. Sur celle de Macron : mondialisme. Dessin de Paresh Nath, Inde.*

SOURCE

EL MUNDO

Madrid, Espagne
Quotidien

elmundo.es

Fondé en 1989,

“Le Monde” a toujours revendiqué le modèle du journalisme

d'investigation

à l'américaine, bien

qu'il ait parfois tendance à privilégier le sensationnalisme,

au détriment du sérieux des informations.

De tendance

conservatrice,

El Mundo a acquis sa

réputation en révélant

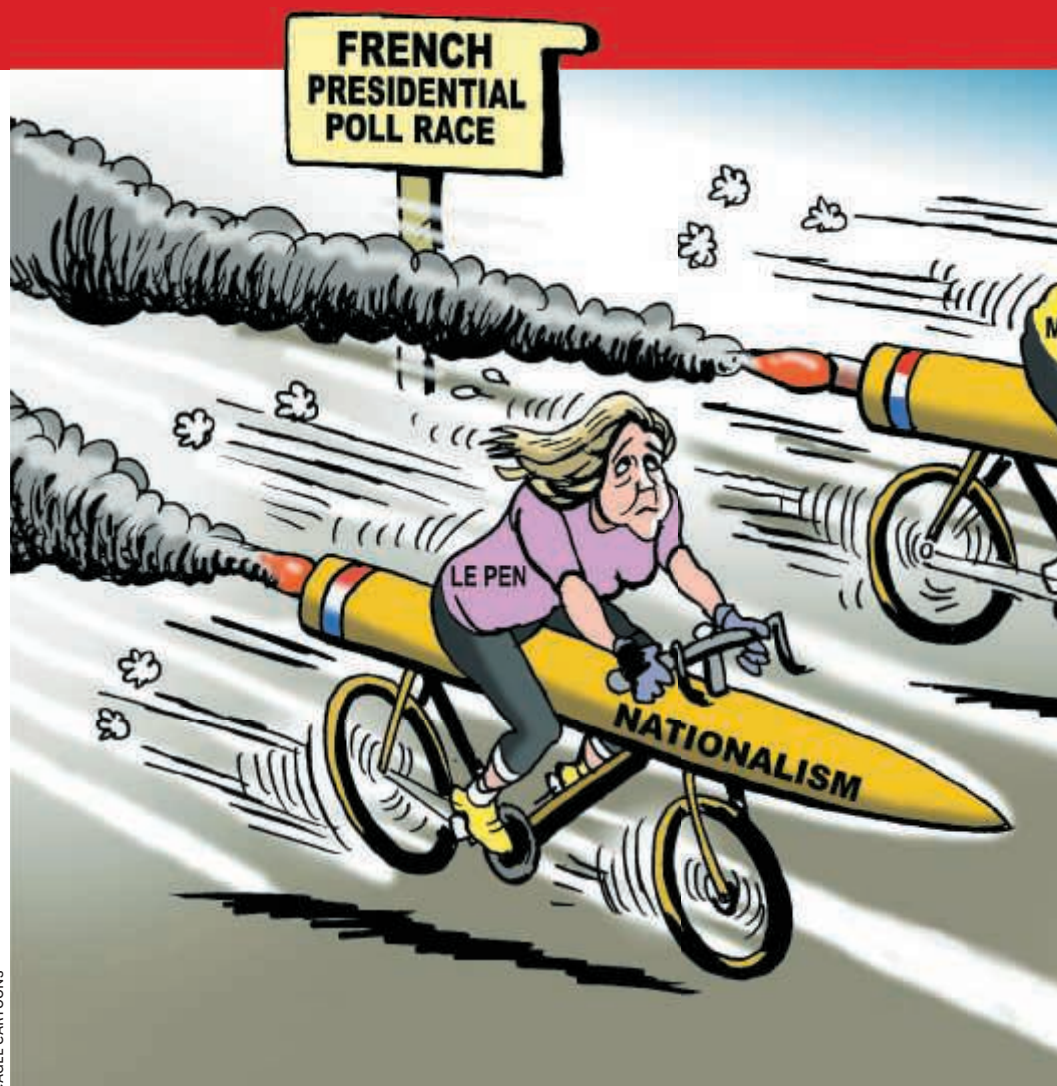
tous les scandales

des dernières années

de gouvernement

de Felipe González

(1993-1996).



CAGLE CARTOONS

Le Pen fait trembler les institutions internationales

L'élection de Marine Le Pen donnerait à l'Union européenne une tout autre direction et affaiblirait significativement l'Otan.

La conférence de presse donnée le mercredi 13 avril par Marine Le Pen était scrutée avec attention par les titres de la presse étrangère. Pour ces derniers, l'arrivée de la candidate du Rassemblement national à l'Élysée – “improbable, mais pas impossible” – serait lourde de conséquences sur la scène internationale. “Potentiellement, la France pourrait élire une présidente qui souhaite sortir du commandement intégré de l'Otan, se débarrasser de quantité de directives européennes et restaurer les relations avec le président russe, Vladimir Poutine”, écrit le **Financial Times**. Ce programme, augurant un violent changement de cap en matière de politique extérieure, fait office d'épouvantail pour les partenaires de la France.

Le quotidien financier de Londres relève les mots du ministre des Affaires étrangères

luxembourgeois, Jean Asselborn : avec l'accession de Marine Le Pen à la présidence française, “ce ne serait pas seulement un bouleversement en Europe, en tant que projet de valeurs et projet de paix, mais cela nous placerait totalement, dans l'essence même de l'Union européenne, sur une autre voie”. Certains observateurs prédisent que l'Union européenne serait privée de son moteur, le couple franco-allemand, auquel se substituerait l’“Europe des nations” prônée par Marine Le Pen.

Les craintes sont les mêmes du côté de l'Otan. “Cela affaiblirait l'Alliance de façon très significative”, estime le *Financial Times*, poursuivant : “La France, qui a rejoint le commandement intégré sous la présidence de Nicolas Sarkozy en 2009, est la troisième puissance de l'Otan en matière de forces militaires – la quatrième par son budget de la Défense – et la première de l'Union européenne.”



L'Israël et l'Iran, un autre terrain de désaccord

Emmanuel Macron a su entretenir d'«excellentes» relations avec Israël. Et il est plus intransigent sur l'Iran que la candidate d'extrême droite, estiment des experts interrogés par ce quotidien israélien.

—Ha'Aretz (extraits) Tel-Aviv

Les relations entre Jérusalem et Paris ont été «excellentes» sous le quinquennat de Macron, assure Daniel Shek, ex-ambassadeur d'Israël à Paris et ancien porte-parole du ministère des Affaires étrangères israélien. Il évoque de nombreux partenariats dans les sciences, l'éducation, la médecine et la culture, qui se sont développés depuis l'arrivée au pouvoir de Macron en 2017. Le président, note-t-il, a également exprimé son admiration pour Israël en tant que «start-up nation». Sur la question israélo-palestinienne, la France et Israël restent en désaccord : Macron, comme tous les présidents français depuis quelques décennies, est partisan d'une solution à deux États et condamne les colonies israéliennes. Mais dans le même temps, assure Daniel Shek, le locataire de l'Élysée s'est élevé au début de l'année contre le rapport d'Amnesty International qui qualifie Israël d'État d'apartheid.

Pour ce qui est de l'Iran, la position de Macron est plus ferme que celle des États-Unis sur certaines questions actuellement négociées à Vienne dans le cadre des pourparlers sur le nucléaire iranien, du moins verbalement. Le ministère des Affaires étrangères iranien a même qualifié la France de «bad cop» [«mauvais flic»] des négociations sur le nucléaire, après que le ministre des Affaires étrangères français, Jean-Yves Le Drian, s'est plaint en janvier que le rythme des pourparlers était «trop lent». Malgré cette intransigence affichée, Daniel Shek estime que, lorsqu'un accord sera conclu, à supposer qu'il le soit un jour, la France devra s'aligner sur les positions des États-Unis et de l'Union européenne.

Georges Malbrunot, journaliste spécialiste du Moyen-Orient au Figaro, estime que la politique moyen-orientale de Macron est «hyperactive mais stérile». D'une manière générale, au dire de Malbrunot, la question israélo-palestinienne est moins une priorité pour la France qu'elle ne l'était au cours des précédentes décennies. Il fait valoir que les vagues d'attentats terroristes qui ont frappé la France au fil des ans ont transformé l'opinion publique française. Celle-ci a maintenant tendance à s'identifier plus aux Israéliens qu'aux Palestiniens. La montée du terrorisme en France a aussi conduit à une coopération plus importante entre les services de sécurité et de renseignements israéliens et français, et a amené la France à apprécier les compétences d'Israël en matière de lutte antiterroriste.

Si Macron était réélu, ces tendances se poursuivraient et s'accroîtraient probablement, malgré les désaccords [ou incidents] ponctuels entre les deux pays. À en croire les sondages, Marine Le Pen est mieux placée que jamais pour l'emporter et devenir la prochaine présidente de la France. La candidate d'extrême droite estime que la France devrait s'abstenir autant que possible d'intervenir dans les conflits étrangers, et le pays quitterait sans doute l'Alliance atlantique si elle devenait présidente.

Soutien à Bachar El-Assad. Le bilan de Marine Le Pen sur le Moyen-Orient est controversé. Elle a fait l'éloge de Bachar El-Assad, cet autocrate sanguinaire qui a laissé faire les meurtres de centaines de milliers de ses citoyens : elle salue sa lutte contre le terrorisme islamiste. Dans un premier temps, elle prenait parti pour Téhéran et défendait son droit à mener un programme nucléaire civil, dont elle niait qu'il fût un cheval de Troie pour les ambitions nucléaires du régime, contrairement aux affirmations de Washington et de Jérusalem. Mais dans une interview récente à la télévision française, elle s'est dite inquiète des tentatives de Téhéran de «franchir les limites concernant son programme nucléaire».

Ces dernières années, Le Pen s'est efforcée d'obtenir le soutien de la communauté juive. Il fallait pour cela qu'elle s'affranchisse de la tradition antisémite de son parti nationaliste et de sa famille. Son père, Jean-Marie Le Pen, était l'une des personnalités politiques les plus antisémites de l'Europe de l'après-guerre. Afin de prendre ses distances avec lui, elle a changé le nom de son parti et lancé une offensive de charme en direction de l'électorat juif, autour des préoccupations liées à l'islamisme. Cela l'a amenée à exprimer davantage son soutien à Israël.

Elle a tenté à plusieurs reprises de recevoir une invitation officielle du gouvernement israélien. En vain : Jérusalem continue de la considérer avec suspicion, étant donné le vieux fond d'antisémitisme de son parti et le fait que de nombreux militants s'inscrivent encore dans cette tradition. Daniel Shek affirme que si Marine Le Pen accédait à la présidence, elle s'en tiendrait à la position traditionnelle française concernant une solution à deux États pour le conflit israélo-palestinien. Selon lui, «il n'y a pas de différences fondamentales entre les positions des candidats sur la question israélo-palestinienne».

—Éléonore Weil
Publié le 10 avril

Ukraine

La guerre en Ukraine et le positionnement des candidats face à Vladimir Poutine se sont fait une large place dans la campagne, comme le relatent nombre des articles de ce dossier. La position vis-à-vis des États-Unis est, elle aussi, observée : Emmanuel Macron a choisi de ne pas utiliser le mot «génocide», contrairement à son homologue américain, Joe Biden. Pour en savoir plus sur cette controverse et surtout sur les exactions commises en Ukraine, lisez notre dossier page 8.

Pourtant, l'irruption du conflit en Ukraine a mis en évidence son rôle crucial pour la sécurité du continent, convaincant même le sceptique Emmanuel Macron.

Le correspondant en France du journal espagnol **La Vanguardia** tente, lui aussi, de résumer le projet international de la candidate, esquissé lors de cette conférence de presse. Selon lui, Marine Le Pen «a exposé sa vision ultranationaliste, philosophiquement très proche de l'America First selon Donald Trump. [...] Elle a vitupéré contre le multilatéralisme et plaidé pour «un retour au bilatéralisme», tout en promettant de toujours faire passer les intérêts de la France (tels qu'elle les conçoit) avant toute autre considération.»

Surtout, l'éventuelle arrivée de la leader d'extrême droite à la tête d'une des principales puissances européennes s'inscrit dans un contexte de menace latente des mouvements populistes, soutient **Die Zeit**. Pour l'hebdomadaire allemand, ces forces politiques présentes en Hongrie, en Italie et même en Allemagne minent la cohésion des institutions internationales. «Tous les regards sont actuellement rivés sur les menaces extérieures. Et la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine ne va pas y changer quoi que ce soit. Or il y a actuellement un danger qu'on oublie un peu : celui qui vient de pays amis et alliés, et ce, alors même que la cohésion de l'Union européenne, de l'Otan et de l'Ouest est plus indispensable que jamais.» À terme, c'est le bloc formé par les démocraties qui se retrouverait affaibli.

—Courrier international





Ne sous-estimons pas le populisme

Le résultat du premier tour n'a pas été une surprise. À la différence de l'ancrage du populisme, qui interroge la presse étrangère.

L'avenir s'écrira avec Marine Le Pen", titre **Unherd**, au Royaume-Uni. Le site explique pourquoi "une victoire d'Emmanuel Macron ne suffira pas à contenir la vague de populisme" que l'on observe en France : la dynamique générationnelle est du côté de la candidate du RN, qui s'adresse aux électeurs nés entre 1988 et 2004. *Unherd* estime : "Marine Le Pen ne réussira peut-être pas à s'emparer de l'Élysée cette fois-ci. Mais il est de plus en plus évident que la question est de savoir quand, et non plus si, elle y parviendra."

Aux États-Unis, le **Washington Post** liste quatre leçons du vote hexagonal : 1) la proximité de la candidate avec Vladimir Poutine ne préoccupe pas l'électeur; 2) "Les démagogues d'extrême droite ne quittent pas l'arène politique après une défaite – parfois, ils en tirent même les leçons"; 3) des leaders s'occupant trop de la situation en Ukraine, même si la cause semble noble, se voient reprocher d'ignorer les problèmes quotidiens des citoyens; et 4) "les candidats pro-démocratie sont incapables de battre les nationalistes d'extrême droite, à moins de mettre de côté leurs différences – ténues – pour former de grandes coalitions".

Pour les responsables politiques occidentaux, écrit **Die Zeit** en Allemagne, il est crucial d'accepter que ce qui pèse aux yeux des citoyens ne correspond pas forcément à leurs priorités politiques. "Aucun slogan, ou presque, n'est aussi mal perçu que l'appel à prendre au sérieux les craintes et les inquiétudes des citoyens – comme s'il s'agissait d'une manière de légitimer l'hostilité et la discrimination. Mais si les politiques ne se soucient pas des craintes et des inquiétudes tapies dans l'ombre du débat public, à quoi servent-ils donc?" s'interroge l'hebdomadaire de Hambourg.

La grande leçon à retenir, pour le **Guardian**, serait "de ne pas sous-estimer le populisme". L'électeur relativement prospère du monde occidental "peut en venir à se méfier des étrangers, à détester les mondialistes, les parlementaires et les libéraux de tous bords". Les partis politiques traditionnels n'ont d'autre choix que d'affronter la situation : "L'identité de chaque communauté doit être respectée pour que l'immigration ne devienne pas un cauchemar. Il faut décentraliser les États, sans quoi les mouvements séparatistes déstabiliseront les pays du monde entier. Les Parlements et les partis doivent revoir leur mode de fonctionnement, sous peine de devenir anachroniques."

— **Courrier international**



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Macron, "salade niçoise" menacée de péremption par le "cassoulet" Le Pen
Face à l'actuel locataire de l'Élysée, qualifié de "léger" et "pas clivant", "comme une salade niçoise", le journal hongrois de droite **Magyar Nemzet** voit dans la qualification de Marine Le Pen "un cassoulet rempli de bonnes choses produites par la province française", même si le plat "incommode l'estomac de certains" pour le second tour. Et il considère la candidate RN capable de conquérir la présidence de la République le soir du 24 avril.

Macron II plus fort et plus libre

Un deuxième mandat serait très différent du premier : le président n'aurait plus le souci de sa réélection, mais celui de son héritage, explique ce site d'opinion britannique.

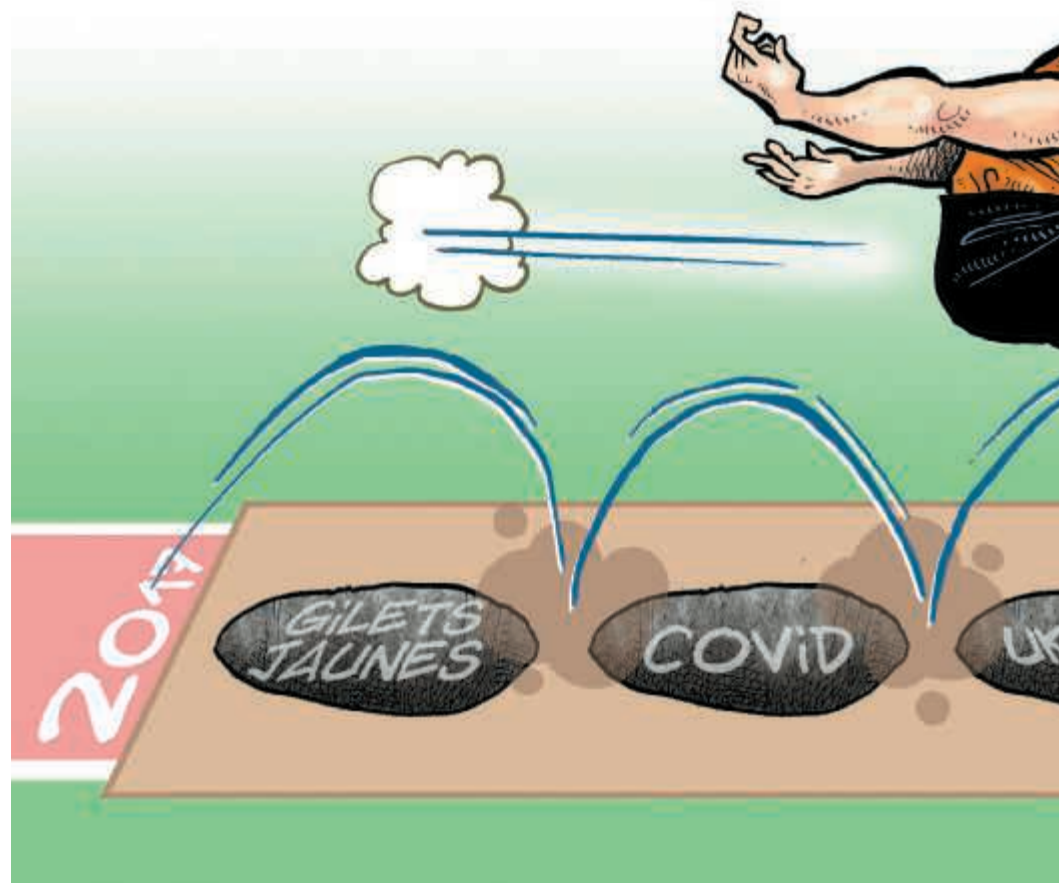
— **Reaction Londres**

Il est temps d'accorder un peu de crédit à Emmanuel Macron pour ce qu'il a accompli, ou du moins essayé d'accomplir, lors de son quinquennat. Et même d'applaudir sa promesse de campagne de faire passer l'âge de la retraite de 62 à 65 ans. Cette volonté de mettre un terme aux départs en retraite prématurés – un travers typiquement français – n'est

pas vraiment une nouveauté. Macron a répété à maintes reprises sa détermination à réformer le système des retraites, dont l'allongement de la durée de la vie professionnelle fait partie intégrante [il s'est depuis dit prêt à faire évoluer le "rythme" et "les bornes" prévues dans sa réforme].

Il est cependant révélateur que, en plein milieu d'une guerre en Ukraine qui réclame toute son attention, Macron ait réitéré cette promesse, la plaçant au centre de ses priorités pour le pays.

TRIPLE SAUT MACRONIEN..



En outre, il sait qu'en provoquant à la fois la droite populiste et l'extrême gauche quasi marxiste (très souvent à l'unisson ces derniers temps dès qu'il s'agit des "travailleurs"), il doit s'attendre à un retour des mouvements sociaux qui ont gâché ses deux premières années à l'Élysée.

La différence, c'est que cette fois le président est prêt à en découdre. Macron deuxième mouture, avec un œil sur son bilan plutôt que sur sa réélection, sera un adversaire très différent du Macron centriste (ni à droite ni à gauche) qui a pris le pouvoir en 2017 à la tête du mouvement libéral En marche.

Il a traversé beaucoup d'épreuves et a beaucoup appris en cinq ans. Nul besoin de rappeler les revendications incohérentes des "gilets jaunes" – l'équivalent de nos partisans du Brexit, mais sans objectif – ou la réaction pavlovienne des Français dès qu'on parle de réforme des retraites. Pas besoin de s'appesantir non plus sur la stratégie française face à la pandémie désormais en recul, sauf pour dire que ça avait mal commencé et que ça s'est amélioré, et que la France s'en est un peu mieux sortie que le Royaume-Uni.

Avec son retour à l'Élysée, pratiquement inévitable nous dit-on, Macron va avoir les coudées franches. Même le petit désagrément annoncé – une Assemblée nationale où son parti, La République en marche (LREM), serait minoritaire – pourrait tourner à son avantage. Un

gouvernement de cohabitation qui comprendrait des ministres du parti Les Républicains, mais aussi de LREM et du MoDem pourrait mieux se concentrer sur les réformes nécessaires.

Macron ne s'attend pas à ce que son parti lui survive autrement que sous une forme résiduelle. Les partis politiques français ne sont rien d'autre que des instantanés de l'état d'esprit du pays à un moment donné. C'est seulement un outil pour faire avancer son projet. Ce qui compte le plus pour lui au-delà du second tour, le 24 avril, c'est d'avancer dans les réformes. Et puisque le programme des Républicains, rédigé par la pauvre Valérie Pécresse, n'est rien de plus qu'un copié-collé des objectifs de Macron, une certaine unité n'est pas à exclure.

Quête de grandeur. Les opposants à un second quinquennat de Macron doivent se rendre à l'évidence : ils ont eu leur chance et ils ont tout fait capoter. Certes, il est fort probable que les prochaines élections de 2027 opposent le centre droit, l'extrême droite et une resucée d'une coalition socialiste. Mais, en attendant, c'est Macron qui décide, et ce sont ses priorités et ceux qui s'y opposeront dans la rue qui feront les gros titres.

Vous me direz, peu importent les ratés du président sur le plan national. Il s'est quand même fait ridiculiser par Poutine, éconduit à l'autre bout de cette immense table. Il s'est aussi planté sur l'efficacité du vaccin AstraZeneca. Et surtout, il s'est quand même placé du mauvais côté de l'histoire en se faisant le champion de l'Union européenne contre le Royaume-Uni post-Brexit.

Pour imposer ses futures réformes, l'unité est possible avec les Républicains, au programme et objectifs copiés-collés.

Je dirais que cela dépend des points de vue. Personne en France ne s'attendait à ce que Macron fasse des miracles en parlant de paix à Vladimir Poutine à Moscou. Tout le monde savait que cette initiative était vouée à l'échec. Mais il a au moins eu le mérite d'essayer. Sur le vaccin d'Oxford [dont l'utilisation a un temps été suspendue en France], c'est vrai qu'il s'est montré inutilement grossier et désobligeant. L'arrogance, souvent non maîtrisée et spontanée, est son plus gros défaut. Il est cependant indéniable que le vaccin britannique – qui n'a jamais été approuvé aux États-Unis – a perdu un peu de son lustre depuis qu'il a été présenté comme la quasi-panacée universelle par ses défenseurs au Royaume-Uni. En ce qui concerne son opposition apparemment implacable au Brexit, les retombées négatives sont principalement circonscrites au Royaume-Uni. À Bruxelles, et dans les 27 pays membres, les dirigeants ont désormais d'autres chats à fouetter.

Ce qui compte le plus pour les électeurs, c'est que l'économie française, du moins jusqu'au début de la guerre en Ukraine et à la hausse

Vu d'Allemagne À BOULETS ROUGES

La représentante du Rassemblement national a assuré, le 13 avril, qu'elle prendrait ses distances avec l'Allemagne, en cas de victoire. Dans sa ligne de mire : la coopération franco-allemande en matière d'armement et de défense. "Elle tire à boulets rouges sur l'Allemagne", commente le **Münchener Merkur**.

Le programme de Marine Le Pen risque d'avoir des conséquences majeures pour Berlin, explique le quotidien munichois. "Si elle l'emporte, le 24 avril, Le Pen mettra fin aux projets d'armement franco-allemands, tant les avions de combat que les chars de demain." La candidate refuse aussi de soutenir la candidature de l'Allemagne pour l'obtention d'un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. Selon elle, le pays d'outre-Rhin serait "le négatif absolu de l'identité stratégique française". Et **Merkur** de poursuivre : "Le Pen a sévèrement critiqué la position allemande sur le nucléaire, [déclarant] : 'Je ne laisserai pas l'Allemagne détruire notre industrie nucléaire.'"

du carburant qui en découle, est sortie de la pandémie dans une santé insolente, ce qui fait d'elle l'économie la plus dynamique d'Europe. Macron n'a peut-être pas eu de chance avec les "gilets jaunes" et les syndicats, mais les entreprises et l'industrie ont prospéré sous son mandat, et le taux de chômage est historiquement bas.

Les douze prochains mois, voire les cinq prochaines années, seront dominés par le problème de la Russie de Vladimir Poutine. Macron est résolu à faire avancer la question d'une défense européenne musclée, avec ou sans le soutien du Royaume-Uni, et aussi à sauver ce qui reste de l'Ukraine des griffes de Poutine. Ce qui suffirait à occuper n'importe quel autre dirigeant. Pourtant, il n'oubliera pas de poursuivre son projet social et économique, probablement sous la supervision quotidienne d'un nouveau Premier ministre, avec plus de pouvoirs.

Il est résolu à faire avancer la question d'une défense européenne musclée et à sauver ce qui reste de l'Ukraine.

Dans sa quête de grandeur, réelle ou imaginaire, Macron fera sûrement des erreurs. Des événements vont sans doute venir perturber son organisation bien huilée et placer des obstacles imprévus sur son chemin. Et les électeurs devraient continuer à le voir comme un monarque élu, prêt à se réfugier à Versailles en cas de crise.

Mais, sauf revirement brutal de l'opinion publique, Macron ne va pas disparaître du paysage politique. À moins que les dieux décident de ne plus lui accorder leurs faveurs ou qu'un scandale le déboulonne de son piédestal, la France, l'Europe et le Royaume-Uni vont sans doute devoir compter avec Emmanuel Macron pendant les cinq prochaines années. Boris Johnson, lui-même une autorité en matière de survie politique, devrait commencer à s'y faire.

— **Walter Ellis**
Publié le 14 mars

SOURCE



REACTION

Londres, Royaume-Uni
[reaction.life](https://www.reaction.life)

Installé à Londres, *Reaction* se décrit comme "un site proposant des articles d'opinion et d'analyse sur la politique, l'économie et la culture", d'orientation de centre droit. Fondé en juin 2016 par Iain Martin, ex-rédacteur en chef du quotidien écossais *The Scotsman*, le site entend offrir à ses lecteurs "quelque chose de nouveau, de différent et de grande qualité".

← Dessin de Glez paru dans **Journal du jeudi**, Ouagadougou.



Modernisation toujours

Emmanuel Macron le met bien moins en avant qu'en 2017, mais dans les faits, sa volonté reste la modernisation de l'économie.



← Dessin de Tom paru dans *Trouw*, Amsterdam.

—Le Temps Genève

Comment faire oublier le candidat de 2017 et son plaidoyer pour une “start-up nation” ? Et comment refermer la parenthèse très coûteuse du “quoi qu’il en coûte” mis en œuvre en 2020-2021 durant la pandémie sans provoquer une levée généralisée de boucliers ? La différence entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen tient évidemment, sur le plan économique, en un mot : son bilan. Le président français sortant ne peut pas, contrairement à son adversaire, s’affranchir de ce qu’il a fait – ou non – durant son quinquennat, qui s’achèvera le 13 mai. Son programme tient donc compte de cette contrainte : à la fois moins libéral que ses promesses initiales, mais toujours centré sur la compétitivité et la modernisation du pays plus que sur la défense des acquis sociaux.

1. Attirer les capitaux, ne pas décourager le travail

Ce n’est pas une surprise : défenseur d’une économie française intégrée dans l’Union européenne et dans la mondialisation, Emmanuel Macron refuse de diaboliser la richesse et le capital. Souvent caricaturé comme le “président des riches”, le chef de l’État, ancien banquier d’affaires chez Rothschild (2008-2012), refuse de réinstaurer l’impôt de solidarité sur la fortune, qu’il a réformé en 2018 pour le transformer en taxe sur le patrimoine immobilier. Son programme prévoit aussi d’exonérer d’impôt les

successions jusqu’à 150 000 euros par enfant, et jusqu’à 100 000 euros transmis aux autres membres de la famille. Une mesure destinée à favoriser les transmissions familiales et intergénérationnelles.

Du côté du travail, la promesse clé du candidat Macron est de revenir au plein-emploi d’ici à 2027. Il s’appuie pour cela sur la baisse historique du chômage – 7,5 % de la population active en 2022 – durant son mandat, qu’il attribue à ses réformes du droit du travail, et sur le succès de sa politique d’apprentissage inspirée entre autres de la Suisse (plus de 700 000 nouveaux apprentis en 2021, soit une augmentation annuelle de 37 %). Le président sortant propose de transformer l’agence Pôle emploi et de rassembler les instances d’accompagnement des chômeurs en une administration unique baptisée “France Travail”, avec à la clé une nouvelle réforme de l’assurance-chômage qui doit davantage tenir compte des circonstances et être plus orientée vers le retour à l’emploi.

Son programme, sur ce point, ressemble beaucoup au “travailler plus pour gagner plus” de Nicolas Sarkozy en 2007. Exemple : sa proposition controversée d’imposer des heures de travail encadrées aux titulaires du revenu de solidarité active (le RSA, minimum social), ou celle du triplement de la prime exceptionnelle du pouvoir d’achat, aussi dite “prime Macron”, qui pourrait passer de 1 000 à 3 000 euros par personne. Pas d’augmentation du salaire minimum en revanche. Nouveauté : Macron propose que les aides sociales soient à l’avenir versées

directement sur les comptes en banque, à la fois pour éviter la fraude (une personne touchant plusieurs aides) et pour faciliter le contrôle.

2. Réforme des retraites et modernisation du secteur public

Emmanuel Macron sait qu’il doit maintenir son image de réformateur s’il veut conserver son électorat de droite modéré. Or la réforme des retraites, abandonnée début 2020 en raison de la pandémie, est un marqueur. Le président-candidat propose désormais de conserver le système par répartition (il est souvent accusé de vouloir introduire en France un régime de retraite par capitalisation) et de reporter progressivement l’âge légal de départ à la retraite à 65 ans – contre 62 actuellement – avec ajout de quatre mois par an dès 2023 et jusqu’en 2032. En “échange” de cette réforme, la garantie d’une retraite minimale mensuelle de 1 100 euros serait instaurée. Cette réforme, simplifiée par rapport au projet de 2019 et moins ambitieuse (une partie des “régimes spéciaux” demeureraient), pourrait être soumise à référendum.

Du côté de la modernisation de la fonction publique, Macron veut récompenser davantage la performance individuelle des agents avec une rémunération “au mérite” (individuel ou collectif). Autre proposition : celle de réformer le financement de l’audiovisuel public, qui ne passerait plus par la redevance (supprimée) mais par un budget pluriannuel voté par le Parlement.

3. Au final, un “en même temps” social-libéral

Des propositions phares de 2017 ont disparu du programme de Macron en 2022. Le candidat ne veut plus supprimer 50 000 postes de fonctionnaires, comme il y a cinq ans (ce qui n’a pas été réalisé). Il ne prend pas non plus d’engagement sur une réduction de l’endettement public (à un niveau record, avec une dette de 115 % du PIB). La suspension du pacte budgétaire européen jusqu’à la fin de 2023 lui convient très bien, et sa volonté est d’obtenir de ses partenaires de l’UE un nouveau plan de relance financé par une émission commune de dette. Oui à la mondialisation en somme, mais en essayant le plus possible de s’affranchir de ses contraintes.

—Richard Werly
Publié le 12 avril



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Travailler plus longtemps, la réforme qui restera

Même si Emmanuel Macron est favori pour rester encore cinq ans à l’Élysée, il ne doit pas s’attendre pour autant à ce que ce second mandat soit une promenade de santé, prévient le **Daily Telegraph**, puisqu’il s’attaque à l’un des plus épineux de ses chantiers économiques, celui qui a déjà suscité une formidable levée de boucliers : les retraites.

SOURCE

LE TEMPS

Genève, Suisse

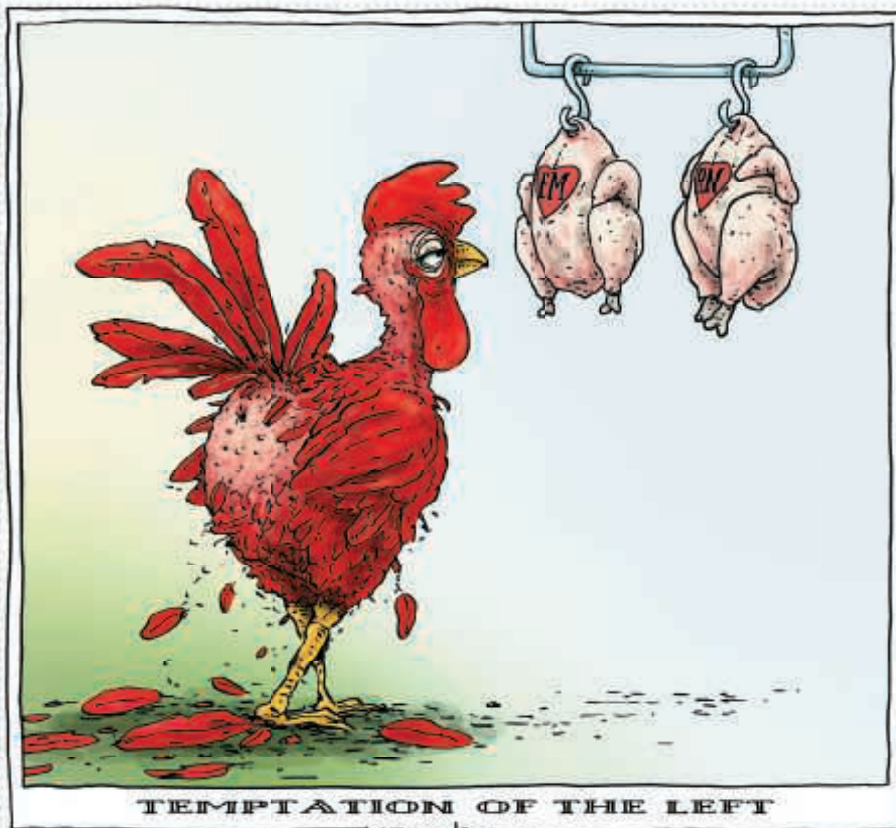
Quotidien

letemps.ch

Né en mars 1998 de la fusion du *Nouveau Quotidien*, du *Journal de Genève* et de la *Gazette de Lausanne*, ce titre de centre droit se présente comme le quotidien de référence de la Suisse romande et francophone. Depuis avril 2015, il est sous la coupe du groupe de presse zurichois Ringier.



L'ŒIL
DE BERTRAMS



Le dessinateur néerlandais croque l'actualité française pour *Courrier international* jusqu'au second tour de l'élection présidentielle.

↑ *La tentation de la gauche.* Dessin de Joep Bertrams, Pays-Bas, pour *Courrier international*.

La championne autoproclamée du modèle français

Le programme de Marine Le Pen célèbre la dimension sociale de l'État français. Une posture difficile à contrer, explique cet article d'un quotidien conservateur britannique publié au soir du premier tour.

—The Daily Telegraph (extraits) Londres

Emmanuel Macron a fait tout ce qui était en son pouvoir pour orchestrer un second tour contre Marine Le Pen. Il aurait mieux fait d'y prendre garde. Le Pen risque fort, en effet, de récupérer l'électorat négligé de la gauche traditionnelle, ce qui pourrait faire pencher le scrutin final du 24 avril en sa faveur.

Son programme économique se lit comme un hommage à l'État providence et au modèle social français. Elle a soutenu la contestation syndicale contre la réforme du système des retraites en 2019, puis, l'an dernier, contre l'affaiblissement de la protection contre le chômage, qualifiant la politique du président Macron de "honteuse, stupide sur le plan économique, inhumaine et injuste".



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Macron a créé des emplois mais c'est Le Pen qui récolte les voix.

En reportage dans le nord de la France, le site américain **Bloomberg** constate que le président sortant peine à tabler sur son bilan économique dans les régions abritant des bastions du Rassemblement national. "Ici, la principale préoccupation des habitants, avec la hausse des prix, est le pouvoir d'achat, une question que la candidate nationaliste Marine Le Pen a mise au centre de sa campagne."

Son plan est une mixture faite de grands investissements keynésiens et de redistribution au profit des classes laborieuses et des jeunes familles, à savoir des gens qui ont subi une érosion de leur niveau de vie réel bien avant que l'inflation des matières premières ne les ait heurtés de plein fouet. Elle a associé une économie de gauche à un nationalisme qui prône le respect de la loi et de l'ordre pour composer une décoction politique redoutable.

"C'est une femme de gauche. Tous ses réflexes sont de gauche", a déclaré son rival Eric Zemmour, qui a, quant à lui, mis en avant une forme radicalement différente de capitalisme populiste, dénonçant la tyrannie étouffante du système fiscal français. Les mettre dans le même sac, c'était méconnaître la topographie politique de la France.

Marine Le Pen vise cette partie importante de la société qui a souffert de la mondialisation.

Parmi les projets de Le Pen, une exonération d'impôt sur le revenu pour les moins de 30 ans, des prêts à faible taux d'intérêt allant jusqu'à 100 000 euros pour les couples qui fondent une famille, et une annulation de leur dette s'ils ont trois enfants. Elle propose la gratuité des transports publics pour les jeunes travailleurs et la détaxation des heures supplémentaires pour le prolétariat. Elle veut maintenir l'âge de la retraite à 60 ans pour les moins privilégiés qui ont quitté l'école tôt et ont travaillé dur pendant quarante ans. Elle veut réindexer les retraites sur l'inflation, porter le minimum vieillesse à 1 000 € par mois.

Elle vise cette partie importante de la société qui a souffert de l'arbitrage salarial mondial et des inégalités de richesse dues à la politique monétaire européenne. Ce sont les petites gens délaissés par Macron, énarque et banquier qui a travaillé pour Rothschild et a inauguré son mandat en supprimant l'ISF. Gilles Ivaldi, du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), explique que Marine Le Pen a misé très tôt et de façon marquée sur le populisme social et la crise du coût de la vie, et qu'elle a ainsi choisi de s'adresser à une "France fragile" oubliée. Un pari réussi.

Macron pensait pouvoir survoler l'élection, s'estimant trop occupé par les affaires du monde pour se soucier de faire campagne. Il semble être parti du principe qu'il lui suffirait de continuer à dépendre Le Pen et son Rassemblement national comme le visage non refait de l'extrémisme xénophobe, tenant pour acquis que les électeurs de gauche n'auraient d'autre solution que de le soutenir quoi qu'il advienne.

Ils seront nombreux à le faire, bien sûr. Mais cette description de Le Pen ne séduit plus grand monde dans la France profonde. L'Élysée a curieusement tardé à comprendre le danger que représentait son style de campagne plus proche des petites gens. Si une chose est



← La célèbre cuisine française. Sur le fait-tout : Élection présidentielle. Dessin de Tom paru dans Trouw, Amsterdam.

pourtant plus que perceptible dans la rue, c'est bien la haine féroce que voue à Macron cette large couche sociale aux contours flous connue sous le nom de "gilets jaunes", ou encore ceux qu'exaspèrent son arrogance et sa suffisance grandiloquente.

Fausse promesse. Une portion des 20 % de votes gauchistes en faveur de Jean-Luc Mélenchon gravitera vers Le Pen au second tour du 24 avril. Ce que l'on sait avec moins de certitude, en revanche, c'est quelle partie de la gauche intellectuelle bourgeoise ou du mouvement de la jeunesse écologiste s'abstiendra plutôt que de voter à nouveau pour celui qui les a dupés en 2017 avec de fausses promesses. Ils le prenaient au moins pour un homme vaguement de gauche. Mais comme l'ont révélé sans merci deux journalistes du *Monde* dans *Le Traître et le néant* [Fayard, 2021], le Parti socialiste n'a fait que lui servir de tremplin vers le pouvoir [Courrier international fait partie du groupe Le Monde].

Depuis son arrivée aux commandes en 2011, Le Pen a transformé son parti en un rempart du modèle français* étatiste et antimondialiste, qui devait "marcher sur deux jambes", a-t-elle déclaré. Il ne pourrait jamais accéder au pouvoir en se contentant de rester sur un programme anti-immigration. L'Institut Montaigne calcule que son plan économique coûterait 105 milliards d'euros net par an. C'est évidemment intenable pour un pays qui a déjà un niveau de dette publique digne du Club Med et qui présente un des déficits budgétaires structurels parmi les plus élevés de l'OCDE. Mais l'austérité n'est plus à la mode. Le réflexe pandémique du "quoi qu'il en coûte" fait qu'il est aujourd'hui difficile de couper les robinets.

Macron lui-même a stimulé l'économie à coups de subventions électorales d'un montant de 50 milliards d'euros ou plus. Il a plafonné la hausse des prix de l'électricité à 4 %, pour les riches comme pour les pauvres, ce qui a coûté cher à l'État français. Il s'agit d'une aide à la consommation d'énergie, qui neutralise la

hausse des prix au moment où il est impératif de réduire le gaspillage d'énergie.

Pourtant, c'est Le Pen qui profite le plus des perturbations du coût de la vie. Elle n'a pas renoncé à sa politique de droite sur l'immigration, ni à sa défense du terroir culturel français. Elle reste une nationaliste dans l'âme et une adversaire implacable du projet européen de Jean Monnet. Elle s'efforcera de saper de l'intérieur la primauté du droit communautaire et l'hégémonie de la Commission.

D'aucuns affirmeront que son programme rappelle le national-socialisme, mais il est vain de vouloir évoquer de vagues parallèles avec les années 1930. Le Pen se bat pour les urnes, dans le cadre de l'état de droit. Personne ne laisse entendre qu'elle envisage l'équivalent de la loi allemande sur les pleins pouvoirs de 1933 ou la mise en place d'un État policier en France une fois installée à l'Élysée.

Elle a pour ennemis idéologiques le capitalisme mondialiste anglo-saxon et le super-État européen, à parts égales. Une vision absolument franco-française. C'est pourquoi Macron a tant de mal à la contrecarrer.

—Ambrose Evans-Pritchard

Publié le 10 avril

* En français dans le texte.

SOURCE

THE DAILY TELEGRAPH

Londres, Royaume-Uni

Quotidien 840 000 ex.

telegraph.co.uk

Atlantiste et antieuropéen

sur le fond, pugnace et engagé

sur la forme, c'est le grand journal conservateur de référence.

Fondé en 1855, il est le dernier

des quotidiens de qualité à ne pas

avoir abandonné le grand format.

3 questions à...

STEFANO MONTEFIORI, correspondant parisien du quotidien italien *Corriere della Sera*.

"L'enjeu est quasi planétaire"

1. Quel est l'état d'esprit des Français face à ce nouveau duel Macron-Le Pen ?

Il a changé par rapport à la dernière fois, il y a cinq ans. En 2017 déjà, l'énorme mobilisation démocratique observée il y a vingt ans, quand Jean-Marie Le Pen a atteint le second tour, n'a pas eu lieu. Mais, au moins, le clivage entre Macron, le candidat républicain, et Le Pen, la candidate antisystème, était plus évident. Il y a eu, certes, une campagne électorale importante, mais au fond il était tellement impensable de voir Marine Le Pen élue que les jeux étaient faits d'avance. Cette fois-ci, le réflexe de donner sa voix à Macron contre Le Pen est moins évident ; les gens sont bien plus en colère. J'ai rencontré de nombreux électeurs de Jean-Luc Mélenchon qui ne sont pas prêts à voter Macron. Ils vont peut-être respecter la consigne "Pas une voix à Le Pen", mais ils n'iront pas jusqu'à voter Macron. L'abstention sera importante. Macron n'a pas de réserve de voix importante chez les électeurs de gauche.

2. Quelles sont, selon vous, les principales caractéristiques de la campagne aujourd'hui ?

L'enjeu quasi planétaire de cette campagne. D'un point de vue international, les deux candidats sont totalement opposés. D'un côté, on a un candidat qui prône l'aide à l'Ukraine et veut accroître les compétences de l'Union européenne (UE). De l'autre, une candidate qui cherche un rapprochement avec la Russie et qui souhaite démanteler l'UE. Si Marine Le Pen gagnait, cela changerait tous les équilibres en Europe et au sein de l'Otan, voire l'équilibre planétaire ; ce serait un changement gigantesque. Cette dimension est peu mise en avant en France. Mais ce n'est pas une critique. Il est parfaitement légitime que la campagne se joue sur des questions plus proches du quotidien, comme le pouvoir d'achat.

3. Quel sera le plus grand défi du vainqueur de la présidentielle ?

Quel que soit le vainqueur, celui-ci devra essayer de réduire les clivages qui existent entre les gens. Cela fait des décennies que l'on parle de "fracture sociale". Mais j'ai l'impression que jamais on n'a observé un tel écart entre des pans entiers de la société, qui ne peuvent pas se parler ni se comprendre. Le président sert aussi à ça : rassembler. Et il doit se faire accepter, même par ceux qui n'ont pas voté pour lui.

—Propos recueillis par Courrier international

Le nouveau site de  Courrier
international

c'est
le jour



et
la nuit

Nouvelle maquette, nouvelle ergonomie, mode sombre...
Et toujours le meilleur de la presse étrangère

www.courrierinternational.com

trans-
versales.

environnement

Économie44
Sciences.....45

Le sale recyclage des batteries en Asie

Pollution. En Inde ou au Pakistan, de petites usines de démantèlement de batteries au plomb usagées fleurissent illégalement, sans respecter toutes les précautions nécessaires.



—The Third Pole New Delhi

Lakhan a l'impression d'avoir gagné à la loterie. Pour 50 roupies [0,60 euro], cet homme de 45 ans a acheté à des résidents de New Delhi une batterie de voiture qui a rendu l'âme. Lakhan est l'un des milliers de *kabadiwalla* [revendeurs d'occasions] qui

parcourent les rues de la capitale indienne à la recherche de vieux journaux, de bouteilles vides ou de tout objet ayant une valeur quelconque sur le marché du recyclage. Il sait qu'il réussira à revendre la batterie en réalisant un profit. Il peut en tirer 3760 roupies [45 euros], ce qui représente une part importante de son revenu mensuel moyen,

qui tourne autour de 30000 roupies [360 euros].

La batterie en est aux premières étapes d'une chaîne complexe. Le problème, c'est que le recyclage informel de ce type de dispositif est l'un des procédés les plus polluants du monde.

La batterie plomb-acide a été inventée en 1859 par le physicien français Gaston Planté. Il s'agit

encore aujourd'hui de la première technologie de stockage d'énergie utilisée dans les industries de l'automobile, des télécommunications et de l'énergie, entre autres. Environ 86 % du plomb consommé dans le monde est utilisé pour fabriquer ce type de batteries, dont la plupart sont recyclées.

Récemment, la tendance à l'électrification, qui se manifeste par la popularité des véhicules électriques et de l'énergie solaire, a entraîné une hausse exponentielle de la production de batteries. On s'attend ainsi à ce que la valeur du marché mondial des batteries au plomb atteigne 52,5 milliards de dollars

[48 milliards d'euros] d'ici à 2024, alors qu'elle était d'environ 41,6 milliards de dollars en 2019.

L'accélération de la demande a entraîné l'apparition en Asie du Sud d'un vaste secteur informel, florissant, qui s'occupe du démantèlement des batteries au plomb. D'après des données officielles, les quantités de batteries vendues en Inde auraient augmenté de 1000 % entre 2013-2014 et 2016-2017. Sur la période 2017-2018, 1,2 million de tonnes de batteries ont été recyclées dans le pays, dont 90 % dans des établissements informels, selon une étude réalisée par Toxics Link, une organisation à but non lucratif située à New Delhi qui fait campagne contre la pollution, notamment industrielle.

Une fois qu'elle aura été vendue par Lakhan ou par un de ses collègues, la batterie sera acheminée jusqu'à une fonderie à l'extérieur de New Delhi, où l'on s'occupera d'en extraire le plomb et de le revendre à des usines.

Vieux boîtiers. Muradnagar, une petite ville de l'Uttar Pradesh située à proximité de New Delhi, est l'un de ces nombreux centres où l'on recycle les batteries au plomb. Quand *The Third Pole* s'est rendu sur place, le sol était couvert de vestiges de fonderies de plomb illégales abandonnées. On pouvait voir, tout autour de parcelles de terres cultivées, verdoyantes, les ruines des petites usines détruites par les autorités, de même que des terres contaminées à l'acide, de vieux boîtiers de batteries et des trous creusés ici et là dans le sol.

"Ces fonderies ont été détruites il y a deux ans. On est contents, parce qu'on avait des difficultés à respirer", explique un habitant. Mais les problèmes que rencontre la population n'ont pas disparu pour autant. "Les soirs d'été, il y a souvent une odeur nauséabonde", raconte Vinod Dhangar, un autre résident. Il croit que le problème n'est pas réglé, car les sites illégaux se contentent de se déplacer là où il est plus facile d'opérer en cachette. "Pour l'essentiel, ce sont des établissements temporaires que les gens créent pour assurer leur subsistance."

Les fonderies illégales n'étant pas équipées de systèmes anti-pollution, des émanations nocives et des eaux usées sont

↑ Dessin de Joe Magee, Royaume-Uni.

directement rejetées dans l'environnement. Ces installations poussent comme des champignons et disparaissent presque aussi vite. Selon un agent local du bureau de contrôle de la pollution de l'Uttar Pradesh s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, les fonderies de plomb sont de plus en plus nombreuses à officialiser leurs activités, mais il est malgré tout difficile de contrôler l'ensemble des opérations illégales.

“Les soirs d'été, il y a souvent une odeur nauséabonde.”

Vinod Dhargar,
UN HABITANT

“Quand on reçoit une plainte, généralement, on cesse simplement d'approvisionner l'établissement en eau et en électricité”, ajoute-t-il.

Les habitants protestent généralement contre l'implantation des usines illégales de recyclage, explique Vijaypal Baghel, fondateur de Paryawaran Sachetak Samiti, une organisation non gouvernementale (ONG) située en périphérie de Ghaziabad, à proximité de Muradnagar. “Ces établissements ne respectent aucune norme antipollution. Les sanctions n'entraînent que des suspensions temporaires des opérations”, conclut-il.

Les sites où ils opèrent restent pollués longtemps après qu'on les a abandonnés. “Les concentrations de plomb restent élevées même plusieurs années après que les opérations ont cessé”, explique Priti Mahesh, coordonnatrice en chef des programmes pour Toxics Link.

Le règlement relatif à la gestion et à la manutention des batteries, adopté en 2001 et amendé en 2010 pour en faciliter l'application, est le principal texte qui régit l'utilisation et l'élimination des batteries plomb-acide en Inde. Il impute aux fabricants, aux assembleurs et aux vendeurs la responsabilité de collecter les

batteries usagées auprès des acheteurs et de les acheminer aux recycleurs autorisés.

Cependant, dans un rapport sur l'application du règlement publié en 2017-2018, le Bureau central de contrôle de la pollution lui-même signalait que “les informations fournies par les bureaux de contrôle de la pollution des différents États au sujet des parties prenantes concernées [étaient] nettement insuffisantes et [que] peu d'entre eux [avaient] présenté des rapports de conformité”.

L'édition 2021 du plan directeur d'aménagement de Delhi interdit aux entreprises basées dans la capitale indienne d'utiliser du plomb dans leurs procédés de fabrication ou de récupérer le plomb contenu dans les déchets. Selon un rapport sur les conséquences du recyclage des batteries au plomb publié par Toxics Link, cela expliquerait le déplacement des usines de recyclage illégales vers les villes voisines comme Muradnagar.

Avec le temps, le plomb s'accumule dans l'organisme. L'exposition à ce métal lourd peut causer toutes sortes de problèmes de santé, mais il attaque tout particulièrement le cerveau et le système nerveux central. D'après un rapport publié par l'Unicef et l'organisation à but non lucratif Pure Earth, l'intoxication au plomb est responsable de 900 000 décès par an, soit 1,5 % des décès survenant dans le monde. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), il n'existe pas de concentration de plomb dans le sang qui soit sans danger.

Ingestion. Malgré tout, ce métal est largement utilisé dans la fabrication de batteries et de peintures et il a de nombreuses autres applications industrielles. Il se retrouve aussi dans les épices que l'on ingère et les cosmétiques que l'on emploie. Le recyclage des batteries est l'une des principales

sources d'exposition au plomb dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

Vu la nature informelle du recyclage des batteries en Asie du Sud, il n'existe pas d'informations fiables sur la taille de cette industrie et les quantités concernées. Mais les données sur la morbidité témoignent de l'ampleur du problème. D'après la Global Alliance on Health and Pollution (GAHP), la pollution au plomb cause chaque année environ 233 000 décès prématurés en Inde, et ce chiffre tourne autour de 30 800 au Bangladesh et de 3 760 au Népal.

L'intoxication au plomb tue, certes, mais elle peut aussi empêcher ceux qui en sont victimes de mener une vie normale. Elle compromet en effet de manière irréversible le développement de l'enfant et peut avoir de graves effets sur le comportement. [On appelle saturnisme l'intoxication chronique ou aiguë au plomb].

“Il suffit d'un simple contact pour que le plomb se retrouve dans le sang.”

Jyoti Giri,
UNIVERSITAIRE À KATMANDOU

D'après l'OMS, les effets à long terme de l'exposition au plomb entraînent la perte de 21,7 millions d'années de vie en bonne santé (années de vie ajustées sur l'incapacité, ou Daly) dans le monde. Les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire sont les plus touchés.

Au Bangladesh, environ 118 000 tonnes de batteries plomb-acide sont jetées chaque année, selon l'International Lead Association (ILA). Pourtant, d'après des données recueillies par Pure Earth, il n'existe dans le pays que deux recycleurs autorisés et seulement quatre fabricants de batteries également inscrits comme recycleurs officiels.

La situation est la même partout en Inde. Par exemple, au Jharkhand, l'un des États les plus pauvres du pays, il existe seulement deux recycleurs autorisés sur les 672 installations en service, selon le bureau central de contrôle de la pollution. Selon Shiv Shankar, un recycleur autorisé dont l'usine se trouve dans la zone industrielle de Kokar, à Ranchi, la capitale du Jharkhand, “une batterie plomb-acide qui est recyclée correctement rapporte généralement 60 % de sa valeur originale”.

Masques et gants. Il arrivait auparavant que ses employés se plaignent de maux de tête et d'essoufflement. Mais, depuis qu'il a fait installer un nouveau système de filtration de l'air et qu'il oblige les travailleurs à porter en tout temps un masque et des gants, aucun cas d'empoisonnement au plomb n'a été signalé dans son usine. “L'industrie du recyclage des batteries au plomb a une très mauvaise réputation”, soupire-t-il.

Au Pakistan, les usines comme celle de Shankar sont rares. “Les établissements officiels qui s'occupent du recyclage des batteries plomb-acide se trouvent généralement en périphérie des villes”, explique à *The Third Pole* Azher Uddin Khan, directeur général du Cleaner Production Institute, à Lahore. “Le Pakistan doit encore se doter d'un solide ensemble de politiques de rachat.” Il est d'avis qu'il est inutile d'entreprendre des poursuites judiciaires contre les entreprises informelles et qu'il faut plutôt agir à la source pour résoudre le problème. “Les fabricants doivent être responsables de leur inventaire”, insiste-t-il.

Selon Azher Uddin Khan, l'usage des batteries plomb-acide a nettement augmenté ces dernières années. Cela est dû aux coupures d'électricité, qui obligent les gens à utiliser des onduleurs fonctionnant avec des batteries au plomb, ainsi qu'à

l'augmentation du nombre de propriétaires de voitures.

Le Népal a le même problème que ses voisins. “Les batteries au plomb usagées sont souvent transportées dans le Terai, une région située dans la partie sud du pays, pour y être démantelées”, explique Jyoti Giri, professeure à l'université Tribhuvan, à Katmandou. Selon elle, les installations se trouvent souvent à proximité de cours d'eau, car cela facilite l'extraction de l'acide. Elle précise en outre que les activités de recyclage ne sont pas faites “de manière rigoureuse” et que l'on constate des lacunes flagrantes en ce qui concerne les normes et les équipements de protection. Elle ajoute : “Or il suffit d'un simple contact pour que le plomb se retrouve dans le sang.”

Interrogé au sujet des conséquences associées au recyclage informel du plomb, Lakhan, l'un des nombreux *kabadiwalla* qui récupèrent des batteries pour les revendre aux recycleurs, répond : “Les gens n'ont qu'à cesser d'utiliser des batteries. Moi, j'essaie juste de faire mon travail.”

Azher Uddin Khan, qui vit de l'autre côté de la frontière, à Lahore, conclut en disant qu'il y a encore beaucoup de travail à faire pour sensibiliser le public à l'importance de recycler adéquatement les matières toxiques.

—Monish Upadhyay
Publié le 14 février

SOURCE



THE THIRD POLE

New Delhi, Inde

thethirdpole.net

Lancé en 2007 à l'initiative du site *Chinadialogue.net*, spécialisé dans l'environnement et le changement climatique, en partenariat avec le réseau Earth Journalism, *The Third Pole* est une plateforme qui traite de la question de l'eau dans l'Himalaya.



SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

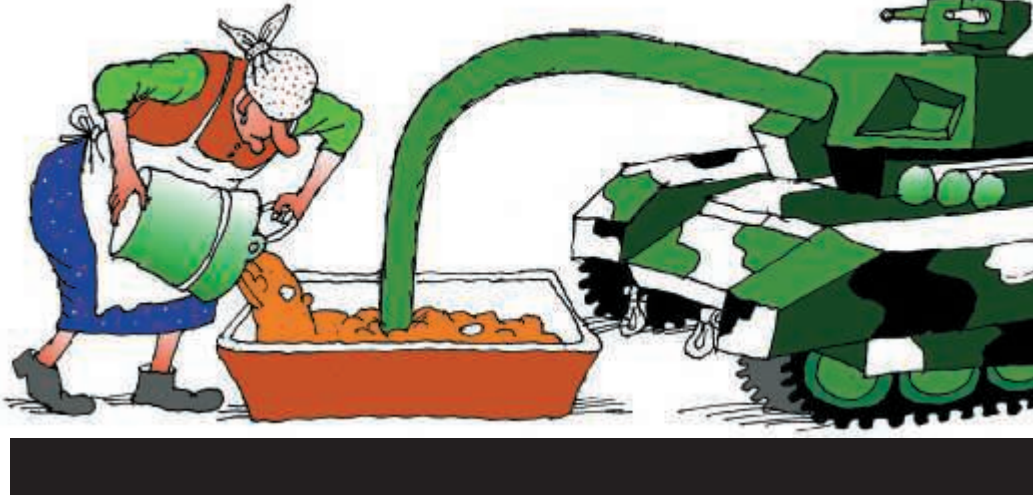
UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ AFD Courrier international À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

ÉCONOMIE



Le réseau citoyen qui équipe l'armée ukrainienne

Logistique. Une mobilisation informelle de collecte de dons permet d'acheminer des casques, des gilets pare-balles et même des drones aux combattants.



—The Wall Street Journal (extraits) New York

Serhiy Prytula a récemment publié une vidéo où il appelle aux dons pour l'armée ukrainienne. Derrière lui se tiennent un homme cagoulé et un autre qui tient un morceau de métal. Ce débris, explique-t-il, provient d'un avion russe abattu par un soldat ukrainien qui fait partie d'une unité chargée de chasser les véhicules et appareils ennemis en pick-up.

“Nos hommes s'emploient à incendier les véhicules de l'ennemi, déclare Serhiy Prytula dans ce post Facebook daté du 8 mars. Si vous avez un pick-up tout-terrain, merci de nous le donner ou de nous le vendre.” Son opération, baptisée Hell Rides, aurait permis de récupérer une cinquantaine de véhicules pour l'armée ukrainienne, dit-il. L'humoriste et présentateur télé de 40 ans est l'une des principales figures de la mobilisation populaire qui œuvre pour équiper les forces armées ukrainiennes.

Les États-Unis et leurs alliés fournissent à l'Ukraine des armes, notamment des missiles pour cibler les chars et les avions de chasse. Les particuliers comme Serhiy Prytula, qui affirme que son organisation a collecté l'équivalent de 8,5 millions de dollars [7,6 millions d'euros] au cours du premier mois de la guerre, cherchent à

comblent au plus vite les besoins en équipements défensifs, des vêtements pare-balles jusqu'aux drones à caméra thermique.

Cette mobilisation a aidé l'Ukraine à stopper l'avancée de l'armée russe, pourtant mieux équipée, dans de nombreuses régions du pays. La guerre en Ukraine est faite d'échauffourées et d'embuscades, où de petites équipes agiles infligent des pertes coûteuses aux troupes russes, et où un équipement basique peut changer la donne.

Drones et radios. La résistance ukrainienne, composée de milliers de volontaires qui ont rejoint la défense territoriale, mais aussi de tous ceux qui participent à ce réseau d'approvisionnement improvisé, porte à croire que cet effort défensif est durable.

Prytula a créé son fonds d'aide en 2014, quand la Russie a annexé la Crimée et envahi l'est de l'Ukraine. Il a acheminé des gilets pare-balles, des drones et d'autres équipements jusqu'au front, il a publié des vidéos sur les réseaux sociaux et gagné la confiance des soldats et donateurs. Grâce à sa communauté en ligne de plus de 1 million de personnes, les dons ont vite afflué quand la guerre a commencé, le 24 février. Dès le lendemain, Prytula postait une photo de 100 drones achetés pour l'équivalent de 225 000 dollars.

De son nouveau quartier général, dans le centre de Kiev, Prytula a envoyé un appel aux fournitures, allant des médicaments aux garrots ou encore aux bottes de neige. Au début, ils achetaient tout ce qu'ils pouvaient, aussi vite que possible. Le 27 février, il poste : “Il nous faut des radios. À tout prix!” Ses liens avec l'armée l'ont vite poussé à recentrer ses efforts. Les unités d'artillerie ont besoin de drones à caméra thermique afin de cibler les camions d'approvisionnement de l'ennemi la nuit. Il a envoyé des dizaines de pick-up aux groupes mobiles qui prennent en embuscade les véhicules ennemis. Les tireurs d'élite des forces spéciales ont reçu des lunettes à viseur thermique.

Prytula a reçu des fonds de plus de 30 pays étrangers, notamment des États-Unis et d'Europe, mais aussi de Chine et d'Afrique. Il a récemment mis en place un compte PayPal. Les commandes sont souvent livrées en Pologne, le long de la frontière avec l'Ukraine, d'où elles sont acheminées par camion vers une plateforme logistique à Lviv, dans l'ouest de l'Ukraine. [Le 26 mars], des frappes russes ont ciblé cette ville.

Certains pays exigent des licences d'exportation pour le matériel militaire.

D'autres efforts citoyens ont vu le jour. Daniel Bilak, un avocat canado-ukrainien, a lui aussi collecté des fonds pour acheter des gilets pare-balles et des casques pour les centaines de civils qui ont rejoint les combattants de la défense territoriale là où il vit, en périphérie de Kiev. Cette force armée, à laquelle il appartient, a reçu des armes du gouvernement, mais pas d'équipements de protection.

Ces efforts, explique-t-il, sont souvent ralentis par des obstacles bureaucratiques, certains pays exigeant des licences d'exportation pour le matériel militaire, dont les casques et les gilets pare-balles. Mais d'autres gouvernements ont été prêts à accélérer les formalités administratives pour les fournitures destinées à l'Ukraine, dit-il. Daniel Bilak travaille avec une ONG américano-ukrainienne pour trouver des tissus et de l'acier de bonne qualité afin de fabriquer des gilets pare-balles en Ukraine même.

Antibiotiques. Lorsque la guerre a éclaté, Artem Popyk, 31 ans, un Ukrainien habitant à Varsovie, a commencé à recevoir de la nourriture, des fournitures médicales et du matériel militaire de ses amis un peu partout en Europe. Cinq fourgons sont arrivés de Prague. Les gilets pare-balles se sont rapidement entassés dans l'appartement qu'il partage avec sa petite amie. Ils ont rempli de cartons les garages de leurs amis.

Artem Popyk a trouvé sur Facebook un compatriote ukrainien, Viktor Baginskyi, qui coordonne les expéditions vers l'Ukraine. Ce boulanger à Varsovie estime avoir expédié 15 tonnes de matériel en Ukraine, depuis des jumelles à vision nocturne jusqu'à des antibiotiques, en passant par des bottes. Un soir, avec une douzaine d'autres personnes, Viktor Baginskyi a chargé dans un train des cartons apportés par deux vans et étiquetés dans un mélange d'anglais, de polonais et d'ukrainien. Il ne sait pas toujours exactement ce qu'ils contiennent : certains portent l'inscription “seringues”, d'autres “militaire”.

Lida Koval, 36 ans, travaille pour les chemins de fer ukrainiens. Elle est devenue un rouage essentiel du système informel d'acheminement de matériel vers son pays. Les premiers jours de

↳ Dessin de Tiounine paru dans Kommersant, Moscou.

la guerre, elle a appelé Viktor Baginskyi pour lui demander de préparer “deux ou trois colis” pour l'Ukraine. Depuis, elle a passé chaque jour du conflit (sauf quatre) à bord d'un train de voyageurs rempli de fournitures pour l'effort de guerre, qui fait constamment la navette entre l'Ukraine et la Pologne. Certains colis vont à Kiev, d'autres à Lviv.

“Si vous avez un pick-up, merci de nous le donner ou de nous le vendre.”

Serhiy Prytula, PRÉSENTATEUR TÉLÉ UKRAINIEN

Le trajet dure une journée entière dans chaque sens. Lorsque le train quitte l'Ukraine, raconte Lida Koval, il est rempli au double de sa capacité de femmes et d'enfants. Une fois, elle a dormi dans la zone fumeur, sur la plateforme extérieure entre les wagons, pour laisser sa cabine à six enfants.

D'habitude, elle vend les billets et sert du café ou des snacks aux passagers. Désormais, elle ne s'occupe pas toujours de faire payer les billets. Lorsque le train arrive à destination, elle a une heure pour se reposer. Elle se douche à l'aide d'un seau dans les toilettes au bout d'un wagon. Puis le train repart en Ukraine, son wagon rempli de matériel médical et militaire.

L'une de ses collègues avait acheté un appartement à Tchernihiv, une ville du nord de l'Ukraine qui a été assiégée par les troupes russes et lourdement endommagée. Elle vit aujourd'hui dans le train. “Elle n'a nulle part où aller, explique Lida Koval. Elle n'a plus de maison.” Un jour, à Tchernihiv, le train a attendu un groupe de 12 personnes. Elles ne sont jamais arrivées. Leur bus a été bombardé en chemin.

Lida Koval a posé une plaque de métal sur la fenêtre de sa cabine pour se protéger des balles. “Pourquoi devrais-je avoir peur? Nous faisons quelque chose de bien. Et je continuerai aussi longtemps qu'il le faudra. J'aide les gens. Chacun doit faire ce qu'il a à faire.”

—James Marson et Ian Lovett
Publié le 27 mars

Lire aussi notre dossier sur les crimes de guerre en Ukraine, p. 8.

SCIENCES



Un boson trop pesant

Physique. L'analyse de données d'une ancienne expérience révèle que la masse du boson W est supérieure à ce que prédit la théorie.



Les physiciens ont peut-être fini par trouver une anomalie dans leur conception des particules subatomiques – une excellente nouvelle, rapporte **Science**. De nouveaux travaux, menés à partir de données anciennes, laissent supposer que la particule éphémère baptisée 'boson W' possède une masse supérieure à celle prédite par le 'modèle standard'. En d'autres termes, la théorie n'est pas confirmée par la pratique, et cela pourrait bouleverser le monde de la physique.

Découvert en 1983, le boson W est la particule responsable de l'interaction faible (ou force nucléaire faible), l'une des quatre interactions fondamentales responsables de tous les phénomènes physiques observés dans l'Univers. Les trois autres sont la force nucléaire forte, l'interaction électromagnétique et l'interaction gravitationnelle.

"La nouvelle mesure de très haute précision de la masse du boson W est en tension significative avec les attentes du modèle standard et suggère que des améliorations de calculs ou des extensions du modèle standard pourraient être nécessaires", peut-on lire sur le site de *Science*. "Bien que la différence entre ce que prédit la théorie

et la valeur expérimentale ne soit que de 0,09 %, elle est nettement supérieure à l'incertitude du résultat, qui est d'environ 0,01 %", souligne **Nature**. C'est ce qui rend ces deux valeurs incompatibles.

En outre, la nouvelle étude, publiée le 7 avril dans *Science*, est en désaccord avec d'autres mesures de la masse de la même particule. De quoi rendre perplexes Martin Grünewald, physicien expérimental à l'University College de Dublin. Interrogé par *Science*, il insiste : "Je ne dis pas que quelqu'un s'est trompé, mais il y a peut-être eu une erreur ou des calculs d'incertitude un peu excessifs." D'autres scientifiques, en revanche, comme Doreen Wackerth, théoricienne à l'université de Buffalo, qui n'a pas non plus participé aux travaux, se disent "transportés" par ces résultats.

Ashutosh Kotwal, physicien des particules à l'université Duke, l'un des 398 auteurs de l'article, fait évidemment partie des enthousiastes. "Nous avons pleine confiance dans les techniques employées, déclare-t-il. Il est tout à fait possible que nous ayons découvert quelque chose de fondamentalement nouveau, que le modèle standard ne prend pas en compte."

↳ Dessin d'Ajubel paru dans *El Mundo*, Madrid.

Le modèle standard a été "achevé" en 2012, lorsque le plus grand accélérateur de particules du monde, le Grand Collisionneur de hadrons (LHC) du Centre européen pour la recherche nucléaire (Cern), a confirmé l'existence du boson de Higgs, particule prédite depuis longtemps et pièce manquante jusqu'alors. Reste que ce modèle souffre de lacunes. *Science* explique : "Il comprend trois forces – électromagnétique, forte et faible –, mais omet la gravité. Il ne contient pas non plus de matière noire, la matière invisible qui constitue 85 % de la matière de l'Univers."

Simplification. La masse potentiellement plus élevée que prévu du boson W pourrait soutenir l'idée d'une théorie plus fondamentale, dont le modèle standard ne serait qu'une simplification. Les physiciens ont donc du pain sur la planche : revérifier les calculs de la nouvelle étude, émettre de nouvelles hypothèses, proposer une théorie unificatrice, faire de nouvelles mesures, etc. C'est d'ailleurs ce qui se trame actuellement grâce au Solénoïde compact pour muons (CMS) – un détecteur polyvalent installé sur l'anneau du LHC –, où une autre expérience vise à mesurer la masse du boson W, révèle *Nature*. Reste qu'il faudra être patient, puisque plusieurs années de collecte de données seront nécessaires pour produire de nouveaux résultats.

— **Courrier international**

À la une



Le célèbre hebdomadaire scientifique consacre la une de son édition datée du 8 avril à ce grand chambardement potentiel. Une illustration du boson W pèse sur une représentation du modèle standard, au point de le fracturer.

LA LETTRE TECH



Tous les quinze jours, l'actualité de la Silicon Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

Musk dans tous ses états et le dur "return to office"

Evidemment, on ne parle que de ça : des emplettes délirantes d'Elon Musk, l'homme le plus riche du monde, qui propose de racheter Twitter en totalité pour 43 milliards de dollars. Au milieu des contre-offensives apeurées des autres actionnaires, des nuits blanches des dirigeants du plus grand réseau social de la planète, **Recode** pose la seule question qui compte : que veut vraiment Elon Musk? L'insaisissable provocateur de la tech, par ailleurs fondateur comblé de SpaceX et de Tesla, a déjà créé la surprise et bien des inquiétudes en déclarant : "[Pour ce qui concerne Twitter,] les questions économiques ne m'intéressent absolument pas."

Musk, fanatique de la liberté d'expression, entendrait restituer au réseau social son rôle de place publique libérée de l'oppression des modérateurs, juste au moment où le site, conscient des dégâts de l'ère Trump, tente d'éviter de contribuer au naufrage de la démocratie américaine sous une nouvelle vague d'intox lors des élections de novembre au Congrès. *Recode*, pour sa part, détecte des motifs rationnels dans cette OPA presque hostile pour le contrôle de Twitter à 100 % : une quête d'influence et de pouvoir illimité sur un réseau érigé en forum de l'élite mondiale. S'il n'était plus coté en Bourse, Twitter deviendrait son porte-voix personnel, l'instrument de ses caprices, de ses utopies et de ses ambitions de business. Elon Musk ne ferait plus rire.

Fumette et fusées

À dire vrai, ces bizarreries commencent à faire un peu peur. Musk a établi le prix qu'il propose pour l'action Twitter à 54,20 dollars; un chiffre qui, selon **Business Insider**, s'inspire d'une blague d'initié pour adeptes de la fumette : "420"

– Google confirmera – est le nom de code pour une séance de pétards. Selon **CBS**, qui commente sa dernière interview sur YouTube, le même multimilliardaire, sans domicile fixe, loge dans les chambres d'amis des copains quand il rend visite aux ingénieurs de Tesla près de San Francisco.

"Office parties"

La Silicon Valley, cette usine à acronymes, vient de "breveter" le RTO, pour "return to office", le retour au bureau. Le concept est aussi basique que douloureux, puisqu'il recouvre, pour beaucoup d'employés, la fin de deux années d'une inestimable liberté et le retour redouté dans leurs cubes. "RTO", par bonheur, désigne aussi les mille gâteries offertes par les employeurs pour remonter le moral et la productivité des captifs.

Le **New York Times** fait le compte : spectacles in situ de stars de la chanson comme Lizzo, buffets gratuits, pots et office parties à tout va. Les résultats sont mitigés. Aucune séance de karaoké maison ne vaut deux heures de névrose quotidienne dans l'enfer des embouteillages de la région de la baie de San Francisco. Aux yeux d'une majorité de salariés, seule la collaboration avec les collègues justifie trois jours de présence par semaine dans les prestigieux sièges sociaux de Google ou de Qualcomm. Un tiers d'entre eux avouent ne pas se remettre du return to office.



SUR NOTRE SITE courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi la Lettre tech.

360

MAGAZINE

En Iran, sur la route de l'exil • Plein écran... 50
Si les murs de Mexico savaient parler • Voyage... 52
Du Guesclin, chevalier idéal • Histoire..... 54



La bibliothèque fabuleuse d'Alberto Manguel



SOURCE

EXPRESSO

Lisbonne, Portugal

Hebdomadaire, 86 000 ex

expresso.pt

Lancée en 1973, cette publication est le titre de presse le plus lu du Portugal, quotidiens et hebdomadaires

confondus. Dans ses pages écrivent de grands noms du journalisme portugais, de diverses sensibilités politiques. Son site Internet, lui aussi très consulté, propose chaque soir, à 18 heures, une édition quotidienne.

Le 12 septembre 2020, à Lisbonne. Alberto Manguel s'apprête à officialiser le don de sa bibliothèque à la capitale portugaise. Une cérémonie est organisée par la mairie, avec les mesures de distanciation sociale qu'impose la pandémie.

Photo Horacio Villalobos/Corbis/Getty Images

En septembre 2020, l'écrivain argentin-canadien, grand bibliophile, a fait don de ses livres à la ville de Lisbonne. Soit 40 000 ouvrages, rangés dans 800 caisses. Celles-ci doivent maintenant être ouvertes une à une pour que chaque œuvre puisse être cataloguée et classée. Une tâche titanesque. —*Expresso* [extraits] Lisbonne

C'est toujours le même rituel. Alberto Manguel entre, enlève son éternel chapeau, Conceição Santos vient à sa rencontre, et tous deux dialoguent brièvement. Puis ils se dirigent vers la salle des caisses, au bout de laquelle une table leur servira d'appui. Là les attendent les livres que Conceição a triés pour déterminer ce qu'ils contiennent, d'où ils viennent, où les ranger.

Ce sont des ouvrages dont la place dans une bibliothèque n'est pas évidente. Comment situer un auteur arabe qui écrit en français ? Ou un Russe qui publie en langue anglaise ? Joseph Brodsky et Vladimir Nabokov sont dans cette dualité, rappelle Manguel. Beckett vit entre l'anglais et le français. "Il va falloir y réfléchir", confie l'écrivain.

Les séances ont en général lieu toutes les semaines ou toutes les deux semaines, selon son emploi du temps. On ouvre trois ou quatre caisses à chaque fois. Le processus, mis en place il y a près d'un an, a porté ses fruits : des auteurs comme Dante, Cervantès, Atwood, Cortázar et Borges, ainsi que des œuvres en espagnol et en anglais, ont déjà été "traités", ce qui, dans la langue des bibliothécaires, signifie qu'ils ont fait l'objet d'un catalogage.

Une nouvelle bibliothèque est en train de naître dans les profondeurs des anciennes Archives municipales de Lisbonne, rue Alto da Eira [dans le centre historique]. Livre par livre, 40 000 en tout. Ils appartiennent à la collection privée dont Alberto Manguel a fait don à la capitale portugaise en septembre 2020, et qui constitue le fonds du Centre d'étude de l'histoire de la lecture (CEHL), dont il sera le directeur.



Actuellement en travaux sous l'égide de l'architecte Teresa Nunes da Ponte, le centre prendra ses quartiers au palais du marquis de Pombal une fois le chantier achevé, et vient d'être rebaptisé "Espaço Atlântida" ["Espace Atlantide"]. Premièrement, parce que ça sonne bien, déclare Manguel, mais surtout "parce que l'Atlantide est une utopie imparfaite" : engloutie par l'océan, elle a refait surface dans la littérature à plusieurs reprises depuis Platon.

Ses livres vont, eux aussi, émerger de l'espèce d'hibernation forcée où ils étaient plongés depuis que l'auteur argentin-canadien avait quitté le presbytère médiéval de Mondion, en France, où il avait regroupé tous les ouvrages en sa possession, auparavant éparpillés dans divers pays. Ils ont été remballés et expédiés à Toronto, d'où les quelque 800 caisses ont ensuite fait route pour le Portugal.

Là, on a compris que – utopie imparfaite – il n'y avait pas d'autre méthode possible que de les ouvrir au hasard. Et chaque œuvre déballée est redispisée dans un nouvel ordre, une nouvelle configuration très personnelle. Ici, un livre sur une étude arabe de la Bible, là, une *Odyssée* d'Homère en anglais, là encore, une autre en espagnol. Une histoire d'Arlequin, beaucoup de *Don Juan*, un fac-similé du livre que Rodolphe Töpffer, l'inventeur de la bande dessinée, a dédié à Goethe. Le premier roman d'Adolfo Bioy Casares, qu'il a renié par la suite, avec des annotations de sa main, et la première édition annotée de *L'Invention de Morel*, le livre qui l'a consacré [traduit chez Robert Laffont]. Le roman *Santa Evita* de Tomás Eloy Martínez [idem], qui avait auparavant été un essai sur une vie improbable

que "personne ne croirait". *Allegorizings* ["Allégoriser", non traduit] de Jan Morris, avec qui Manguel a entretenu une correspondance suivie, et, à l'intérieur du livre, la dernière lettre qu'elle lui a écrite et n'a pas pu lui envoyer. Elle lui a été remise par son fils après sa mort [en 2020].

L'un des aspects qui impressionne le plus Conceição Santos depuis qu'elle a commencé à travailler aux côtés d'Alberto Manguel, c'est la relation qu'il entretient avec ses livres. "Il prend un ouvrage au hasard, de n'importe quelle caisse, et il sait exactement ce que c'est et de quoi ça parle", confie-t-elle à *Expresso*. De fait, il les connaît bien, même si ce n'est pas toujours au même degré. "Quand j'avais ma bibliothèque en France, qui réunissait les différentes bibliothèques que j'avais laissées en divers lieux, les gens me demandaient si j'avais tout lu. Bien sûr que non. Mais un livre qui entre chez moi ne va jamais directement à la bibliothèque. Je l'ouvre, je bavarde avec lui pendant au moins cinq minutes, je sais de quoi il parle", reconnaît cet amoureux des livres.

Et c'est aussi ce qu'il se passe dans cette salle : chaque livre sorti d'une caisse a droit à un mot ou une phrase qui le définit, un résumé de son contenu, un commentaire sur la façon dont il est arrivé là. Parfois un épisode, qui révèle l'énorme quantité d'histoires susceptibles d'être racontées sur les livres eux-mêmes. "Saviez-vous que les



contes de Kipling ont été écrits avec un nombre précis de mots parce qu'ils étaient destinés à être publiés dans un journal?" demande Manguel.

Alberto Manguel n'est pas un collectionneur mais un lecteur. La bibliothèque dresse donc son portrait, présente ses préférences littéraires, thématiques, éditoriales. Il y travaille depuis l'âge de 5 ans, la preuve : une édition des frères Grimm de Tel-Aviv, où il a passé sa petite enfance – son père a été le premier ambassadeur d'Argentine en Israël.

Contrairement aux ouvrages conservés dans une bibliothèque publique, la majorité de ceux qui se trouvent ici possèdent des éléments qui en font des exemplaires uniques : une dédicace, des notes de l'auteur, des notes d'un autre auteur, des feuilles de papier qui s'échappent des pages. Ou tout simplement le fait d'être une première édition, un cadeau de quelqu'un, le vestige d'un voyage, une trouvaille chez un bouquiniste ou le souvenir d'une rencontre.

"L'un des grands défis est lié à un aspect important de la bibliothèque d'Alberto : sa relation à l'histoire de la lecture. Il s'y trouve beaucoup de livres qui ont une relation indirecte mais intime avec l'œuvre d'autres auteurs", explique Jillian Tomm. Amie de longue date de Manguel, elle travaille à la Bibliothèque des livres rares et des collections spéciales de l'université McGill [à Montréal] et discute et décide aujourd'hui des détails de la réinstallation avec Conceição Santos.

Notre système classe les livres par auteur, mais nous voulions trouver le moyen de mettre une fausse suite de Don Quichotte – écrite sous le pseudonyme d'Alonso Fernández de Avellaneda – à côté des œuvres de Cervantès en tant que partie de 'l'univers' de Don Quichotte. Ce n'est, bien entendu, pas possible avec un système alphabétique simple", détaille-t-elle.

"Nous avons donc inventé une norme qui permet cette association. Il est extrêmement utile pour la recherche de ne pas être orthodoxe, et cela rappelle l'idée du 'bon voisin' d'Aby Warburg [historien allemand, 1866-1929], le créateur de la célèbre bibliothèque Warburg : permettre de trouver le livre que nous ignorions chercher."

Et il y a aussi les "vieux amis", pour reprendre les termes de Manguel. En établissant le catalogue, chaque fois que Conceição Santos pense avoir terminé une étape, elle s'aperçoit qu'elle n'en est qu'à la moitié. Il n'est pas rare de l'entendre dire avec stupéfaction : "Mais où est-ce que vous êtes allé chercher tous ces Dante?" La collection est en effet un réservoir d'œuvres sur le poète italien, dont on a célébré le 700^e anniversaire de la mort l'année dernière.

De fait, il existe des auteurs ou des œuvres dont la présence est océanique, débordante. "Je ne veux pas être partial, mais c'est vrai : Dante est mon ami depuis vingt ans. J'ai commencé à le lire quand j'ai été obligé de rester à la maison après une grave opération. Je le lis tous les jours, un chant chaque jour, au petit déjeuner", confie Manguel. On ne saurait se priver de lui demander pourquoi. "Parce que c'est un auteur universel, on trouve tout chez Dante."

Autre écrivain omniprésent : Stevenson, "un des plus grands stylistes et auteur à l'imagination la plus généreuse de la langue anglaise". Chez Lewis Carroll – avec *Alice au pays des merveilles* et *De l'autre côté du miroir* –, Manguel trouve des questions et des réponses fondamentales. Dans *Don Quichotte*, mais pas dans le reste de l'œuvre de Cervantès, il trouve "un livre aimable, pas



nécessairement bien écrit, avec des digressions inutiles qui gênent la lecture, mais avec des personnages marquants", dans lequel l'idée de se battre pour un monde meilleur, même si les conséquences sont néfastes, "est plus d'actualité que jamais". Sa collection recèle également plusieurs éditions des contes des *Mille et Une Nuits*, qui révèlent des histoires inédites à chaque lecture.

Le cœur de cette bibliothèque, c'est cependant l'histoire de la lecture, du livre et... des bibliothèques. Voilà bien la pierre qui, jetée dans le lac, provoque les cercles concentriques engendrant les autres noyaux thématiques. La réflexion sur ce qu'est la lecture occupe également une place spéciale dans la production d'Alberto Manguel, auteur de titres comme *Une histoire de la lecture*, *La Bibliothèque*, *la nuit*, *Dictionnaire des lieux imaginaires*, *Journal d'un lecteur*, *Dans la forêt du miroir*, *Chez Borges*, ou *De la curiosité* [tous traduits chez Actes Sud].

Ainsi, telle catégorie couvre des subdivisions qui intègrent, par exemple, les lectures sur les femmes, sur l'interdit, sur la censure, sur l'Inquisition. Ou des textes qui "font appel aux conventions littéraires pour construire quelque chose dessus ou les annuler" – comme les livres qui abordent des géographies imaginaires en prenant pour modèle la littérature de voyage. Ou encore les genres qui s'appuient sur des conventions rigides partagées par un lecteur qui "connaît les règles du jeu", la littérature policière, par exemple.

Une autre des zones les plus garnies rend hommage aux livres religieux et théologiques. "Ils m'intéressent parce qu'ils induisent une lecture particulière. On approche un texte sacré comme s'il était indiscutable, une condition qui est difficile pour un lecteur", reconnaît Manguel. Pour Borges, se souvient-il, la religion n'était qu'une des branches de la littérature fantastique.

Ce n'est pas un hasard si Jorge Luis Borges surgit dans la conversation. C'est sans aucun doute l'un des écrivains clés de cette bibliothèque. "Ses idées m'aident à penser", affirme Manguel – ce que Borges a un jour dit de Pascal. Cette présence forte, presque fantomatique, n'est pas sans lien avec l'histoire personnelle d'Alberto Manguel. Quand il avait 15 ans, il travaillait à la librairie Pygmalion, à Buenos Aires, et il a eu la chance d'y rencontrer Borges. "Il était aveugle depuis

dix ans et venait accompagné de sa mère. Il touchait les livres, et rien qu'en faisant ça il devinait quel livre c'était", se souvient-il. Borges avait besoin qu'on lui fasse la lecture, il demandait aux chauffeurs de taxi ou au portier de l'immeuble où il habitait de lui faire. Un jour, il a demandé à Manguel, qui a accepté, et ainsi, pendant trois ans, tous les soirs après les cours, il s'est dirigé vers le petit appartement de Borges pour se lancer dans ce qu'il appelle aujourd'hui une "cérémonie de la lecture", ponctuée par les interruptions de son aîné pour faire des commentaires.

Comme il en est un lui-même, Manguel revendique [comme Borges] son pouvoir de lecteur sur sa bibliothèque. Lors d'une des séances, par exemple, il a apporté deux sacs de livres neufs qui viennent s'ajouter au fonds. Une nouvelle biographie d'Alejandra Pizarnik, "la plus grande poétesse de langue espagnole du xx^e siècle", fait partie des nouveautés. D'autres apports se présentent sous la forme de dons [de tierces personnes], ce qui soulève la question de ce qu'on fait des livres qui ne cadrent pas avec le profil de cette bibliothèque personnelle. "C'est une question délicate, parce que même si la collection est privée elle appartient à la ville de Lisbonne. Jusqu'à maintenant, nous avons tout accepté, mais il va falloir que je fasse un peu plus attention. Il y a certainement d'autres bibliothèques qui peuvent accepter tous les types de livres", explique-t-il.

Les "canons" remontent à la bibliothèque antique d'Alexandrie, qui était censée regrouper tous les textes disponibles dans l'empire. Paradoxalement, au fur et à mesure que le projet se réalisait, la quantité de livres existants fit qu'il était impossible de les lire. Les bibliothécaires créèrent donc des canons, c'est-à-dire des catalogues commentés indiquant quelles étaient les œuvres les plus importantes dans tel domaine et pourquoi. "Le problème, c'est que ce système aide les lecteurs, mais décide quelles œuvres vont durer. Rares sont les gens qui consultent les livres non mentionnés dans le canon, et ils finissent par être oubliés", relève-t-il.

La réflexion sur la lecture et sur ce qu'est une bibliothèque ne doit pas faire oublier que le pouvoir du lecteur, s'il est à l'origine de hiérarchies valables, est aussi capable de provoquer la censure. Et la réflexion sur la

Repères

ALBERTO MANGUEL, ÉCRIVAIN BIBLIOPHILE

Né en 1948 à Buenos Aires, cet éminent romancier, essayiste et traducteur se découvre très tôt une passion pour les livres. S'il a vécu tour à tour en France, en Angleterre, en Italie, à Tahiti, aux États-Unis et au Canada, pays dont il a pris la nationalité, sa patrie de cœur reste sa bibliothèque, riche de quelque 40 000 ouvrages. Ceux-ci n'avaient pas été réunis avant que l'auteur ne s'installe, en 2000, dans le Poitou. Obligé de quitter la France en 2015, il doit déménager ses livres, une expérience qu'il raconte dans *Je remballer ma bibliothèque*, un essai traduit chez Actes Sud, comme la plupart de ses œuvres. Il cherchait depuis lors un point de chute pour ses précieux ouvrages.

POURQUOI LISBONNE ?

Le 12 septembre 2020, créant le point d'orgue de la Foire du livre de Lisbonne, Alberto Manguel a officialisé le don de sa bibliothèque à la capitale portugaise. L'écrivain se déclare "fier et heureux" d'emménager dans une ville qu'il présente, en pleine "folie universelle" provoquée par la pandémie, comme "un refuge pour le dialogue civilisé et la résistance digne", rapporte le quotidien **Público**. C'est le socialiste Fernando Medina, alors maire de Lisbonne, qui a su trouver les mots pour le convaincre. En contrepartie, l'édile s'est engagé à créer, au sein du palais du marquis de Pombal, qui accueillera la bibliothèque, un Centre d'étude de l'histoire de la lecture dont Alberto Manguel sera le directeur.



← Dessin de Cost paru dans *Le Soir*, Bruxelles.

censure occupe une place importante, non seulement dans la collection de Manguel, mais aussi dans la façon dont il observe le présent. *“Aujourd’hui, avec cette arrogance que nous avons de croire que nous possédons une éthique sociale, nous disons qu’on ne doit pas lire Céline ni Chesterton parce qu’ils étaient antisémites, ni voir les films de Woody Allen ou de Roman Polanski parce qu’ils ont pu être pédophiles. Shakespeare collectait les impôts de ses voisins, et le Caravage a tué un homme. Borges était raciste, misogyne et conservateur. Et rien de tout cela n’a d’importance dans son œuvre. Une personne bonne, magnifique et généreuse peut écrire de la merde et un crétin peut écrire une œuvre excellente. On ferait peut-être mieux de lire toute la littérature en la rendant anonyme”*, déclare Manguel.

Nous avons cependant vu que ses constellations littéraires ne le sont pas. *“La collection est multiculturelle et multilingue. Elle vient surtout d’Europe et des Amériques, mais elle est loin d’en rester là”*, relève Jillian Tomm. Il y a quelques joyaux, par exemple une Bible de 1300 copiée dans un scriptorium allemand et enluminée d’or – le volume le plus ancien de cette bibliothèque.

Il y a aussi deux Bibles du xvi^e siècle et une Bible luthérienne du xvii^e siècle, une édition de *Don Quichotte* en quatre volumes du xviii^e siècle – *“très belle”* –, un *Manuel de l’inquisiteur* du xvii^e siècle. *“Outre les livres historiques rares, les éditions anciennes d’Érasme ou Cervantès, on trouve un grand nombre de premières éditions d’auteurs modernes importants, par exemple Lewis Carroll, W. B. Yeats ou T. S. Eliot”*, ajoute Jillian Tomm en désignant les ouvrages – et ils ne sont pas rares –, comportant des *“annotations de l’auteur lui-même”*.

Les Portugais ne manquent pas dans ce labyrinthe de reflets, et d’une caisse commencent à sortir des volumes de textes écrits à l’origine en portugais et traduits dans diverses langues. Deux auteurs se détachent. L’un est [le romancier] António Lobo Antunes; l’autre, le philosophe Eduardo Lourenço. Manguel a fait la connaissance de ce dernier quand ils vivaient tous les deux en France, par l’intermédiaire de Claude Rouquet, éditeur de l’œuvre du philosophe. *“J’ai lu son extraordinaire essai sur Montaigne, l’essai sur la saudade [une nostalgie, mélancolie typiquement lusitanienne], et nous avons commencé une correspondance.”*

Ils ont fini par se voir à Lisbonne, et Manguel garde de ces heures des souvenirs lumineux. *“C’était une affinité mutuelle. Il avait une intelligence capable de rendre claire les idées les plus complexes. Un homme d’une générosité extraordinaire. S’il avait été britannique, américain ou allemand, on parlerait de lui dans le monde entier. Un des péchés de la culture anglo-saxonne, c’est son aveuglement devant des personnalités comme Eduardo Lourenço – ils pensent que la culture s’arrête aux frontières de leur langue. Tant pis pour eux.”*

Au fil des semaines, très lentement, les piles de caisses sont remplacées par des piles de livres auxquels a déjà été attribuée une place dans ce qui sera leur nouvelle maison. Conceição Santos – plus quatre autres personnes – doit faire en sorte que chaque livre de la collection puisse être lu et consulté quand l’Espaço Atlântida ouvrira ses portes. En attendant, le rituel de ses rencontres avec Alberto Manguel se répétera.

— **Luciana Leiderfarb**

Publié le 18 mars

plein écran. 

↓ Pantea Panahiha (la mère) et Amin Simiar (le fils aîné) dans une scène de *Hit the Road*. Photo Pyramide Films



En Iran, sur la route de l'exil

Le 27 avril sort en France *Hit the Road*, le premier film de Panah Panahi, fils du grand cinéaste iranien Jafar Panahi. Drôle et mélancolique, ce road-movie est un coup de maître. Rencontre avec son réalisateur.

—Radio Farda (extraits) Prague

RADIO FARDA Comment avez-vous choisi les personnages de votre film ? Nous ne savons rien de leur vie et de leur passé, nous les découvrons à travers leurs actions et réactions au cours du voyage.

PANAH PANAH Je ne leur ai même pas donné de nom de famille. J'ai essayé d'enlever le moindre indice qui permettrait de les rattacher à une classe sociale donnée, ou à un type de personnage en particulier.

Surtout, je ne dis rien de leurs origines car je voulais que chaque spectateur, iranien ou non, puisse s'identifier à eux, comme s'ils étaient un croquis dont chacun pouvait inventer l'histoire à sa guise. J'ai conçu cette famille en m'inspirant des gens qui m'entourent. Mais ce que je n'avais pas remarqué au moment de réaliser ce film, c'est que tous ces personnages [le père (joué par Hassan Madjouni), la mère (Pantea Panahiha) et leurs deux fils (Amin Simiar et Rayan Sarlak)] font partie de moi. Comme si j'avais divisé mon existence en quatre et que j'avais mis de moi dans ces quatre personnages. Ainsi, le petit frère incarne la joie et l'enthousiasme pour la vie qui étaient les miens quand j'étais enfant.

Si un jour vous devez quitter l'Iran [à cause de la répression et de la censure],

pensez-vous que vous pourrez continuer à faire du cinéma ?

Je ne peux pas faire de films en dehors de mon pays, car j'ai vécu en Iran jusqu'à aujourd'hui, et je connais les Iraniens, les relations qu'ils nouent entre eux, les vies qu'ils mènent. C'est un matériau que je peux utiliser. Alors que je n'ai aucune idée de comment on vit en dehors de l'Iran. Je ne sais pas quelles relations entretiennent les gens, je n'ai aucune idée de comment on salue le voisin qu'on croise devant chez soi, ce qu'on dit en entrant dans un magasin. C'est pourquoi je ne pense pas pouvoir tourner un film crédible et vraisemblable en dehors de l'Iran.

Espérez-vous que *Hit the Road* soit diffusé en Iran ? Ou votre objectif était-il de tourner pour le public étranger ?

Je voulais avant tout, avec ce premier long-métrage, montrer mon talent et mes compétences. Je ne sais pas si ce film sera autorisé à être projeté en Iran ou non. Quand j'en ai parlé avec mon père [le réalisateur dissident Jafar Panahi], il m'a conseillé de procéder étape par étape. D'abord tourner le film [ce qui implique déjà d'obtenir de premières autorisations], ensuite s'inquiéter de sa diffusion.

Ce film ne dit rien qui devrait gêner les responsables gouvernementaux. Le seul problème peut venir de la musique et des

chansons que j'utilise [des titres de variété datant d'avant la révolution islamique de 1979, voir plus loin], dont aucune n'a de licence de la part des autorités. De toute façon, le nouveau gouvernement [celui de l'ultraconservateur Ebrahim Raïssi, au pouvoir depuis août 2021] a déçu toute la communauté des artistes. Mais j'espère qu'un miracle se produira et que je pourrai montrer mon film en Iran.

Vous avez mentionné votre père. À quel point son ombre pèse-t-elle sur ce film? Car, dans le domaine de l'art, quand on est l'enfant d'un artiste, on est souvent comparé à lui.

Mon plus grand défi a été de sortir de l'ombre de mon père. C'était tellement important pour moi que j'en étais devenu obsédé. Et plus j'y pensais, plus la peur m'envahissait, au point de me paralyser complètement. Je savais que j'avais les capacités et le talent nécessaires, mais ma peur était devenue si grande que je n'arrivais à rien. Toutefois, avec l'aide de mes proches, j'ai pu passer ce cap et réaliser mon film. Cela m'a rempli de satisfaction, enfin j'avais pu surmonter ce qui était le plus gros problème de ma vie.

Vous voyez-vous des similitudes entre vous et votre père?

Les conditions posées aux cinéastes par le ministère de la Culture et de l'Orientation islamique [l'organisme chargé, entre autres, de la censure cinématographique] sont tellement strictes que, tôt ou tard, vous vous posez cette question : dans quelle mesure suis-je prêt à renoncer à mes convictions? Par exemple, il est impossible de tourner des scènes d'intérieur où des femmes ne porteraient pas le voile, même devant leur mari. Certains réalisateurs iraniens acceptent de se plier à cette exigence. Mais les scènes qui en résultent semblent fausses, elles ne correspondent pas à la réalité.

Jafar [sic] ne renonce jamais à ses convictions. Il est impossible pour lui de se plier à de tels compromis, même si cela lui faciliterait la tâche. Moi aussi, je tente de faire pareil. Jafar, comme Abbas Kiarostami [un autre grand nom du cinéma iranien, 1940-2016], n'a jamais inclus de scènes d'intérieur dans ses films. La plus grande leçon cinématographique que j'ai retenue de ces deux-là, c'est sans doute qu'il ne faut jamais perdre de vue ce en quoi on croit.

Ces dernières années, le nombre de films iraniens qui se déroulent dans des voitures a augmenté.

En Iran, dès que nous mettons le pied dehors, nous sommes sous la surveillance constante du régime. Si nous commettons le moindre écart, nous en subissons les conséquences. Dans un tel contexte, la voiture est devenue un refuge. Elle fait

office de petite maison ambulante, un lieu où les Iraniens conservent une relative liberté tout en étant en société [par exemple, ils peuvent écouter la musique qu'ils veulent, et une femme ne sera pas réprimandée si son voile n'est pas parfaitement ajusté]. C'est pour cette raison que les voitures sont devenues un élément essentiel du cinéma iranien : elles font partie de la vie des personnages, et servent de décor à de nombreuses scènes.

Pouvez-vous expliquer les chansons que vous avez choisies pour ce film?

Ces chansons, que la famille écoute et entonne lors de son périple en voiture, font partie intégrante de la vie de tous les Iraniens. Quand j'étais adolescent, même si vingt ans s'étaient écoulés depuis la révolution islamique [qui avait banni la musique pop et interdit aux femmes de chanter en public], on écoutait encore les chansons de Gougoush [une chanteuse très populaire, née en 1950, qui a fait le choix de rester en Iran entre 1979 et 2000 même si elle ne pouvait plus exercer son métier], Shahram Shabpareh [né en 1948, exilé aux États-Unis], Ebi [Ebrahim Hamedi de son vrai nom, né en 1949, en exil lui aussi], etc. Leurs morceaux nous emplissent de nostalgie. Une autre raison pour laquelle j'utilise des morceaux de Shahram Shabpareh, d'Ebi ou de Hayedeh [une autre diva iranienne, née en 1942 et morte en exil en 1990], c'est que leurs interprètes ont connu le même sort que celui qui attend le fils aîné [dont on ne sait jamais, dans le film, s'il est étudiant ou déjà diplômé, s'il part pour des raisons économiques ou politiques]. Tous ont vu leur carrière stoppée net et ont dû quitter le pays après que la musique pop a été interdite. Leur musique et le souvenir de leur destin éveillent un sentiment d'empathie dans le subconscient des spectateurs, ils peuvent ainsi partager les émotions qui traversent les personnages.

La relation qui unit à l'écran les personnages du père et du fils aîné reflète-t-elle celle que vous partagez avec votre père, Jafar Panahi?

Je ne dirais pas que j'entretiens une relation étroite avec Jafar. Mais bon, comme j'ai toujours voulu échapper à l'ombre de mon père et me construire une identité distincte, j'ai pendant des années voulu m'éloigner de lui à tout prix. De plus, Jafar n'est pas quelqu'un qui exprime facilement ses émotions, communiquer avec lui n'est pas toujours facile. Si nous n'avions pas en commun notre passion pour le cinéma, notre relation serait sans doute assez tourmentée.

— Propos recueillis par Mohammad Zarghami

Publié le 9 octobre 2021

Repères



PANAH PANAH,
LE CINÉASTE

Né en 1984 à Téhéran, il est le fils du réalisateur Jafar

Panahi, l'un des figures de proue de la "nouvelle vague" du cinéma iranien (*Hors-jeu*, *Taxi Téhéran*, *Trois visages...*). *Hit the road* est son premier long-métrage. Père et fils ont été très marqués par les événements de 2009, année où la jeunesse iranienne a manifesté en masse pour réclamer un changement de régime, avant d'être durement réprimée. Pour avoir soutenu le mouvement, Jafar Panahi a été menacé de prison et frappé d'une interdiction de tourner. Panah Panahi, lui, regrette cette époque où "l'élan de réforme partait du cœur de la société". Il confie à **Radio Farda** que l'élection de l'ultraconservateur Ebrahim Raïssi à la présidence, à l'été 2021, a définitivement tué son "espoir de vivre dans une société que nous pourrions rendre meilleure". Le changement ne peut plus être collectif mais individuel, chacun devant sauver la part d'humanité qui est en lui, explique-t-il en substance.

SON FILM

Hit the Road met en scène une famille embarquée dans un périple automobile à travers l'Iran, pour gagner la frontière. Si le but du voyage reste au début mystérieux, l'ambiance dans la voiture est saturée d'émotions, entre rires et larmes. Le film a été qualifié d'"irrésistible" par **Variety**. Le magazine américain, l'une des lectures de référence de l'industrie du cinéma, salue "un casting superbe" et juge que Panah Panahi parvient à "rendre hommage à ses illustres prédécesseurs iraniens" tout en proposant un film "qui vibre de sa propre énergie".

Hit the Road sort le 27 avril, en partenariat avec *Courrier international*.

Contexte

L'EXIL, UN MAL IRANIEN

Selon une étude de l'Observatoire gouvernemental de l'immigration iranien, plus de 77 000 Iraniens ont quitté leur pays en 2020, pour trouver refuge en Turquie, mais aussi en Allemagne, au Royaume-Uni, en Irak et en Australie. Selon **Shargh**, un quotidien de Téhéran, la diaspora iranienne serait passée de 820 000 personnes en 1990 à 1,8 million en 2020, et le Conseil des Iraniens habitant à l'étranger, dépendant du ministère des Affaires étrangères, compterait plus de 4 millions d'émigrés. Toutefois, des experts cités par **Independent Persian**, un site persan de New York, estiment que le nombre d'exilés iraniens est supérieur de 30 % aux statistiques officielles. Beaucoup quittant le pays clandestinement, ils ne sont pas comptabilisés. Le manque de libertés civiles et de sécurité de l'emploi, les difficultés économiques, la répression politique et les diverses restrictions imposées aux Iraniens depuis la révolution islamique, en 1979, sont de puissants moteurs d'exode, analyse encore *Independent Persian*. De plus en plus de gens de la classe moyenne prennent la voie de l'exil, en particulier à cause de la crise économique qui sévit dans le pays, poursuit le site new-yorkais. Ceux-là s'installent avant tout en Turquie, car ils n'ont pas les moyens de résider aux États-Unis ou en Europe. Le gouvernement appelle régulièrement la diaspora à ne pas rompre ses liens avec l'Iran, l'invitant notamment à investir dans des projets économiques locaux.

SOURCE



RADIO FARDA

Prague, République tchèque
radiofarda.com

Radio Farda est le diffuseur en langue persane de Radio Free Europe/Radio Liberty depuis Prague. Il reçoit une subvention du Congrès américain mais opère en toute indépendance. Son site web en persan et en anglais est l'un des sites d'information les plus populaires auprès des Iraniens.



Si les murs de Mexico savaient parler

Ils raconteraient les histoires d’Óscar Blanco González. Sur Twitter, ce passionné fait revivre le passé de sa ville.

—El País México (extraits) Mexico

Il parcourt la ville comme quelqu’un qui vient de retrouver un vieil ami perdu de vue depuis longtemps. Avec une émotion presque enfantine, il s’émerveille de ses trouvailles. Il entretient une relation complice avec cette ville qu’il connaît depuis des années, avec qui il a partagé toute une vie d’expériences.

Le moindre repli de ses quartiers est gravé dans sa mémoire, il a des anecdotes à raconter à propos de chaque coin de rue. On pourrait dire qu’Óscar Blanco González a vécu Mexico. Même si d’autres verbes pourraient convenir : il a sillonné la ville, il l’a palpée, assimilée, tatouée, transpirée, subie, éprouvée, haïe, aimée, sentie. Et depuis trois ans, il la raconte.

Au cours de ses promenades, Óscar Blanco González, 46 ans, a vu de nombreux lieux et bâtiments emblématiques du centre de Mexico être abandonnés et se détériorer “à cause d’une série de décisions politiques”. Et il a décidé de remettre à l’honneur l’histoire qui se cache derrière ces murs. Le 18 janvier 2021, il a lancé “Chroniques de la ville perdue”, un compte Twitter qui a engrangé en un an plus de 26 000 abonnés [et aujourd’hui culmine à presque 30 000].

Il explique, par une matinée ensoleillée de mars : “L’idée est que les habitants s’approprient l’espace, parce qu’une fois qu’on

l’a perdu, on ne le récupère plus. Pour moi, les histoires que ces lieux racontent sont très importantes : les gens qui y sont passés, qui y ont vécu, qui y ont travaillé.”

Sur son compte Twitter, il publie des photos accompagnées de petites descriptions, parfois comparatives : comment c’était autrefois et comment c’est devenu.

Óscar Blanco González sait débusquer les réalités cachées, ces mondes que les murs dissimulent.

Des cinémas classiques tel l’Olympia, aujourd’hui transformé en un centre commercial; des cafés où se réunissaient autrefois des intellectuels et qui sont devenus des fast-foods; El Patio, salle de spectacle où se sont produits Édith Piaf, Frank Sinatra, Marlène Dietrich, un lieu où la fine fleur de la société mexicaine du xx^e siècle se donnait rendez-vous, et qui aujourd’hui tombe en ruines, voué à l’oubli le plus absolu. Des symboles d’une époque enfuie. “Je comprends bien que la ville n’est pas statique, qu’elle évolue, mais il devrait y avoir une politique de conservation”, souligne Óscar Blanco González.

L’homme a une démarche un peu chaloupée, les jambes écartées, le pas lourd. C’est un passant, un flâneur : il erre sans but dans les rues, il déambule pour le plaisir.

← Le Cine Ópera, bijou de l’Art déco, est fermé depuis 1998. Photo All things Mexico

Une forme de résistance aux dynamiques urbaines postmodernes : savourer la ville et non la consommer. Il n’aime rien tant que de se promener à minuit, quand il quitte son travail au Tribunal électoral et que la capitale est presque vide de ses habitants. Il a pour obsession les cinémas et les théâtres classiques. Il assure qu’autrefois le centre historique comptait une bonne cinquantaine de salles. Celles qui survivent ont dû se transformer en cinémas porno ou ont été rachetées par des multinationales.

Rongé par le temps. Pour notre premier rendez-vous, il me fait venir à l’Azul Histórico, un restaurant qui renferme un cloître planté d’arbres, une jolie structure en pierre et une peinture murale du célèbre peintre Manuel Rodríguez Lozano [1891-1971]. Après un petit-déjeuner à base de *chilaquiles* aux œufs [plat à base de tortilla et de sauce verte ou rouge, parfois aussi accompagné de poulet], la promenade commence.

Nos pas nous conduisent au Casino Español, un élégant bâtiment sur deux niveaux qui a été un lieu de rencontre pour les exilés du franquisme, puis au 94 rue Balderas, une construction de style néo-classique, dont le grand portail en bois a connu des jours meilleurs. Cet édifice paraît abandonné, il est recouvert de graffitis – qu’on pourrait considérer comme une autre forme de réappropriation de l’espace –, de mauvaises herbes poussent entre les fissures. C’est pourtant le siège actuel de la Commission nationale de l’eau, une institution publique. “Son état en dit long sur le je-m’en-foutisme de l’État mexicain”, proteste notre homme, résigné.

La maison où l’explorateur et scientifique prussien Alexander Von Humboldt résida pendant son passage au Mexique est aujourd’hui un restaurant de tacos. À l’intérieur, on débouche sur une cour rectangulaire aux vieilles colonnes et aux murs jaunes, qui intensifient les rayons du soleil. “Au moins, elle a survécu”, lance Óscar Blanco González dans un haussement d’épaules. Une plaque un peu rongée par le temps, cachée derrière les branches d’un arbre, marque l’endroit.

À l’extrême opposé de ces délabrements, il y a des lieux conservés. Une semaine après notre première rencontre, Óscar Blanco González me guide jusqu’au Palacio de Iturbide. Il raconte que depuis sa construction, en 1779, ce palais a été successivement une résidence de l’aristocratie, un hôtel et une *cantina* [restaurant]. “Il a été laissé à l’abandon”, note-t-il, jusqu’à sa récupération par la Banque nationale du Mexique.

Aujourd’hui, il héberge une galerie d’art où l’on côtoie des gens élégants à l’allure d’intellectuels. Les murs sont dans un état impeccable, et les agents de sécurité vous indiquent où vous pouvez marcher.

Óscar Blanco González commente : “Ça, c’est l’idéal. Mais pour y arriver, il faut beaucoup investir, faire intervenir des conservateurs... Il n’est pas nécessaire que tous les espaces soient des musées, mais l’important, c’est qu’ils soient conservés.”

Il tourne dans la rue Mesones et observe un vieux bâtiment sur deux niveaux, en *tezontle*, pierre volcanique aux teintes rouge foncé, très chaleureuse. Coincé entre deux constructions plus modernes et d’assez mauvais goût, ce lieu résiste. Au rez-de-chaussée, une vieille quincaillerie sans fenêtres donne sur la rue. Don Joaquín, un vieil homme en bleu de travail, au visage parcheminé et aux cheveux bien soignés, blancs comme l’os, se tient derrière le comptoir. “Nous avons ouvert en 1942”, précise-t-il.

Óscar Blanco González se réjouit du contraste, il parle un moment avec le quincaillier, prend une photo. Voilà le genre d’endroit qu’il recherche au cours de ses promenades : un lieu chargé d’histoire, authentique, en bien ou en mal.

L’ethnologue et anthropologue français Marc Augé parlait des “non-lieux”, ces espaces de transit, vides de contenu, créés par et pour la consommation : les parkings, les supermarchés, les grandes franchises. Óscar Blanco González recherche constamment l’inverse. Des lieux qui respirent la vie. Il se déplace avec la décontraction d’un vendeur des rues et la science d’un chauffeur de taxi. Il parle le langage des initiés. Il sait trouver les mondes que chaque mur dissimule, suivre les pistes qui mènent à des réalités cachées, identifier à travers la crasse les plaques commémoratives.

Toutes ces choses que négligent les passants, emportés dans la hâte du quotidien. Ce qu’on ne voit pas si l’on ne sait pas où regarder. Quand il déniche un bâtiment qu’il veut connaître, il n’hésite pas à entrer. Cela lui fournira une nouvelle histoire à raconter, plus une photo pour l’illustrer.

—Alejandro Santos Cid

Publié le 9 mars

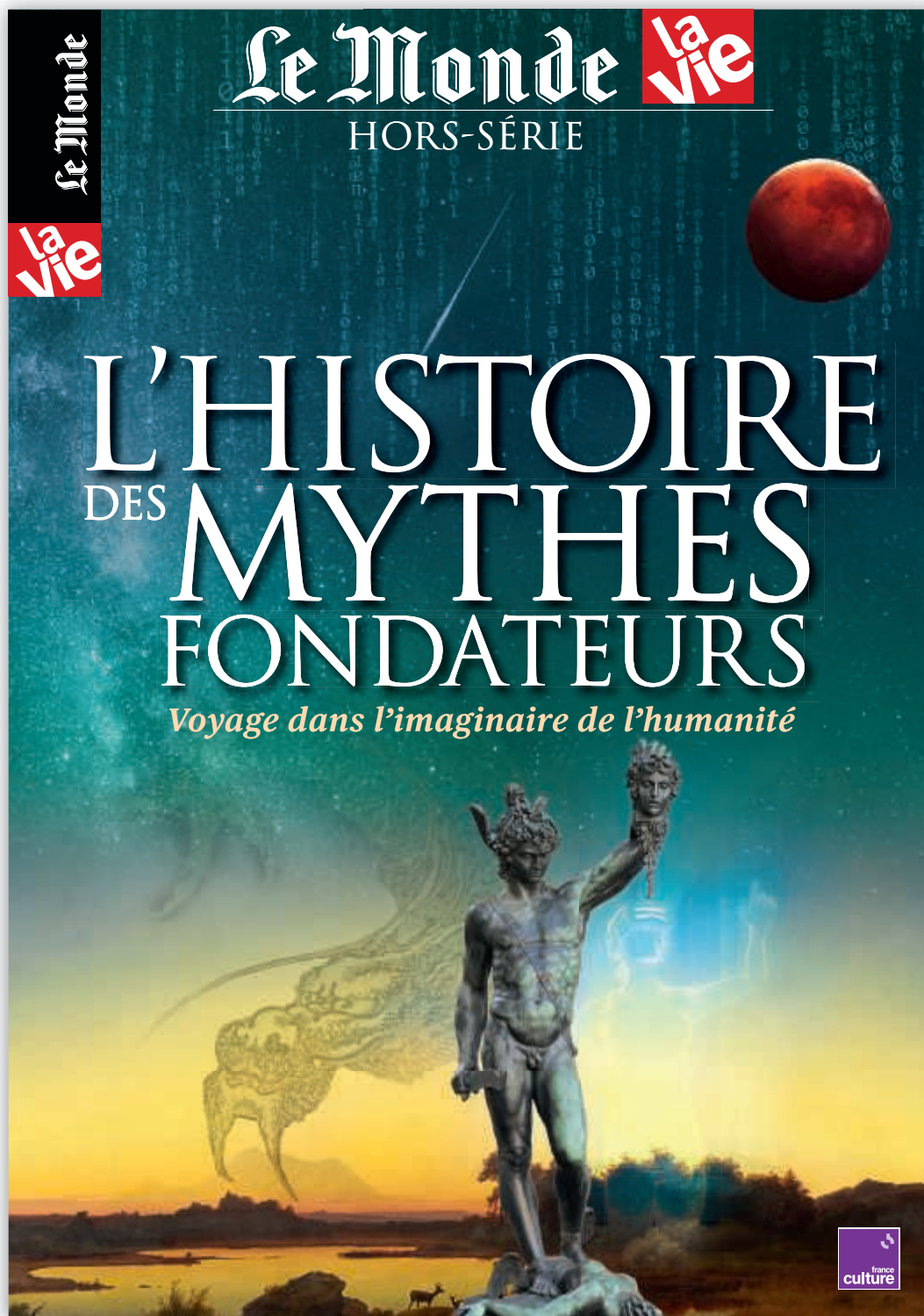


SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

La personne à suivre

Chaque lundi, découvrez le portrait d’un influenceur. Le 25 avril : l’Américaine Alaina Wood, scientifique spécialisée en développement durable, active sur TikTok.



Depuis la nuit des temps, l'être humain invente des histoires pour expliquer l'origine de l'univers et le sens de sa vie. Peuplés de dieux, riches d'événements extraordinaires, ces récits se sont transmis au fil des migrations, s'adaptant à chaque civilisation. Et chaque époque les revisite, en fonction de ses besoins. De Prométhée aux héros de la pop culture, ce numéro offre un panorama des mythes du monde et conte les rêves, les peurs et les espoirs qui bercent l'humanité de la préhistoire à aujourd'hui.

L'HISTOIRE DES MYTHES FONDATEURS

Un hors-série **Le Monde** 

164 pages - 14 €

Chez votre marchand de journaux
et sur Lemonde.fr/boutique

Du Guesclin, chevalier idéal et stratège génial

1320-1380 – France

Occulté par la légende, plus tardive, de Jeanne d'Arc, ce rude guerrier a pourtant été le fléau des Anglais durant la guerre de Cent Ans.



—Die Welt Berlin

➤ Dans la basilique Saint-Denis, le gisant de Bertrand Du Guesclin, posé au pied du tombeau de Charles V. Photo Hervé Champollion/Akg Images

Bertrand Du Guesclin a fortement déconseillé de livrer bataille. Les Anglais sont trop expérimentés et mieux équipés, ils ont choisi l'emplacement le plus favorable, leur armée est plus disciplinée. Mais ces arguments ne convainquent pas Henri de Trastamare, qui entend s'emparer du trône de Castille à la faveur d'une bataille décisive et, pour ce faire, a disposé ses troupes en ordre de bataille, ce 3 avril 1367, près de Nájera, dans le nord de l'Espagne. Henri mise sur sa supériorité numérique – 60 000 hommes, suppose-t-on, contre 24 000 – et va se casser les dents. Et s'il ne perd pas la vie en plus de son armée, c'est grâce à Du Guesclin.

Du Guesclin est issu de la petite noblesse bretonne. Né aux alentours de 1320 dans le château de la Motte-Broons, près de Dinan, il désespère ses parents dès le plus jeune âge en raison d'une apparence repoussante qui lui interdit une carrière dans le beau monde. Le nez est trop aplati, les yeux trop écartés. Du Guesclin décide de tenter sa chance sur le terrain militaire.

Il se fait rapidement un nom dans les tournois, ce qui lui assure, d'une part, des revenus décentes et, de l'autre, lui vaut d'être engagé dans la suite d'Arnoul d'Audrehem, un proche de Jean II le Bon nommé maréchal à l'accession au trône de ce dernier – un tremplin dans la carrière de Du Guesclin. Il faut dire que la guerre de Cent Ans fait rage depuis 1337 contre l'Angleterre et qu'on a besoin d'officiers qui n'ont pas froid aux yeux.

Bertrand Du Guesclin fait la preuve de ses talents militaires hors du commun en 1357, en défendant la ville de Rennes contre les alliés de l'Angleterre. Trois ans plus tard, il prend la tête des troupes françaises en Normandie. Dans la guerre de succession qui ébranle la Bretagne, il se bat avec succès pour le compte de la France

et se fait nommer chambellan par le successeur de Jean, Charles V. On mesure l'importance qu'il revêt aux yeux du roi en 1364 : à la bataille d'Auray, Du Guesclin est fait prisonnier – et Charles V verse la rançon.

Le roi le renvoie à la guerre sur-le-champ, en Castille cette fois. Henri de Trastamare et son demi-frère, Pierre le Cruel, s'y disputent le trône. Et comme la Castille possède la plus grande flotte de l'époque, l'un est soutenu par la France, l'autre par les Anglais. Lorsque l'héritier du trône d'Angleterre, Édouard de Woodstock, le célèbre Prince noir, fait marcher une armée sur la Castille, Du Guesclin, flanqué de ses Grandes Compagnies et de mercenaires, est dépêché sur place pour prêter main-forte à Henri – ce qui a pour avantage d'éloigner du royaume ces unités dont la solde est payée au lance-pierre et qui vivent de maraudes.

Il désespère ses parents dès le plus jeune âge en raison d'une apparence repoussante qui lui interdit une carrière dans le beau monde.

La campagne commence sous les meilleurs auspices, des régions entières de Castille sont conquises pour le compte d'Henri. Mais quand le chef de l'armée anglaise, John Chandos, organise la riposte, l'horizon commence à s'obscurcir pour les alliés. Du Guesclin sent venir le danger et conseille de se retirer dans la montagne, de bloquer les cols et les voies d'accès, et d'opposer une résistance dilatoire en vue d'épuiser l'adversaire. Henri de Trastamare mise à l'inverse sur une prompt victoire.

Plus expérimentées, les troupes anglaises ont raison de ses projets le 3 avril 1367, devant Nájera. Les hommes d'Henri sont incapables de

repousser leur attaque surprise. Au plus fort de la mêlée, une partie de ses gens déposent même les armes. Seule la résistance acharnée de Du Guesclin permet à Henri de prendre la fuite pendant que le Breton est une nouvelle fois réduit en captivité. La rançon fixée par John Chandos se monte à la bagatelle de 100 000 livres – une fois de plus, le roi de France met la main à la poche.

Campagnes éclairs. Du Guesclin le vaut bien. Cette fois, il prend le commandement des troupes franco-castillanes. Près de Montiel, dans le sud de la Castille, il écrase l'armée de Pierre I^{er} en mars 1369. Mieux encore : lorsque ce dernier se retranche dans son château, Du Guesclin parvient à l'en faire sortir en lui proposant de changer de camp. Moyennant une confortable rétribution, s'entend. Pierre accepte et meurt sous les coups de son demi-frère Henri.

À son retour, pour le remercier d'avoir donné au royaume un allié de poids, Charles nomme Du Guesclin connétable de France, lequel honore la confiance qui lui est faite en poussant les Anglais dans leurs retranchements au moyen d'une stratégie nouvelle : des campagnes éclairs, qui lui permettent de reconquérir toute une partie de l'Ouest et du Nord, évitant les grands affrontements, sauf lorsqu'il a clairement l'avantage. Seuls Calais, Cherbourg et l'Aquitaine restent aux mains des Anglais.

Lorsqu'il meurt, en juillet 1380, devant Châteauneuf-de-Randon, en Lozère – peut-être du typhus –, Bertrand Du Guesclin est depuis longtemps une gloire nationale. Charles V fait inhumer le cœur de son chef militaire dans la nécropole royale de Saint-Denis. Il est entré depuis dans le folklore sous l'étiquette du "chevalier idéal", digne homologue du Prince noir d'Angleterre, face auquel il avait toutefois dû s'incliner devant Nájera.

—Berthold Seewald
Publié le 3 avril

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**

BIENVENUE DANS UNE AUTRE GRANDE-BRETAGNE



©VisitBritain/ Layla Nia



visitbritain.com